

DÉPARTEMENT DES ARTS, LANGUES ET LITTÉRATURES
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

*PIERRE DAVIAULT, « L'ÉMINENT PURISTE » ? CONCEPTION DE LA LANGUE FRANÇAISE ET DE
L'ANGLICISME AU CANADA D'UN TRADUCTEUR-CHRONIQUEUR*

par
Ada Luna Salita

Mémoire présenté pour l'obtention de la maîtrise en études françaises
(cheminement en linguistique)
présenté à

Wim Remysen (directeur de recherche)
Patricia Godbout (évaluatrice)
Nadine Vincent (évaluatrice)

Sherbrooke
FÉVRIER 2020

REMERCIEMENTS

Je remercie avant tout Wim Remysen, mon directeur de recherche, de m'avoir guidée et soutenue tout au long de la rédaction de ce mémoire ainsi que de m'avoir présenté ce personnage qu'était Daviault. Je le remercie également des nombreuses collaborations et occasions d'emploi qu'il m'a offertes, lesquelles ont grandement enrichi mon parcours aux études supérieures.

Je remercie Nadine Vincent et Patricia Godbout pour leur lecture attentive et intéressée et leurs commentaires pertinents.

Sur une note plus personnelle, merci aux crifuquiennes, tout spécialement Roxane, Mylène et Jolaine, qui ont croisé mon chemin pendant ces années et qui ont contribué, d'une façon ou d'une autre, à l'accomplissement de ce mémoire. Que ce soit en suscitant des échanges intellectuels enrichissants, en allant prendre une bière pour décompresser, en partageant votre chocolat et vos potins, ou en étant une oreille attentive lorsque le moral était à son plus bas, vous avez été essentielles à ma réussite.

Je remercie de tout mon coeur mes parents et mon frère pour leurs encouragements et leur soutien inconditionnel. Gracias!

Enfin, merci à Louis-David. Merci pour toutes tes lectures et relectures! Merci pour ton soutien, tes encouragements et ta patience au moment où ils étaient les plus nécessaires : merci d'avoir cru en moi.

RÉSUMÉ

Ce mémoire s'intéresse à la vision de la langue et de l'anglicisme de Pierre Daviault. Ce traducteur-chroniqueur a été étiqueté de puriste par ses contemporains en raison de certains discours alarmants sur l'état de la langue française au Canada entre les années 1930 et 1960. Dans ce mémoire, nous nous intéressons à cette étiquette de puriste en analysant sa vision de la langue française parlée au Canada et comment celle-ci est influencée par les phénomènes de variation. Nous étudions aussi sa position en tant que chroniqueur par rapport aux anglicismes, ainsi que le rôle qu'il attribue aux traducteurs dans le processus d'anglicisation de la langue. Enfin, nous nous intéressons aux solutions qu'il propose pour combattre l'anglicisation de la langue dont une a été un élément clé dans le développement de la profession de traducteur au Canada. Pour ce faire, nous analysons un corpus de 24 articles publiés dans différentes revues scientifiques et littéraires et de deux chroniques de langue : « Parlons mieux : épurons notre langue » (1930-1931) et « Propos sur notre français » (1952-1960).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
1 Mise en contexte : la vie et l'œuvre de Pierre Daviault (1899-1964).....	2
2 Problématique : le rapport de Daviault à la langue et à l'anglicisme	6
3 État de la question : le purisme et la question de l'anglicisme au Québec.....	9
3.1 Brève histoire de l'anglicisme au Québec et contexte historique	9
3.2 Dénonciation de l'anglicisme par les puristes.....	11
3.3 Le traitement de l'anglicisme dans les sources métalinguistiques.....	12
3.4 Anglicisme et traduction	15
4 Objectifs.....	17
5 Corpus.....	18
5.1 Articles	18
5.2 Chroniques	19
5.2.1 « Parlons mieux : épurons notre langue »	19
5.2.2 « Propos sur notre français ».....	21
6 Méthodologie.....	21
6.1 Conception générale de la langue.....	22
6.2 Anglicisation de la pensée et rôle du traducteur	22
6.3 Traitement de l'anglicisme dans les chroniques	23
6.3.1 Sélection des emplois.....	23
6.3.2 Classement selon la nature linguistique de l'emprunt	24
6.3.3 Classement selon l'évaluation normative	25
6.3.4 Critères d'évaluation.....	25
7 Structure du mémoire	27
CHAPITRE 1 – CONCEPTION DE LA LANGUE FRANÇAISE AU CANADA	28
1 Conception de la langue	28
2 Variation linguistique	36
2.1 Langue en usage à la campagne	39
2.2 Langue en usage à la ville	41
2.3 Langue de culture	43
3 Purisme	46

3.1	Propos adhérent au purisme	48
3.2	Critique envers le purisme.....	50
4	Synthèse.....	52
CHAPITRE 2 – ANGLICISATION ET TRADUCTION		54
1	Anglicisation de la langue et de la pensée.....	54
2	Rôle de la traduction dans l’anglicisation du français au Canada	61
2.1	Conséquences de la traduction dans la langue des médias.....	63
2.2	Conséquences de la traduction dans l’enseignement	65
3	Rôle du traducteur dans l’anglicisation et dans la lutte contre celle-ci	69
3.1	Rôle du traducteur dans la qualité des traductions.....	69
3.2	Solution proposée : une formation pour les traducteurs.....	73
4	Synthèse.....	80
CHAPITRE 3 – TRAITEMENT DES ANGLICISMES DANS LES CHRONIQUES		82
1	Anglicismes ou archaïsmes ?.....	82
2	Classement des anglicismes selon leur nature linguistique	85
2.1	Mots ou expressions attribués à l’anglais.....	86
2.1.1	Mots globalement attribués à l’anglais	87
2.1.2	Mots dont un des sens est attribué à l’anglais.....	89
2.1.3	Mots ou expressions traduits de façon littérale.....	89
2.1.4	Mot ou expression dont la fréquence est attribuée à l’anglais	90
2.2	Prononciations attribuées à l’anglais.....	91
2.3	Constructions syntaxiques attribuées à l’anglais.....	91
3	Étiquettes servant à désigner les anglicismes commentés.....	92
3.1	Anglicisme	94
3.2	Faux ami	96
3.3	Emprunt.....	97
4	Évaluation normative des anglicismes	98
4.1	Évaluation normative	98
4.1.1	Le continuum évaluatif	99
4.1.2	Évaluation selon le type d’anglicisme	101
4.1.3	Évaluation selon la variété de français.....	105
4.2	Arguments employés lors de l’évaluation normative.....	108

4.2.1	Arguments utilisés pour condamner un anglicisme	108
4.2.2	Arguments utilisés pour justifier un anglicisme	113
4.2.3	Critères généraux énoncés par Daviault à propos de l'évaluation normative des anglicismes	118
5	Synthèse.....	121
CONCLUSION.....		122
BIBLIOGRAPHIE.....		127
1	Corpus.....	127
2	Sources citées ou consultées.....	129

Liste des tableaux et figures

Tableau 1 : Répartition des différents types d'emprunts	86
Tableau 2 : Étiquettes employées pour désigner les différents emplois	93
Tableau 3 : Évaluation normative des anglicismes dans les deux chroniques.....	99
Tableau 4 : Évaluation normative selon le type d'anglicisme dans « Parlons mieux »..	103
Tableau 5 : Évaluation normative selon le type d'anglicisme dans « Propos ».....	104
Figure 1 : Évaluation normative des différents types d'anglicisme dans « Propos »	104
Tableau 6 : Distribution des emprunt selon la variété de langue à laquelle Daviault les attribue	105
Tableau 7 : Évaluation normative selon la variété de français à laquelle appartient l'emprunt.....	107
Tableau 8 : Distribution des arguments utilisés pour condamner un anglicisme	109
Tableau 9 : Distribution des arguments utilisés pour justifier un anglicisme.....	114

* * *

Figure 1 : Évaluation normative des différents types d'anglicisme dans « Propos »	104
---	-----

INTRODUCTION

Ce mémoire s'intéresse au phénomène de l'emprunt à l'anglais tel qu'il est abordé par le traducteur et chroniqueur de langue Pierre Daviault. Plus spécifiquement, nous étudions sa vision de la langue française au Canada et de son anglicisation. Nous analysons ses discours tenus dans les chroniques de langage « Parlons mieux : épurons notre langue » et « Propos sur notre français » ainsi que dans de nombreux articles, publiés entre les années 1930 et 1960, dans lesquels il exprime son point de vue sur la langue française et la traduction au Canada. Partant du constat que son discours a souvent été associé au purisme¹ (Delisle et Otis, 2016 : 290), nous nous intéressons d'abord au discours global de Daviault sur la langue au Canada, car nous constatons que sa conception de la langue est complexe et elle présente, malgré ses idées puristes, certains traits avant-gardistes qui se manifestent notamment dans son approche envers les anglicismes et la variation linguistique. Notre mémoire s'inscrit ainsi dans l'axe de recherche sur les approches sociolinguistiques, acquisitionnelles et didactiques des normes et des usages de la programmation scientifique du Centre de recherche interuniversitaire sur le français en usage au Québec (CRIFUQ). Il fait en outre partie d'une série de travaux exploitant les contenus de la base de données ChroQué constituée de chroniques de langage publiées dans la presse québécoise depuis les années 1860 (Mercier et Remysen, 2011).

Dans ce chapitre d'introduction, nous faisons dans un premier temps une présentation du traducteur-chroniqueur et de son œuvre. Nous décrivons ensuite notre problématique de recherche tout en présentant le lien de Daviault avec la langue et le sujet central de notre problématique : son approche au phénomène de l'anglicisme dans ses différents écrits ainsi que l'étiquette de puriste que celle-ci lui a value. Ensuite, nous faisons un état de la question sur l'anglicisme en français du Québec ainsi que sur les recherches sur l'anglicisme dans les chroniques de langage. Puis, nous énonçons les objectifs poursuivis par ce mémoire. Nous présentons aussi notre corpus et la méthodologie qui nous servira à atteindre ces objectifs.

¹ Delisle et Otis (2016) affirment qu'on a surnommé Daviault « l'éminent puriste » après certaines publications sur lesquelles nous nous pencherons dans la section 2.

D'entrée de jeu, une précision d'ordre terminologique s'impose. Ce mémoire porte sur un phénomène linguistique que les linguistes désignent généralement par le mot *emprunt*. Or nous parlons le plus souvent d'*anglicisme* dans notre mémoire étant donné que c'est l'étiquette employée le plus couramment dans notre corpus d'analyse. Les chroniqueurs s'inscrivant dans une tradition discursive qui a des visées essentiellement normatives, ils adoptaient le plus souvent le terme *anglicisme* qui comporte une connotation négative (Lamontagne, 1996), alors que le terme *emprunt* était rarement employé. Pour notre part, lorsque nous l'emploierons, l'étiquette *anglicisme* servira à faire un lien avec les propos de Daviault². Ainsi, nous considérons l'anglicisme comme tout « emprunt, formel ou sémantique, fait à la langue anglaise, ou calque d'un mot ou d'une expression de la langue anglaise par les francophones du Québec, qui est passé dans leur variété usuelle de français où il est employé au même titre que les autres mots » (Poirier, 1992 : 93).

1 Mise en contexte : la vie et l'œuvre de Pierre Daviault (1899-1964)

Né le 9 novembre 1899 à Saint-Jérôme, Pierre Daviault a forgé une carrière qui représente bien le tournant de siècle pendant lequel il est né : l'accroissement continu des contacts entre l'anglais et le français façonne sa carrière tout comme la société canadienne-française au 20^e siècle. Il a fait des études en littérature française et en littérature anglaise à l'Université de Montréal, puis à la Sorbonne (Rivard, 2003 : 10). Au cours de sa carrière comme traducteur et enseignant, il accumule les titres honorifiques et les postes importants : il occupe, entre autres, le poste de Surintendant du Bureau des traductions en 1955 et est nommé *Senior Officer* 2³ en 1962 (Rivard, 2003 : 15). En 1952, la Société royale du Canada reconnaît la contribution remarquable de Pierre Daviault aux sciences humaines en lui décernant la Médaille Pierre Chauveau.

C'est comme journaliste que Pierre Daviault commence sa carrière professionnelle, plus particulièrement comme correspondant parlementaire pour le journal *La Presse*, où il

² Daviault emploie différentes étiquettes, mais comme ce sera présenté dans le chapitre 3, elles serviront parfois à désigner des types d'emploi spécifiques.

³ Ce titre est l'équivalent du secrétaire d'État adjoint.

travaille pendant deux ans, avant de devenir traducteur (Rivard, 2003 : 10). À cette époque, les traducteurs étaient très souvent des avocats ou des journalistes, parfois des médecins, des agronomes, des ingénieurs, etc. qui réussissaient l'examen de recrutement de la fonction publique. Par la suite, ils se perfectionnaient à travers la méthode de révision entre pairs (Delisle et Otis, 2016 : 11). Daviault obtient un poste de traducteur à la Chambre des communes en 1925 (Rivard, 2003 : 10). La Chambre des communes est dotée d'un service de traduction officiel depuis l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867) qui impose que tous les projets de loi soient imprimés dans les deux langues avant leur deuxième lecture (Delisle et Otis, 2016 : 178). À partir de 1875, tous les comptes rendus des débats sont publiés dans les deux langues. Depuis le début du 20^e siècle, et toujours au moment où Daviault intègre le service de traduction de la Chambre des communes, les traducteurs se battent pour la décentralisation des services de traduction gouvernementaux. Ils veulent qu'un service de traduction soit instauré à chaque ministère, ce qui permettrait aux traducteurs de se spécialiser dans un domaine et de mieux gérer le volume des traductions toujours croissant (Delisle et Otis 2016 : 179). Godbout souligne la situation vécue par Daviault, Québécois d'origine évoluant professionnellement à Ottawa. Elle décrit Daviault comme un « Ottavien », selon la définition de Michel Lalonde, archiviste du Centre de recherche en civilisation canadienne-française, qui pousse le concept au-delà du simple gentilé :

Il s'agit surtout de résidents d'Ottawa (anciennement Ottawa-Carleton), mais aussi de l'Outaouais québécois et ontarien, de leurs familles, de leurs institutions et sociétés. Archivistes, rédacteurs, traducteurs, dessinateurs, journalistes, communicateurs et professeurs d'université (entre autres métiers et professions), d'identité canadienne-française, franco-ontarienne, voire québécoise, ils forment un groupe d'une grande diversité politique et culturelle œuvrant à Ottawa. [...] Depuis le dernier tiers du XIX^e siècle, on vient à Ottawa pour y travailler, élever sa famille et s'y récréer (l'Outaouais central est d'ailleurs le « terrain de jeu » des deux communautés linguistiques). Une minorité y restera une fois atteint l'âge de la retraite (sauf les « natifs » évidemment) ; c'est une des caractéristiques des Ottaviens. Il y a toujours, chez l'Ottavien qui vient d'ailleurs, un certain sentiment d'exil. L'Ottavien voyage : Montréal, Québec, Sherbrooke... Pour lui, Ottawa est un peu l'extension de la vallée du Saint-Laurent, voire du Québec. (Godbout, 2004 : 141-142)

Tout comme Godbout, nous considérons que le profil de Daviault se retrouve dans cette définition, et en effet, cet aspect de sa vie se reflète dans son travail. Tout en habitant Ottawa, ville bilingue, il dédie sa carrière à la langue française et à la culture canadienne-

française. Pendant ses nombreuses années comme traducteur pour le gouvernement, à Ottawa, Daviault prend le temps d'observer la langue française en usage au Canada et de réfléchir à la pratique de la traduction en tant que discipline. Il arrive à la conclusion que, au Canada, les questions de langue sont des questions de traduction et que « ce sont les traducteurs, professionnels ou d'occasion, qui créent la plupart des anglicismes dont [la langue française au Canada] est infestée » (Daviault, 1938 : 433), vision qui influence fortement le discours qu'il tient à propos de l'anglicisme. C'est cette réflexion qui le mène à insister sur l'importance de la formation des traducteurs et c'est ainsi qu'il faut voir son propre engagement comme chroniqueur de langue.

Ses années en tant que traducteur et chroniqueur passées à observer la langue l'ont amené à constater que la plupart des anglicismes qui se trouvent dans la langue française écrite au Canada sont le résultat de mauvaises traductions, souvent effectuées par des gens non compétents dans le domaine. Il arrive alors à la conclusion que la formation des futurs traducteurs est un moyen de combattre l'anglicisation de la langue. Ainsi, le tout premier cours de traduction au Canada est donné en 1936 à l'Université d'Ottawa sous l'initiative de Pierre Daviault (Delisle et Otis, 2016 : 303). L'un des objectifs principaux de ce cours était de contribuer à la crédibilité du métier de traducteur professionnel (Delisle et Otis, 2016 : 304).

Parallèlement, la pratique de traducteur de Daviault le mène à publier plusieurs ouvrages en lien avec les questions de traduction et de langue tels *L'expression juste en traduction* (1931), *Questions de langage* (1933) et *Traduction...* (1941), livres qu'il qualifie d'« outils » pour le traducteur jusque-là inexistant. Le premier de cette série de livres, *L'expression juste en traduction : notes de traduction* (1931) est présenté ainsi dans l'introduction :

Le sous-titre de cet ouvrage [notes de traduction] indique que l'auteur se propose de grouper de simples notes sur des sujets qui intéressent le traducteur, professionnel ou d'occasion. Notre travail n'a rien d'un dictionnaire, ni d'un lexique au sens ordinaire de l'expression, *complet, revu et corrigé*.

Nous examinerons quelques termes anglais dont la transposition en français présente des difficultés particulières. Nous proposerons des traductions qui nous semblent bonnes, mais non pas *toutes* les bonnes manières de traduire. Il y a présomption à penser qu'on puisse résoudre d'une façon complète et définitive les mystères innombrables de la traduction. (Daviault, 1931 : 7)

Les deux autres ouvrages répondent aux mêmes motivations ; la forme du dernier diffère un peu de celle des deux premiers, présentant des listes d'équivalents et d'exemples plutôt que des explications sous forme de texte suivi. Il s'agit des premiers efforts de Daviault pour instaurer la traduction comme pratique professionnelle spécialisée⁴. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il devient traducteur au service de l'Armée canadienne et il publie le *Dictionnaire militaire anglais-français, français-anglais* qui connaîtra deux éditions (1943, 1945). Il publie également *Langage et traduction* (1962) qui est une édition remaniée, corrigée et mise à jour des trois ouvrages qu'il a publiés au début de sa carrière. En 1962, il publie le dernier ouvrage de sa carrière, le *Dictionnaire canadien bilingue* (1962), en collaboration avec Jean-Paul Vinay et Henri Alexander. Ce dictionnaire est le fruit de travaux terminologiques amorcés à l'Université de Montréal en 1954 et la préface, rédigée dans les deux langues par Jean-Paul Vinay, se présente comme suit :

Il est curieux de constater que le Canada, pays bilingue, ne disposait pas jusqu'ici de l'instrument essentiel à toute communication linguistique : un dictionnaire bilingue spécialement conçu pour ses besoins. Dans l'espoir de remédier à cette situation, nous avons composé le *Dictionnaire canadien*, que nous dédions à tous ceux qui veulent connaître, apprécier et interpréter nos deux grandes cultures nationales.

[...]

Qu'il me soit permis de souligner que le présent ouvrage n'est ni un glossaire dialectal, ni un dictionnaire régional. Le lecteur y trouvera toutes les règles de morphologie et d'usage qui relèvent de la norme internationale du français et de l'anglais modernes ; mais il trouvera également des données précises sur la phonétique, le lexique et les tours propres au français et à l'anglais du Canada.

Trop de dictionnaires bilingues se contentent de donner des équivalents sans replacer les termes dans leur contexte ou sans en indiquer le niveau stylistique. Nous avons voulu éviter ce reproche en facilitant au lecteur, dans toute la mesure du possible, l'utilisation rationnelle des richesses lexicales mises à sa disposition. (Vinay, Daviault et Alexander, 1962 : viii)

Se reflètent dans cet ouvrage le désir de Daviault de bien faire la distinction entre les deux langues officielles du Canada et sa conception de la variation linguistique, étant donné que

⁴ Viendra par la suite *Stylistique comparée de l'anglais et du français* en 1958, qui propose une étude beaucoup plus poussée des mécanismes de traduction de l'anglais vers le français et qui constitue l'un des ouvrages fondateurs de la pratique de la traduction au Canada, encore couramment utilisé dans les cours de traduction de nos jours. Cet ouvrage est publié par Jean-Paul Vinay et Jean Darbelnet, deux autres figures de l'enseignement de la traduction au Canada.

cet ouvrage reconnaît le besoin des Canadiens d'avoir un dictionnaire qui décrit leurs langues de façon juste.

Daviault décède le 18 novembre 1964 à la suite d'une courte maladie (Rivard, 2003 : 16).

2 Problématique : le rapport de Daviault à la langue et à l'anglicisme

Au-delà de sa réflexion sur la pratique de la traduction, Daviault est connu pour avoir développé un questionnement plus large sur l'état de la langue française au Canada au fil de sa carrière. Sa réflexion sur la langue part de son travail comme traducteur et l'amène à élargir son champ d'intérêt à la langue en général et à partager ses idées avec ses pairs et avec l'ensemble des Canadiens français. Le fruit de ces questionnements se reflète dans la publication de deux chroniques de langage ainsi qu'une série d'articles, parfois à la suite de conférences, qui portent sur la langue et qui abordent des enjeux en lien avec la variation linguistique, la traduction et l'emprunt linguistique. C'est surtout le discours véhiculé dans ces publications et dans ses deux chroniques de langage, « Parlons mieux : épurons notre langue » (1930 à 1931) et « Propos sur notre français » (1952 à 1960), qui contribuera à la réputation de puriste de Daviault. Il se plaisait lui-même à se désigner comme le « chien de garde du français au Canada » (Laurence et *al.*, 1965 : 14). Ce simple surnom en dit long sur ses efforts de défense de la langue française. Par ailleurs, la conférence qu'il prononce au troisième Congrès de la langue française tenu à Québec en 1952, « Anglicisme et emprunts à l'anglais »⁵, scellera définitivement son destin en tant que puriste dans les annales de la linguistique. En effet, il y déclare que, en raison du mélange du français avec l'anglais, particulièrement dans les villes, le français parlé et écrit au Canada s'est « abâtardi » et il conclut que

[...] le français est devenu une langue morte au Canada. Et le mal n'est plus guérissable. Les campagnes de refrancisation n'y peuvent rien. C'est tout un mode de vie qu'il faudrait chambarder. En réalité, il se parle trois langues au Canada : le français provincial des

⁵ Publiée plus tard la même année, sous le titre « L'apport anglais à la langue canadienne » dans *Les Carnets viatoriens* (1952b). Toutefois, Daviault n'a jamais consenti à cette publication et la revue s'en est excusée dans le numéro suivant (Godbout, 2004 : 163).

campagnes, le franco-anglais des villes, et le français chez un petit nombre de gens qui n'aspirent qu'à quitter le Canada.⁶ (Daviault, 1952c ; il s'agit d'un condensé de la conférence)

Cette déclaration fait énormément parler (Delisle et Otis, 2016 : 284)⁷ et elle est omise du compte rendu du congrès. Toutefois, Daviault reprend le contenu de la conférence dans un article publié en 1955, mais en précisant ce qu'il entendait par *langue morte* (Delisle et Otis, 2016 : 289). Qu'à cela ne tienne, le mal est fait et Daviault se retrouve étiqueté de puriste, position qui est renforcée par la publication de ses deux chroniques de langue.

Les chroniques de langage constituent une voie de diffusion importante du discours normatif et même puriste au Québec (Remysen, 2009 : 3). Nous reprenons la distinction faite par Paveau et Rosier (2008) entre la position normative et la position puriste. Ainsi, nous concevons le discours puriste comme étant un discours contenant des jugements de valeur et reposant sur des critères affectifs liés à la langue (ex. : la beauté de la langue), et le discours normatif comme étant un discours objectif qui repose sur le respect d'une certaine norme de la langue (Paveau et Rosier, 2008 : 12). Par le fait même, les chroniqueurs comme Daviault ont souvent été associés au purisme linguistique. Ces chroniques sont aussi associées aux campagnes de re francisation qui ont eu cours au Canada français à partir des années 1880 et jusqu'aux années 1960. Ce ne sont toutefois pas tous les chroniqueurs qui tiennent un discours puriste qui discrédite la variété de français qui a cours au Canada (Remysen, 2009).

Les trois objectifs que Daviault s'est donnés dans sa carrière ont consolidé sa réputation de puriste. Comme le souligne Patricia Godbout, qui a étudié le travail de Daviault dans le cadre de sa thèse doctorale dans le domaine de la traduction littéraire, Daviault a dédié une partie importante de sa carrière à trois objectifs, qui étaient tous les trois intimement liés : « la sauvegarde de la langue française au pays, le culte du Canadien français à travers son

⁶ Cette déclaration a été très mal reçue et a été associée à un discours pessimiste sur la déchéance de la langue propre au purisme linguistique (au sujet du lien entre les discours sur la déchéance de la langue et le purisme linguistique voir notamment Paveau et Rosier, 2008 ; Klinkenberg, 2015).

⁷ Guy Sylvestre, collègue traducteur de Daviault et cofondateur de *La Nouvelle Revue canadienne* (1951-1956) en fera même un pastiche dans *Amours, délices et orgues* (1953) sous le pseudonyme de Jean Bruneau et de nombreux journaux publieront des réponses à cette déclaration (voir Delisle et Otis, 2016 : 284).

histoire et, enfin, la nécessité impérative d'éviter que la traduction ne devienne un vecteur de corruption linguistique » (Godbout, 2004 : 125). Contrairement à d'autres, Daviault s'oppose néanmoins aux campagnes de re francisation « classiques » qui se concentrent sur le vocabulaire, façon de faire habituelle des puristes du 20^e siècle, particulièrement lors du congrès de la re francisation de 1957 : il envisage plutôt l'anglicisation de la société à un niveau plus profond. Selon lui, « on doit envisager une réforme complète du mode de penser » (Daviault, 1957a : 25). Dans une autre déclaration, il affirme que les campagnes de re francisation ne sont pas assez fortes pour contrer le niveau d'anglicisation auquel la société est rendue :

Ces « campagnes de re francisation » ne font pas de mal, bien sûr, mais, si l'on considère l'étendue du mal, le remède fait sourire. Nous l'avons dit, c'est une transformation profonde d'un état d'esprit dans toute une population qu'il faudrait. (Daviault, 1955a : 191)

Ces déclarations renvoient à la réflexion qu'il développe au cours de sa carrière à propos du rôle de la langue dans la construction de la pensée (Daviault, 1954b). D'ailleurs, Daviault commence à prendre position par rapport aux méthodes de re francisation assez tôt dans sa carrière ; il en parle dès l'introduction à sa première chronique (1930) :

Dans les études qui vont suivre, nous proposerons des traductions de termes anglais dont la transposition en français présente des difficultés particulières. C'est assez dire que l'auteur n'a aucunement l'intention de refaire les lexiques d'expressions usuelles dont on a écrit un si grand nombre dans l'intention de chasser l'anglicisme de la conversation courante. Ces lexiques sont d'ordre assez élémentaire ; ils ont du reste leur utilité, et une grande utilité ; mais enfin ils ne répondent pas à l'objet que nous avons en vue. (« Parlons mieux », 1930 : 001⁸)

Même si le nom de Daviault a fini par être associé au mouvement de re francisation en raison de ses chroniques de langage, une partie de son discours sur la langue au Canada et sur les anglicismes présente certains traits qui s'écartent des discours dominants de son époque quant à sa conception de la langue. Notamment, il accorde une légitimité au français canadien dans plusieurs contextes et il reconnaît la nécessité, au Canada français, de faire des emprunts à l'anglais. Karim Larose (2004a), qui s'est intéressé au discours linguistique

⁸ Ce type de renvoi qui reviendra tout au long de notre mémoire fait référence à l'année de publication du billet, puis à son numéro dans la base de données ChroQué.

des intellectuels québécois entre 1957 et 1977, mentionne que, sans qu'il puisse être catégorisé d'avant-gardiste, Pierre Daviault a fait un apport important à l'avancement de la conscience linguistique au Québec en termes d'autonomie par rapport à la France. Il rappelle, notamment, la légitimité qu'il accorde aux différences entre le français parlé au Canada et celui parlé en France (Larose, 2004a : 41). Nous tenterons de mettre de l'avant la vision particulière de la langue qui a permis l'avancement dans la conscience linguistique auquel fait référence Larose et de démontrer que, tout en conservant certaines caractéristiques du discours puriste des chroniqueurs de la même époque, le discours de Daviault présente certains traits qui en dévient. Nous nous proposons également d'analyser le discours de Daviault sur la langue française parlée au Canada, qui semble à première vue pessimiste, afin de le situer par rapport à celui de ses contemporains. La conception de la langue qu'on trouve dans le discours de Daviault n'a pas encore fait l'objet d'études systématiques.

3 État de la question : le purisme et la question de l'anglicisme au Québec⁹

3.1 Brève histoire de l'anglicisme au Québec et contexte historique

Au moment où Daviault mène sa réflexion sur la langue, les contacts entre les deux langues sont déjà vieux de plus d'un siècle et demi au Canada. L'emprunt du français à l'anglais a débuté au Canada au moment même où ces deux langues ont commencé à se côtoyer, dès la conquête britannique au 18^e siècle. À ce moment-là, les Anglais deviennent les responsables du gouvernement et ils instaurent leurs institutions parlementaires. En même temps, ils sont la principale force du commerce : la langue anglaise s'installe ainsi rapidement comme langue dominante au Canada et le français commence à emprunter des mots anglais pour dénommer les nouvelles réalités liées à la politique, comme *bill* pour « projet de loi » (Poirier, 2000 : 113), et à des produits commerciaux, comme *ale* pour bière

⁹ Considérant la très longue bibliographie existante sur les travaux sur l'anglicisme, cet état de la question se concentrera sur les travaux qui touchent plus particulièrement le discours sur l'anglicisme dans différentes sources métalinguistiques. À propos de l'anglicisme et de sa typologie, le lecteur consultera entre autres Humbley (1974), Poirier (1988, 1992, 1995), Mareschal (1989), Dôle (1992), Martel et Cajolet-Laganière (1994), ou encore Paquet-Gauthier (2014).

(Poirier, 1988 : 1849). Les Canadiens français réussissent toutefois à faire valoir leurs droits et leur langue et une forme de bilinguisme se développe au sein des institutions parlementaires et des journaux (Noël, 2000). Pendant cette période de près d'un siècle, entre 1760 et 1855, le Canada est complètement coupé de la France et la langue française parlée au Canada évolue ainsi en parallèle de celle parlée dans l'Hexagone (Poirier, 2000 : 118).

Le phénomène de l'anglicisme tel qu'on peut l'observer aujourd'hui et, surtout, à l'époque de Daviault, est toutefois plus récent. Il date du 19^e siècle, au moment de l'industrialisation du Québec (Poirier, 1988). Les grandes industries en provenance en grande partie des États-Unis s'installent au Canada et apportent avec elles des terminologies anglaises, qui n'existent pas en français à ce moment-là. Les Canadiens français migrent vers les villes à la recherche d'une meilleure qualité de vie et le vocabulaire anglais s'intègre tranquillement dans la langue qu'ils emploient au quotidien (Bouchard, 1999). L'anglais n'est plus seulement limité aux domaines politique et commercial, mais fait de plus en plus partie du vocabulaire quotidien des Canadiens français qui habitent les grandes villes. Puis, l'empire américain se retrouve en plein essor économique à la suite de la Deuxième Guerre mondiale, ce qui contribue à la valorisation de la société et des coutumes américaines. Cette valorisation de la culture américaine transparaît dans la langue, les emprunts formels se font de plus en plus nombreux et les lettrés constatent l'accroissement des emprunts sémantiques et des calques (Bouchard, 1999).

Au courant des années 1930, il y a un mouvement social qui s'active progressivement au Québec, qu'on qualifie parfois de « première Révolution tranquille » (Durocher, 2000 : 227). Les Québécois sont de plus en plus conscients de leur situation minoritaire au Canada, en tant que francophones, et des actions se mettent en marche pour faire de la pression au sein du gouvernement dans le but d'obtenir plus de droits en tant que minorité linguistique. Pendant ce temps, certains lettrés canadiens-français s'affairent à décrire et valoriser la variété de français parlée au Canada. La Société du parler français au Canada, fondée en 1902, contribue grandement à cette valorisation, d'abord par la publication de son *Bulletin du parler français au Canada* dès 1902, puis de son *Glossaire du parler français au Canada* en 1930 (Mercier, 2002a). La Société organise également trois

Congrès de la langue française en 1912, 1937 et 1952. Ceux-ci ont pour but de permettre une discussion sur la langue française à laquelle participent des intervenants de différents milieux qui détiennent des points de vue variés. Daviault est actif en tant que langagier et chroniqueur pendant la période entre cette « première Révolution tranquille » et la Révolution tranquille des années 1960. Ses idées sont fortement influencées par celles de la SPFC et de ses fondateurs, mais aussi par celles des discours puristes qui circulent à l'époque.

3.2 *Dénonciation de l'anglicisme par les puristes*

Dès 1817, avec les premières chroniques de Michel Bibaud, puis en 1841 avec le *Manuel des difficultés les plus communes de la langue française* de Thomas Maguire et de façon plus généralisée pendant la deuxième moitié du 19^e siècle, les lettrés canadiens-français commencent à dénoncer l'influence de l'anglais sur la langue française (Bouchard, 2002 : 207) : les emprunts abondent dans la langue courante et dans la langue de l'administration, sans mentionner le vocabulaire parlementaire. Il s'agit, selon eux, d'un véritable mal qui mènera la langue française à sa déchéance et à sa perte (Bouchard, 2002). Ainsi, les Canadiens français s'affairent à dénoncer l'influence de l'anglais depuis le 19^e siècle non pas pour des raisons uniquement linguistiques, mais aussi pour des questions idéologiques. Les premiers à dénoncer l'anglicisme sont des lettrés appartenant aux hautes couches de la société, parmi lesquels Michel Bibaud, J.-A. Manseau, Thomas Maguire, Louis Fréchette, dont certains prônent surtout la pureté de la langue française et d'autres s'opposent à l'influence de l'anglais davantage pour des motifs culturels et politiques. En effet, la langue est un aspect identitaire très fort pour les Canadiens. Tout au cours de leur histoire, elle a servi à délimiter les frontières sociales et culturelles entre les deux groupes (les Anglais et les Français). Bouchard (2002) explique que le regard négatif des Canadiens français sur leur langue traduit en fait un regard négatif sur leur identité et leur position dans la société en tant que peuple minoritaire et conquis : le fait de refuser l'influence anglaise dans leur langue traduit un rejet généralisé des Canadiens anglais et, plus tard, des Américains. Ainsi, le discours puriste caractéristique des chroniqueurs aurait aussi des motivations idéologiques.

Le discours alarmiste sur les emprunts à l'anglais dans la langue française parlée au Canada ne s'arrête pas au 19^e siècle, il se poursuit tout au courant du 20^e siècle, de la main d'autres chroniqueurs comme Étienne Blanchard et Gérard Dagenais, et ce, jusqu'à nos jours de la main de journalistes et chroniqueurs (journalistiques et non de langue) comme Denise Bombardier ou Mathieu Bock-Côté, mais aussi de façon généralisée dans les discours profanes omniprésents dans les médias sociaux.

3.3 *Le traitement de l'anglicisme dans les sources métalinguistiques*

Au cours de l'histoire, il y aura deux vagues importantes de dénonciation des anglicismes : la première, de la main des premiers lexicographes et glossairistes, la deuxième sous la plume des chroniqueurs de langage, qui ont occupé une place importante dans l'avancement de la réflexion sur la langue au Canada (voir notamment Gagné, 2004 ; Rheault, 2004 ; Remysen, 2009). Les chroniqueurs, tout comme les premiers lexicographes, ont adopté des positions diverses envers l'anglicisme selon leur formation et leur époque. Cependant, la plupart des chroniqueurs véhiculaient un discours très normatif sur la langue, ce qui les amenait à condamner l'anglicisme et à le catégoriser le plus souvent comme une erreur à éviter.

Plusieurs chercheuses se sont intéressées au discours sur l'anglicisme dans diverses sources métalinguistiques comme des glossaires et des chroniques. Linda Lamontagne (1996) a étudié le discours sur l'anglicisme dans les plus anciennes sources métalinguistiques au Québec, principalement des dictionnaires de correction et certaines chroniques de langage, publiées entre 1800 et 1930. Dans sa recherche, elle tente de dégager comment le terme *anglicisme* est défini dans ces publications. Elle constate que cette étiquette n'inclut pas toujours toutes les formes d'emprunt à l'anglais. En effet, les emprunts formels non adaptés en sont parfois exclus, car ils ne présentent pas forcément un danger pour certains auteurs : comme ils gardent leur forme anglaise, ils sont faciles à déceler. Ainsi, comme l'étiquette *anglicisme* comporte une connotation négative dans la plupart des sources analysées par Lamontagne, ces emprunts portent parfois des appellations comme *mots anglais* ou *expression anglaise*. Lamontagne fait ressortir de nombreux termes et expressions

employés par les auteurs pour parler des emprunts à l'anglais comme *emprunt*, *mot anglais*, *locution anglaise*, *expression anglaise*, *tournure anglaise*, *de l'anglais*, etc. Elle souligne aussi que la plupart des auteurs font un lien systématique entre traduction et anglicisme, car une bonne partie de ces recueils a pour but d'améliorer les traductions.

Lamontagne s'intéresse également au traitement normatif des anglicismes dans les sources à l'étude ainsi qu'à leur nature : elle dégage principalement trois types d'anglicismes lexicaux (anglicisme sémantique, anglicisme formel et calque), plus ou moins condamnés selon l'époque et le courant de pensée des auteurs. En effet, quelques uns d'entre eux sont plus tolérants que d'autres à l'égard de certains emprunts à l'anglais, mais cette position reste minoritaire et cette rare tolérance renforce parfois la condamnation d'autres anglicismes : « L'évaluation positive de certains emprunts a souvent pour effet [...] d'augmenter le poids de la condamnation sur les anglicismes qui ne sont pas jugés "nécessaires" [...] » (Lamontagne, 1996 : 81). Lamontagne analyse aussi les jugements de valeur portés par les auteurs sur les différents emplois traités et elle dégage les critères employés par les auteurs pour justifier l'emploi d'anglicismes. Elle constate qu'un terme anglais qui dénomme une réalité n'ayant pas d'équivalent en français est souvent mieux accepté qu'un anglicisme qui a un équivalent en français. Elle donne comme exemple le cas de *shériff* trouvé dans un recueil anonyme :

Si l'officier qu'on nomme en anglais *Sheriff*, n'était chargé que de l'exécution des lois civiles, il n'y aurait pas de difficulté ; il faudrait lui donner le nom qu'on donnait en France à l'officier chargé des mêmes fonctions. Mais le *Sheriff* est aussi chargé de l'exécution des lois criminelles ; il faut donc lui laisser son nom (...). (Anonyme, 1826 ; cité dans Lamontagne, 1996)

Enfin, elle nomme les principales sources d'anglicismes selon les auteurs, parmi lesquelles la traduction occupe une place importante (Lamontagne, 1996 : 57).

Gabrielle St-Yves (1996) s'intéresse à la stigmatisation des anglicismes dans des sources métalinguistiques et des récits de voyageurs (St-Yves, 1996 : 355). Pour cela, elle a analysé trois corpus : le corpus de sources métalinguistiques établi par Lamontagne (1800-1930), un corpus sur les témoignages anciens des voyageurs à propos du français du Canada

(1651-1899) et un corpus contenant le *Manuel des difficultés* de Maguire et les introductions des ouvrages formant son corpus (1841-1957) (St-Yves, 1996 : 355). Elle a étudié les premiers travaux un peu plus descriptifs qui ont eu lieu au Québec. Elle s'est intéressée à l'argumentaire des auteurs et à la terminologie employée pour condamner l'anglicisme, ainsi qu'aux premiers glossairistes canadiens qui ont voulu donner une certaine légitimité à la langue française parlée au Canada. Elle observe que le souci de bien identifier les anglicismes dans les premières sources métalinguistiques et de les condamner grandit au cours des années : le fait de « montrer » que l'anglicisme est très présent dans le français canadien sert à expliquer la dégénérescence de celui-ci. Le discours négatif envers l'anglicisme est très fort. Toutefois, elle constate que si les emprunts n'occupent pas une très grande place dans ces ouvrages, leur dénonciation y est très virulente jusqu'aux années 1880. En effet, St-Yves constate qu'à partir de 1880, il y a un certain assouplissement du traitement des anglicismes chez les auteurs d'ouvrages lexicographiques : l'anglicisme occupe encore moins de place dans ces ouvrages et la condamnation y est un peu moins forte qu'auparavant. Les auteurs commencent ainsi à proposer des solutions de rechange constructives et on remet en question l'origine de certains mots qui sont présumés être des anglicismes (St-Yves, 1996 : 362).

Chantal Bouchard étudie l'anglicisme dans les chroniques de langage dans une perspective sociohistorique. L'article « Une obsession nationale : l'anglicisme » (1989) porte sur le discours sur les anglicismes dans la presse québécoise entre 1879 et 1970. Bouchard a constitué un corpus de chroniques de langage, articles journalistiques et lettres des lecteurs totalisant 175 articles. Elle analyse le vocabulaire employé par les différents auteurs dans le but de condamner l'anglicisme et elle en dégage une typologie contenant six catégories, chacune d'entre elles étant liée à une sorte de métaphore (la maladie, la guerre, la spiritualité, etc.). Bouchard se penche aussi sur l'attitude générale des Canadiens français à l'égard des anglicismes, ce qui lui permet de dégager le type d'emprunt à l'anglais qui est le plus souvent toléré par les Canadiens français : les emprunts intégraux adaptés (ex : *bécosse*, *mitaine* (meeting), etc.). Cette recherche lui a également permis de tirer plusieurs constats à propos des liens que les locuteurs font entre langue et identité canadienne-française. Elle analyse aussi les facteurs présentés par les auteurs et chroniqueurs afin d'expliquer l'anglicisation. Elle en identifie six : l'environnement (contacts avec l'anglais),

l'inaction des gouvernements, l'attitude des anglophones, le bilinguisme, l'anglomanie en France et la traduction (Bouchard, 1989 : 79). Enfin, elle étudie les réactions que l'anglicisation a suscitées chez les Canadiens français et les actions concrètes qu'ils ont entreprises, de façon individuelle ou collective, dans le but de « protéger » la société de l'anglicisation comme les campagnes de refrancisation, un intérêt accru pour l'enseignement de la langue, les campagnes de pression économique (comme acheter chez des commerçants qui affichent en français), une attention particulière portée à la qualité des textes journalistiques et publicitaires, etc.¹⁰.

Josiane Pellerin (2007), pour sa part, s'intéresse au discours sur les anglicismes d'un chroniqueur en particulier, soit Louis-Philippe Geoffrion, dans sa chronique « Zigzags autour de nos parlers », parue de 1923 à 1927. Elle étudie l'argumentaire employé par le chroniqueur afin de condamner certains anglicismes, mais aussi celui employé afin de nier l'origine anglaise de nombreuses expressions condamnées comme étant des anglicismes par plusieurs de ses contemporains. Geoffrion veut ainsi mettre en garde contre les puristes qui voient de l'anglais là où il n'y en a pas vraiment. Elle analyse aussi la typologie des anglicismes employée par l'auteur de façon implicite et la terminologie associée à la condamnation ou non des emplois. En analysant la critique que Geoffrion faisait de la condamnation de certains anglicismes par ses collègues, Pellerin a dégagé la réflexion avant-gardiste de Geoffrion à propos du discours puriste (Pellerin, 2007 : 78).

3.4 *Anglicisme et traduction*

Quoique déjà présents dans la langue des Canadiens français pendant le 19^e siècle, les emprunts sémantiques et calques prennent une ampleur plus importante au courant du 20^e siècle (Bouchard, 1999). La présence de ce type d'emprunts dans le français du Canada a longtemps été attribuée à la traduction. Bouchard (1989) souligne que déjà au 19^e siècle,

¹⁰ Un autre travail de Bouchard qui se doit être mentionné lorsqu'on parle de traitement des anglicismes est *On n'emprunte qu'aux riches* (1999) dans lequel elle analyse le prestige accordé aux emprunts de l'anglais au Québec et en France selon le contexte socioéconomique des locuteurs qui réalisent les emprunts. Ainsi, les emprunts qui proviennent des couches supérieures de la société sont plus valorisés que ceux qui trouvent leurs origines dans la langue populaire. Cependant, cette étude ne porte pas spécifiquement sur les chroniques de langage au Canada.

les chroniqueurs associaient la présence d'anglicismes dans la langue à la traduction. Lamontagne (1996) fait le même constat. En effet, de nombreux recueils correctifs publiés au début du 20^e siècle se donnaient comme objectif d'améliorer la qualité des traductions en indiquant les anglicismes à éviter (Lamontagne, 1996). L'étiquette *traduction* est même parfois employée pour faire référence à un mot ou à une expression condamnée par les chroniqueurs dont le sens ou la forme est influencé par l'anglais (Lamontagne, 1996 ; Bouchard, 1989). Roda Roberts, professeure de traduction à l'Université d'Ottawa, reconnaît que de nombreux anglicismes se sont intégrés au français par le biais de la traduction (Roberts, 1992). Toutefois, elle fait la différence entre traduction et « fausse traduction » (voir Lederer, 1988), c'est-à-dire des traductions faites par des non-spécialistes qui ont une certaine maîtrise des deux langues. Daviault lui-même associait l'anglicisation de la société canadienne-française aux mauvaises traductions, ce qui lui a servi d'argument pour insister sur l'importance d'une bonne formation pour les traducteurs. Cette réflexion n'avait pas encore été amenée par ceux qui accusaient la traduction de corrompre la langue. Cette façon de combattre l'anglicisme en proposant des solutions peut être considérée comme un purisme dit « de transformation », pour reprendre la terminologie de Paveau et Rosier (2008 : 43). Elles nomment, notamment, Étiemble qui proposait que la compétence des traducteurs soit validée par des instances officielles. D'ailleurs, comme le remarque Claude Poirier (1992), les traducteurs ont aussi été parmi les premiers à dénoncer le phénomène de l'anglicisme. Ce double rôle qui est attribué au traducteur, tantôt coupable de l'anglicisation et tantôt gardien de la langue, se trouve au sein même de la réflexion sur l'anglicisme dans le discours de Daviault.

Nous pouvons affirmer que nous connaissons les grandes lignes du discours sur l'anglicisme au Québec, mais le point de vue individuel des divers auteurs n'a pas toujours été étudié et c'est ce que nous nous proposons de faire dans ce mémoire pour l'un d'eux. Les recherches susmentionnées s'intéressent à différents aspects de l'anglicisme tel que présenté dans les chroniques de langage et elles font ressortir que la traduction a souvent été pointée du doigt par les chroniqueurs comme étant une des causes principales de la présence d'anglicismes dans la langue. Pourtant, le point de vue de Daviault, un traducteur-chroniqueur, à ce sujet n'a pas encore été étudié. Considérant qu'il est une figure emblématique de la traduction au Canada et que son discours est riche en observations à

propos de l'anglicisme, nous avons choisi d'étudier son discours sur le sujet. En effet, Daviault présente deux caractéristiques qui rendent son discours particulièrement intéressant à analyser : son rôle important dans le monde de la traduction et les traits avant-gardistes de son discours sur la langue au Canada. D'ailleurs, si le discours de Daviault a été analysé sous l'angle de la traduction (Delisle et Otis, 2016 ; Godbout, 2004), de la construction de la pensée (Larose, 2004a ; Puccini, 2013), ou encore de la conception des canadianismes et de leur analyse (Remysen, 2009 ; Remysen et de La Fontaine, 2015), il n'a pas encore fait l'objet d'analyses approfondies au sujet de l'anglicisme.

4 Objectifs

A. Objectif général

Étudier le discours que Daviault tient au sujet du français en usage au Canada et particulièrement au sujet des anglicismes qui sont utilisés par les locuteurs de cette variété.

B. Objectifs spécifiques

1) Mettre en valeur l'originalité de la conception de la langue de Daviault par rapport aux idées dominantes de ses contemporains, notamment en ce qui concerne la variation linguistique et la façon dont la langue a été façonnée au Canada par les influences externes et historiques.

2) Étudier le point de vue de Daviault sur l'anglicisation de la société et de la langue, ses causes et les solutions proposées. Nous nous intéresserons à la fois au lien qu'il fait entre la langue et la pensée ainsi qu'au double rôle qu'il attribue aux traducteurs dans cet enjeu : ils sont tantôt gardiens de la langue et responsables de la diffusion du savoir, tantôt coupables de l'anglicisation.

3) a. Analyser le traitement que Daviault fait des anglicismes dans ses chroniques de langage afin de dégager sa conception du phénomène, le classement qu'il propose des différents types d'anglicismes et les critères d'évaluation dont il se sert pour décider de leur recevabilité.

b. Comparer les critères d'acceptation des anglicismes proposés par le chroniqueur dans ses écrits où il évoque le phénomène globalement à ceux qu'il met en pratique dans ses chroniques où il analyse des cas concrets.

5 Corpus

Notre corpus se compose de différents écrits de Pierre Daviault. D'une part, nous étudierons une série d'articles qu'il a publiés au cours de sa carrière, d'autre part, nous analyserons ses deux chroniques.

5.1 Articles

Pour répondre à notre premier et à notre deuxième objectifs spécifiques, nous avons constitué un corpus incluant l'ensemble des écrits de Daviault portant sur la langue¹¹. Les articles composant notre corpus sont au nombre de 24. Ce corpus se veut exhaustif : nous avons fouillé l'ensemble des bibliographies consacrées aux travaux de Daviault, dont celle de la thèse de Rivard (2003), la bibliographie dans le livre *Traduction littéraire et sociabilité interculturelle au Canada (1950-1960)* (Godbout, 2004) et la *Bio-bibliographie du major Pierre Daviault* (Crevier, 1945). Nous avons également consulté les tables des matières des différentes éditions de *La Nouvelle Revue canadienne*, où Daviault a signé plusieurs textes, et la table des matières en ligne de la revue *Méta*, qui portait le titre *Le journal des traducteurs* à l'époque où Daviault a publié.

Les articles qui forment notre corpus constituent pour la plupart des textes publiés dans différentes revues, dont *La Nouvelle Revue canadienne* (1950-1956), une revue à vocation littéraire et culturelle cofondée par Daviault. À cela s'ajoutent les textes des conférences données lors des deuxième et troisième Congrès de la langue française (1938 et 1952) et du Congrès de la Refrancisation (1957), ainsi qu'un rapport préparé dans le cadre de la Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, lettres et sciences au Canada

¹¹ Nous avons mis de côté ses traductions ainsi que ses textes littéraires et ses réflexions philosophiques qui ne portent pas sur la langue.

(1951b). Nous avons également inclus un compte-rendu réalisé pour la Société Royale du Canada ainsi que quelques articles publiés dans des journaux tel *Le Devoir* s'adressant à un public non spécialiste¹². Par ailleurs, Daviault a publié quatre ouvrages comportant des notes de traduction au cours de sa carrière. Nous avons inclus dans notre corpus les introductions au premier et au deuxième de ces ouvrages dans lesquelles Daviault explique l'objectif qu'il poursuit et où il dresse un bref portrait de la situation de l'anglais et de la traduction au Canada.

Dans tous ces textes, Daviault se prononce sur le phénomène de l'emprunt, sur la pratique de la traduction au Canada et sur la langue française en général, toujours en tissant des liens entre ces trois éléments. Ces articles nous permettront d'avoir accès au discours global du traducteur sur la langue en le détachant de l'analyse de cas ciblés qu'il fait dans les chroniques. Ce sous-corpus nous servira aussi à comparer son discours sur l'anglicisation et la refrancisation à sa pratique concrète dans les chroniques.

5.2 Chroniques

Notre sous-corpus de chroniques se compose des deux chroniques publiées par Daviault, « Parlons mieux : épurons notre langue » (1930-1931) et « Propos sur notre français » (1952-1960), lesquelles nous avons pu consulter dans la base de données ChroQué, hébergée à l'Université de Sherbrooke¹³.

5.2.1 « Parlons mieux : épurons notre langue »

La chronique « Parlons mieux : épurons notre langue »¹⁴, publiée dans le quotidien montréalais *La Presse* de 1930 à 1931, totalise 44 billets. Il s'agit de la première chronique

¹² À la différence des chroniques de langage, qui sont publiées de façon périodique, les articles dont il est question ici font l'objet de publications ponctuelles. Les chroniques de langage, pour leur part, se définissent comme « un ensemble de textes relativement brefs et homogènes, produits par une même personne (physique ou morale) reconnue pour sa compétence en matière de langue, diffusés périodiquement dans la presse et portant sur la langue, plus spécialement sur les bons et les mauvais usages qu'on en fait » (*ChroQué*, 2011).

¹³ <http://catfran.flsh.usherbrooke.ca/chroque/>

¹⁴ Nous ferons référence à cette chronique sous le nom de « Parlons mieux ».

écrite par Daviault, rédigée pendant qu'il est traducteur aux Communes. Cette chronique porte sur différentes difficultés de traduction, notamment des mots ou des expressions anglaises difficiles à traduire en français. Les difficultés abordées dans la chronique sont parfois proposées par Daviault, parfois suggérées par les lecteurs. Daviault prétend « [examiner] des locutions qu'aucun dictionnaire ne traduit d'une manière satisfaisante » (« Parlons mieux », 1930 : 001). Ainsi, certains billets présentent un mot ou une expression difficile à traduire, accompagné d'une solution :

COMPREHENSIVE. – Adapté directement du latin, fait assez rare en anglais, ce mot rappelle en rien notre verbe « comprendre », dont on pourrait croire, à première vue, qu'il a été tiré.

Il signifie **qui contient beaucoup de choses, qui renferme tout, qui a une grande portée.** Ou encore **qui a des vues très larges, une grande largeur d'esprit** (sens qui se rapproche d'une des acceptions de **comprendre**). (« Parlons mieux », 1931 : 040)

Notre lecture de la chronique nous permet d'en confirmer l'intérêt dans le cadre de notre recherche. En effet, de nombreux emprunts sont aussi abordés dans la chronique, en voici un exemple :

ELECTORATE. – Ce mot désigne l'ensemble des électeurs d'un pays ou d'une circonscription. En ce sens, on ne doit pas le rendre par l'équivalent **électorat**. Nous le faisons sans sourciller, au Canada, mais on commet alors un anglicisme. Il faut dire **les électeurs, le corps électoral**, etc. (« Parlons mieux », 1930 : 021)

Cette chronique se présente sous une forme qui rappelle l'article de dictionnaire, présentant plusieurs vedettes par billet, celles-ci clairement identifiées et suivies d'une présentation de l'emploi que le chroniqueur commente ou critique et d'une explication de l'emploi à adopter pour éviter une mauvaise traduction. Parfois, l'article se limite à la vedette accompagnée d'une ou plusieurs traductions ou équivalents possibles, sans plus d'explication. Bien qu'il y ait une vedette identifiée, les articles ne respectent pas de microstructure propre aux ouvrages lexicographiques, comme c'est le cas de nombreuses chroniques (voir Pellerin, 2007 ; Remysen, 2009). Dans son article d'introduction, Daviault affirme qu'« [il ne s'astreindra] à aucun ordre rigide, qu'il soit alphabétique ou logique » (Parlons mieux, 1930 : 001)

5.2.2 « Propos sur notre français »

La chronique « Propos sur notre français » est une longue chronique qui a été publiée de 1952 à 1960 dans le journal *La Patrie* et qui compte en tout 160 billets. Les objectifs que l'auteur poursuit dans cette chronique ne sont pas clairement énoncés dans le premier billet, comme c'est le cas dans la chronique précédente. Au fil des billets, Daviault aborde des emplois variés à propos desquels il émet des commentaires explicatifs, parfois normatifs. Il aborde entre autres l'étymologie, l'origine de certaines expressions complexes, les emplois en usage au Canada, les emprunts, les emplois qui ont cours en France, etc. Cette chronique est moins structurée que la première : elle se présente sous forme de texte suivi dans lequel l'auteur discute d'un emploi particulier qu'il a soulevé dans l'une de ses lectures ou, souvent, dans le *Glossaire du parler français au Canada*, ou encore un emploi qu'il a simplement observé dans le cadre de son travail. Il présente ensuite une explication ou un commentaire à propos de l'emploi. Ses explications sont souvent appuyées par le *Glossaire du parler français au Canada*, outil qui revient à plusieurs reprises au fil des billets (Remysen et De la Fontaine, 2015). Dans bien des billets, Daviault revient sur des anglicismes en usage dans le français des Canadiens. En voici un exemple :

[Dans un billet qui porte sur les différentes particularités grammaticales du français parlé ou écrit au Canada] Passons à l'article. [...] La faute la plus commune consiste à employer l'article devant l'attribut ou le complément répété, ou devant une apposition. On dira : « la montre /-X, **un** produit de la maison Simon » ; « mon frère, **un** médecin à Montréal ». Cette faute se commet surtout dans nos journaux et c'est évidemment un anglicisme syntaxique, parce que l'emploi de l'article est obligatoire dans ces cas en anglais. Toutefois, on la rencontre en France. Un journal de Paris fait toujours suivre certains titres de cette indication : « Un conte de M. X. ». (« Propos », 1955 : 054)

6 Méthodologie

La méthodologie de ce projet se base sur une analyse de contenu qualitative. Nous étudions le discours de Daviault sur la langue française au Canada dans ses diverses publications. Nous analysons aussi le traitement des emprunts à l'anglais dans ses chroniques. Nous nous intéressons principalement aux critères proposés par Daviault pour accepter ou refuser un

anglicisme, tout en tentant de dégager la typologie selon laquelle il classe les emprunts à l'anglais.

6.1 Conception générale de la langue

Afin de répondre à notre premier objectif spécifique, nous commençons par une analyse de la conception globale de Daviault de la langue française au Canada. Nous nous intéressons principalement à la vision qu'il a de la légitimité de la langue française parlée au Canada par rapport à celle de la France. Dans l'ensemble de ses écrits, il aborde ce sujet à travers différents aspects qui lui permettent d'illustrer son point de vue, par exemple, la création néologique ou l'emprunt. Nous nous concentrons sur certains de ces éléments qui sont centraux à sa réflexion et qui semblent toujours converger vers la problématique de l'anglicisme.

L'élément de départ de notre analyse qui caractérise le discours de Daviault, et qui le démarque de certains de ses contemporains, est la place qu'il accorde à la variation linguistique au Canada, phénomène qu'il aborde à travers différents éléments : la légitimité de la langue française parlée au Canada, les différentes variétés de langue qu'il observe au Canada, le statut qu'il attribue à la langue française parlée au Canada, qu'il considère légitime dans certains contextes de communication uniquement, ainsi que la façon dont l'anglicisme affecte tous ces aspects de la variation. Les conclusions tirées de cette analyse nous permettent ensuite de faire un pont vers le discours plus spécifique sur l'anglicisme et la vision que le chroniqueur a de l'anglicisation de la langue au Canada français, faisant ainsi un lien avec sa pratique de traducteur.

6.2 Anglicisation de la pensée et rôle du traducteur

Dans le but d'atteindre notre deuxième objectif spécifique, nous analysons le discours que Daviault entretient à propos de l'anglicisation de la langue dans ses écrits, lorsqu'il ne traite pas de cas ponctuels. Nous étudions la façon dont Daviault a contribué à la mise en valeur de la profession de traducteur. Pour ce faire, nous analysons la réflexion de Daviault au

sujet des liens existants entre la langue et la pensée et la façon dont l’anglicisation de la première affecte la dernière. Nous regardons également le rôle qu’il attribue à la traduction et aux traducteurs, autant dans le processus d’anglicisation que dans les mesures concrètes qu’il propose pour combattre cette anglicisation.

6.3 *Traitement de l’anglicisme dans les chroniques*

6.3.1 Sélection des emplois

Dans le but de répondre à notre troisième objectif spécifique, nous analysons le traitement des emprunts à l’anglais commentés dans les chroniques de Daviault. Les emplois retenus pour notre analyse doivent remplir deux critères : 1^o il doit s’agir d’emplois auxquels Daviault attribue explicitement une origine anglaise – peu importe à quel élément il attribue cette origine (sens, forme, prononciation, syntaxe, etc.), et peu importe si cette origine anglaise est vraie – et 2^o pour chaque emploi, Daviault doit attester qu’il a cours en français, que ce soit en France ou au Canada, de façon à vérifier s’il traite différemment les anglicismes qui ont cours en France et au Canada. Le deuxième critère a été particulièrement important pour la sélection des emplois à l’étude dans « Parlons mieux », car l’ensemble des emplois commentés dans cette chronique a une origine anglaise : nous avons ainsi pu faire la part entre, d’une part, les expressions anglaises difficiles à traduire, mais pas utilisées en français, et, d’autre part, les emprunts intégrés au français. Cette sélection s’est faite indépendamment du jugement normatif : tout a été retenu. Dans cet exemple, les deux critères sont remplis puisque l’emploi que l’on peut entendre dans la langue de « nos gens » est expliqué par « l’influence de l’anglais » :

J’ai évoqué le moulin à papier qui est une fabrique de papier, une papeterie. Il y a encore le **moulin à pulpe**, qui est une fabrique de pâte de bois, car il faut savoir que nos gens nomment pulpe la pâte de bois, sous l’influence de l’anglais [...] Notre pulpe et l’usage que nous en faisons sortent directement de l’anglais. (« Propos », 1954 : 032 ; nous soulignons¹⁵).

¹⁵ À partir d’ici, le soulignement dans les citations de notre corpus est toujours de nous.

Nous étudions deux aspects de ces emplois : la nature linguistique des emprunts et l'évaluation normative qu'en fait Daviault.

6.3.2 Classement selon la nature linguistique de l'emprunt

Les emplois retenus selon les critères mentionnés dans la section précédente seront classés par type d'anglicisme. Pour dégager la typologie, nous analysons les commentaires sur l'origine anglaise des différents emplois afin de savoir à quel élément Daviault l'attribue : à un sens, à un mot, à une construction syntaxique, etc. Nous observons également les étiquettes qu'il emploie pour nommer les emprunts en question, le cas échéant. Par exemple, dans l'exemple qui suit, c'est l'étiquette « faux ami » qui est utilisée :

Le mot **discrimination** est un de ces **faux amis** dont parlait Derocquigny dans son ouvrage qui porte ce titre, c'est-à-dire de ces mots que l'anglais nous a empruntés pour finir par leur donner un sens différent de celui que nous leur donnons, de sorte qu'ils font commettre des anglicismes quand on veut les employer en français avec leur sens anglais.

[...]

Discrimination, en français, garde un sens fort abstrait, philosophique en somme : il désigne l'acte de distinguer avec précision. En anglais, au contraire, il signifie l'acte de traiter diverses personnes ou divers groupes de façon différente, c'est, donc, en somme un passe-droit, une inégalité de traitement, voire une injustice. On l'a adopté avec ce sens, en français, dans les organisations internationales, pour désigner l'inégalité de traitement entre les races [...] Il va sans dire que, au Canada, cet anglicisme existait depuis bien plus longtemps et c'est ainsi que ce sujet se rattache à notre propos. (« Propos », 1955 : 057) [...]

Ici, Daviault dit ce qu'il entend par « faux ami » ; ce n'est pas toujours le cas. De plus, il catégorise cet emprunt de sens d'*anglicisme*. Ce classement en fonction de l'élément emprunté nous permet de vérifier s'il y a un type d'emprunt en particulier qui est plus souvent, ou même systématiquement, accepté ou rejeté par le chroniqueur. Nous avons pu également vérifier s'il y a des liens entre le type d'anglicisme et l'étiquette utilisée.

6.3.3 Classement selon l'évaluation normative

Nous divisons ensuite les anglicismes traités en trois catégories d'évaluation normative, soit les anglicismes condamnés, les anglicismes acceptés et les anglicismes sans évaluation normative. Pour chaque cas, nous vérifions s'il y a un lien entre la nature linguistique de l'emprunt et le jugement normatif qui est porté par Daviault sur celui-ci. Nous analysons si les étiquettes employées diffèrent entre les emplois condamnés et ceux acceptés, notamment en raison des constats de Lamontagne (1996).

6.3.4 Critères d'évaluation

Nous dégageons, par la suite, les critères d'évaluation que Daviault utilise pour juger de l'acceptabilité des emprunts qu'il commente. Pour ce faire, nous nous intéressons aux arguments qu'il évoque pour accepter ou condamner un emprunt. Nous regroupons les arguments qui se ressemblent ou qui reposent sur le même type d'évaluation afin de dégager les grandes tendances de son argumentaire et nous créons différentes catégories pour les désigner. En dégageant ces tendances, nous pouvons constater s'il y a un type d'argument qui prédomine dans le discours de Daviault.

Il est important de rappeler que si nous analysons le traitement normatif des anglicismes en fonction de leur nature, c'est que Chantal Bouchard (1989) a constaté qu'il y a un lien entre le type d'anglicisme et la virulence de la dénonciation de la part des chroniqueurs et autres lettrés : les faux amis et les calques sont condamnés beaucoup plus sévèrement que les emprunts intégraux, par exemple (Bouchard, 1989 : 70). Ce même phénomène avait été observé par Lamontagne (1996), qui avait trouvé que chez certains auteurs les emprunts intégraux étaient moins fortement condamnés, car ils étaient plus faciles à différencier des mots d'origine française.

De la même façon, nous observons s'il y a une différence dans l'évaluation lorsque Daviault attribue les emplois à la variété de français canadienne ou française. Nous avons observé à quelques reprises que Daviault peut prioriser l'emploi d'un canadianisme au détriment d'un anglicisme qui a cours en France :

CANOË. - Les Français écrivent ce mot avec l'orthographe anglaise, qu'ils agrémentent d'un tréma sur l'« e ». [...] On dit souvent, là-bas, « canoë canadien », car cette embarcation est originaire du Canada.

Nous disons **canot**. Les Français ne pourraient-ils pas nous imiter ? [...] Que les Français gardent donc « canoë », qu'ils prononcent sans doute « ca-no-é » en croyant parler anglais. Pour nous, tenons-nous-en à notre terminologie : elle est parfaite. (« Parlons mieux », 1930 : 014)

Ensuite, nous évaluons si certains de ces arguments ont plus de poids que d'autres. En effet, Remysen, qui s'est intéressé à la place des canadianismes dans le discours normatif des chroniqueurs de langue canadiens, affirme que les arguments employés pour justifier une prise de décision normative s'organisent selon une hiérarchie dans le discours des chroniqueurs (Remysen, 2011 : 60). Ainsi, nous pouvons définir s'il y a des arguments qui seraient déterminants pour Daviault : la simple origine anglaise, par exemple, suffit-elle au chroniqueur pour condamner un emploi ? Un anglicisme qui a cours en France depuis longtemps est-il systématiquement acceptable ? Dans cet exemple, Daviault semble hésiter à condamner *gravelle* puisqu'il a un doute sur l'origine anglaise du mot :

Nos gens donnent aussi au gravier le nom de **gravelle** [...]. Or, l'anglais emploie alors le mot **gravel**. Ce qui fait dire aux gens peu au courant que **gravelle** est un anglicisme.

Voyons de plus près. **Gravelle** est également un dérivé très ancien de **grève** ; il avait exactement le sens de gravier [...]. Ce sont les Anglais qui ont pris ce vocable au français. Nos gens devaient-ils, pour autant, l'abandonner ? Que la persistance et même la généralisation de ce terme aient été influencées par l'anglais, je ne jurerais pas du contraire. (« Propos », 1954 : 028)

Ainsi, l'origine étymologique du mot pourrait primer pour Daviault sur le caractère d'emprunt qui est arrivé plus tard, sans toutefois trancher clairement.

Après avoir analysé le traitement des anglicismes dans les chroniques et répertorié les critères d'acceptation précis mis en application par Daviault, nous avons dégagé les critères d'acceptation d'un emprunt énoncés dans le sous-corpus d'articles. Nous cherchons à identifier les éléments essentiels de son discours qui établissent les critères selon lesquels il considère si un emprunt à l'anglais est acceptable ou non. En effet, le sous-corpus d'articles présente de nombreux passages dans lesquels Daviault aborde le sujet de

l'emprunt d'un point de vue linguistique, en considérant le fait qu'il s'agit d'un phénomène présent dans toutes les langues, et ce, depuis toujours. Enfin, nous comparons les critères qui servent à l'évaluation normative aux critères présentés dans le sous-corpus d'articles. Nous pouvons ainsi vérifier si la pratique du chroniqueur suit son discours ou, au contraire, s'il y a des critères qui se contredisent. Nous sommes alors en mesure de vérifier si le chroniqueur applique ses propres « règles » en termes d'anglicismes.

7 Structure du mémoire

Notre mémoire est composé de trois chapitres répondant chacun à l'un des objectifs spécifiques énoncés dans la section 4. Les chapitres sont orientés selon l'élément d'analyse central, du plus général vers le plus spécifique. Dans le premier chapitre, nous examinons le sous-corpus d'articles et nous nous intéressons au discours global de Daviault sur la langue au Canada et la variation linguistique. Nous y analysons aussi sa relation avec le purisme linguistique et la façon dont il s'insère dans les discours puristes. Le deuxième chapitre porte sur son discours sur l'anglicisation de la langue au Canada. Nous y analysons la façon dont la langue, la pensée, la traduction et l'anglicisme sont interreliés dans la conception de Daviault et la façon dont il s'en est servi pour mettre de l'avant la formation des traducteurs. Le troisième chapitre porte sur l'analyse du traitement des anglicismes dans les chroniques de langage. Enfin, dans ce même chapitre, nous comparons les critères d'acceptation des anglicismes que nous avons dégagés de son traitement des anglicismes aux critères qu'il énonce dans les articles du premier sous-corpus afin d'observer s'il met en application ses principes généraux en matière de langue et de lutte contre l'anglicisation dans le traitement de cas concrets.

CHAPITRE 1 – CONCEPTION DE LA LANGUE FRANÇAISE AU CANADA

Dans ce chapitre, nous nous intéressons à la conception du français de Daviault de façon large. Nous observons sa vision du français parlé au Canada français et nous nous attardons à la question du purisme linguistique dans son discours. Ce chapitre répond à notre premier objectif spécifique : mettre en valeur l'originalité de la conception de la langue de Daviault par rapport aux idées dominantes de ses contemporains, notamment en ce qui concerne les différents types de variation linguistique, soit la variation diatopique, la variation diaphasique, la variation diastratique et la variation diamésique, et la façon dont la langue est façonnée au Canada selon les influences externes et historiques. Pour ce faire, nous analysons des articles qui portent sur la vision de Daviault de la langue. D'abord, nous nous penchons sur la façon dont il conçoit la langue au Canada et, plus spécifiquement, la variation linguistique. Nous présentons les différentes variétés de langue qu'il distingue dans la communauté de langue française au Canada et aux jugements qu'il porte parfois sur celles-ci. Dans la deuxième partie de ce chapitre, nous étudions plus en détail la question du discours puriste chez Daviault : sa vision du purisme linguistique et les aspects de son discours qui s'insèrent dans ce courant.

1 Conception de la langue

Daviault consacre une partie importante de sa carrière à l'étude de ce qu'il appelle « le français canadien », ou parfois « le canadien », c'est-à-dire la variété de français ayant cours au Canada. Il prend souvent position par rapport à la variation linguistique, qu'il considère à la fois nécessaire et souhaitable dans certains contextes, mais dangereuse dans d'autres contextes. Daviault publie ses travaux à une époque où les travaux de la Société du parler français au Canada ont déjà laissé leur trace dans la construction du concept de français canadien (voir Mercier, 2002a ; Verreault, 2006), surtout ses travaux les plus importants concernant le français parlé au Canada, qu'il a publiés pendant les années 1950.

La vision que Daviault a de la langue française au Canada est modelée par différents types de variations linguistiques qu'il constate au sein de cette langue. La variation linguistique, rappelons-le, est le phénomène qui fait qu'une même langue peut prendre différentes

formes selon qui la parle, à quel endroit et dans quel contexte. La variation se constate en grande partie dans le lexique, mais elle peut aussi se présenter dans des faits de prononciation ou des faits grammaticaux (Mercier, 2002b). Ainsi, nous observons dans le discours de Daviault, d'abord, la variation diatopique, ou géographique, c'est-à-dire le principe selon lequel une langue varie dans l'espace, en fonction de la position géographique où elle est parlée (ainsi, le français parlé au Canada ne sera pas le même que celui parlé en France). Ensuite, la variation diastratique, c'est-à-dire la variation de la langue en fonction de classe sociale à laquelle appartient la personne qui la parle se présente dans le français du Canada lorsque Daviault observe des différences entre le français parlé par les paysans ruraux et les ouvriers (voir sections 2.1 et 2.2). La variation diaphasique, qui constitue la variation qui s'observe dans une langue dans les différents contextes de communication, est présente dans la conception du français du Canada de Daviault dans le fait qu'il considère que le « français canadien » est légitime aussi longtemps qu'ils se limite à la langue du quotidien (voir plus loin dans cette section). Ces deux dernières variations sont ce qu'on appelle aussi la variation sociostylistique. Enfin, la variation diamésique est très présente dans le discours de Daviault : il reconnaît que la langue parlée et écrite ne sont pas la même, et spécifiquement pour le français du Canada, il considère que celui-ci doit se limiter à la langue parlée, la langue écrite devant être la même qu'en France (voir section 2.3).

Penchons nous maintenant sur la conception qu'a Daviault de la langue française parlée au Canada. D'abord, nous constatons que Daviault reconnaît la légitimité d'une langue qui évolue différemment selon les groupes qui la parlent. Il considère que « toute langue séparée de sa source évolue autrement que la langue-mère » (1957a : 14), et ce, de façon générale :

Aucune langue n'est identique parmi tous les groupes qui la parlent. Les différences s'accroissent à mesure qu'on s'éloigne du centre de diffusion : nous subissons le sort de tous les peuples émigrés. Les Canadiens de langue anglaise n'y échappent pas ; Mencken a consacré ces volumes à la langue américaine ; en Amérique espagnole, on ne parle pas comme en Castille. Le français du Canada ne pouvait échapper au jeu d'une loi inéluctable. (Daviault, 1951b : 25)

Ce passage est une bonne entrée en matière pour expliquer d'où vient, en partie, l'intérêt de Daviault pour la langue française au Canada. Ainsi, malgré un discours qui peut sembler parfois bien pessimiste à propos de l'avenir et de la qualité de la langue française au Canada, Daviault affirme que la langue canadienne-française existe et qu'il n'y a pas de raison de la nier, elle est bien légitime :

Consciemment ou non, nous avons honte d'avouer qu'il existe une langue canadienne-française, langue de bonne sève, quand l'anglicisme ne la corrompt pas, dont Victor Barbeau a écrit, mais au passé : « Langue, sans le moindre doute, autrement homogène que celle des campagnes françaises. Le pays possédait sa langue, non certes une langue qui lui fût entièrement propre. Une langue cependant qu'il avait, si je puis dire, remise au feu pour la tremper, l'adapter à ses mœurs et à sa géographie. »

Ce dynamisme, que constate Barbeau, atteignait un tel point que le français du Canada a refait les noms de personnes apportés de France, créé des noms de lieux qui constituent une toponymie autonome et de belle frappe, nommé de façon pittoresque des plantes indigènes ; puis imaginé des canadianismes, adapté des termes dialectaux ou rajeuni des archaïsmes.

C'est cette langue que nous devons, non pas combattre ni excuser, mais affirmer, sans arrogance comme sans honte, avec netteté. La langue canadienne-française est un fait. (Daviault, 1948 : 106)

La « langue canadienne-française » existe ainsi bel et bien pour Daviault. Selon lui, la langue française parlée au Canada n'est pas figée, ni désuète, ni composée uniquement d'archaïsmes ; elle est au contraire dynamique et innovante :

Cependant, on aurait tort de penser que la langue française au Canada s'est figée dans des formes désuètes. Au contraire, douée d'un dynamisme vigoureux, elle a innové, et c'est le deuxième de ses caractères qu'il importe de relever¹⁶. Cette néologie se produisait, non seulement à l'égard des institutions particulières au pays, mais dans tous les domaines de l'expression. Créant des mots ou détournant des mots existants de leur sens ancien, les Canadiens trouvaient le moyen d'exprimer de nouvelles nuances de pensée et de sentiment. Ils ont ainsi donné naissance à un vocabulaire de grande richesse dont peu de gens se doutent et qui correspond parfaitement au génie de la langue. (Daviault, 1951c : 11)

Toutefois, nous verrons au courant de ce chapitre que Daviault établit des limites très claires à la légitimité de la langue française parlée au Canada : elle doit se limiter à la langue parlée – ce qui démontre que Daviault souscrit au principe de la variation diamésique, c'est-à-dire qu'il reconnaît les différences entre la langue parlée et la langue

¹⁶ Le premier étant l'archaïsme (1951c : 10)

écrite – et c’est seulement la langue parlée à la campagne, employée au quotidien, qu’il considère légitime.

Pour arriver à ces conclusions concernant la façon dont s’est constitué le français parlé au Canada, Daviault en étudie les origines, ce qui lui sert à expliquer cette variété de langue :

Quel est donc le français parlé au Canada ? On ne saurait répondre à cette question qu’en remontant aux origines. [...] L’erreur des jugements portés sur le français du Canada tient à une simplification excessive. En passant, relevons brièvement ces jugements, source de parti pris et de malentendus. Ils se résument, d’un côté, à l’affirmation que les Canadiens parlent « le plus pur français du 17^e siècle », et, à l’opposé, qu’ils parlent un « patois ». Ces affirmations simplistes restent loin de la vérité. (Daviault, 1951b : 25)

Il s’oppose ainsi à la théorie selon laquelle les Canadiens français ne parleraient qu’un patois. Il s’agit d’un discours diffusé à travers le Canada qui affirme que les Canadiens français parlent une langue dégénérée et non le vrai français qu’on parle à Paris, opposant ainsi le *French Canadian Patois* au *Parisian French* (Bouchard, 1990). Ce mythe – qui trouve ses origines chez les Canadiens anglais pendant le 19^e siècle et qui suit les Canadiens français jusqu’à la deuxième moitié du 20^e siècle – rencontrera une forte opposition de certains journalistes et chroniqueurs canadiens-français à partir de 1910 (Bouchard, 1990). Comme le soulève Remysen (2009), on trouvait déjà un discours s’opposant au mythe du patois en 1906 chez Lionel Groulx (Remysen, 2009 : 385). L’opposition à ce mythe a été bien mise en place par la Société du parler français au Canada, qui a travaillé pour la valorisation du français en usage au Canada et qui a mis en place diverses stratégies pour contrer ce mythe (Mercier, 2002a ; Brancaglion, 2016).

Daviault s’insère lui aussi dans cette suite de contestations. En effet, après une explication historique de ce qu’était un patois en France et de la façon dont s’est constituée la variété de français parlée au Canada, il conclut qu’elle ne correspond pas à la définition d’un patois (1948) :

Un patois n’est pas une langue dégénérée. C’est, selon Darmesteter, un « parler dialectal, ordinairement privé de culture littéraire ». Et un dialecte du français, pour arrondir la définition, c’est l’une des formes qu’a prises le latin parlé en Gaule après la conquête romaine. Songeons que, pas plus qu’une autre langue, [...] le français ne s’est constitué par l’effort conscient d’un groupe de personnes. [...] En passant par des bouches formées à

d'autres sons et à d'autres syntaxes, appris « par oreille » comme nous disons et non par la lecture, le latin devait forcément subir de profondes transformations, qui, n'obéissant à aucune règle voulue, ne pouvaient avoir d'uniformité entre des lieux isolés l'un de l'autre, à une époque de communications difficiles. Dauzat remarque que, parfois, le patois diffère entre deux villages voisins !

À la lumière de cette brève définition, comment pourrait-on penser qu'il existe un patois au Canada ? Pour qu'il y eût patois, il faudrait que les premiers colons fussent tous originaires d'un même coin de France. Il n'en a rien été. Ou bien, il faudrait que le dialecte fût né après l'émigration. Or, cette émigration a eu lieu à une époque où une telle création folklorique n'était plus possible. (Daviault, 1948 : 103)

D'ailleurs, ce n'est pas la seule idée reçue qu'il conteste sur le français parlé au Canada. Le français canadien n'est pas un patois, selon Daviault, mais il n'est pas non plus « le plus pur français du 17^e siècle » :

Pense-t-on vraiment que le premier paysan venu s'exprime comme Racine ou Bossuet ? [...]

Le francien, ou français, était à l'origine le dialecte du roi de France, suzerain d'abord théorique, confiné dans l'Île-de-France et l'Orléanais. Ce n'est qu'au début du 13^e siècle que son autorité prit quelque ampleur ; que, par le fait même, le français commença à acquérir un certain prestige à son titre de langue de la cour. [...] Le français n'eut une existence officielle qu'à partir de l'édit de Villers-Cotterets (1539), par lequel François I^{er} substituait le français au latin dans les acts [*sic*] de chancellerie. La diffusion restait lente. Seuls parlaient français, dans les provinces voisines de Paris, les écrivains, les nobles, les bourgeois. [...] Il ne se généralisa qu'au 19^e siècle, grâce au chemin de fer, au service militaire, à l'instruction obligatoire. [...]

Or, premier fait à souligner, les colons de la Nouvelle-France venaient de la province et non de la capitale. Deuxième fait à retenir, c'étaient de petites gens, cultivateurs ou artisans, qui parlaient la langue de leur milieu. « On a des données, écrit Meillet, sur la langue populaire qui se parlait aux portes de Paris au XVII^e siècle ; elle différait profondément de la langue littéraire ». Justement, c'est le troisième point à mettre en lumière, ces colons venaient surtout des provinces du centre, les plus rapprochées de Paris, celles où, dès leur époque, le français avait commencé de pénétrer et où, d'ailleurs, les dialectes étaient proches parents du français.

La langue commune que les colons adoptèrent fut donc un français authentique, « le plus national qui fût », mais un français populaire. [...] C'est seulement en ce sens, et c'est déjà fort beau, qu'on peut parler de « pur français du 17^e siècle », implanté au Canada. (Daviault, 1951b : 28)

Une fois qu'il a établi les origines du français parlé au Canada, Daviault s'intéresse aussi à ses particularismes et à son évolution. Selon lui, le français canadien s'est constitué par l'adoption de certains particularismes dialectaux apportés par les colons et il conserve de nombreux archaïsmes dans son vocabulaire :

Les particularités de notre langue tiennent donc à des raisons historiques. Tout d'abord, si les dialectes ont disparu, ils ont laissé des traces. On dit, chez nous, tout comme dans le Poitou, *bacul* pour palonnier, *jouquer* pour jucher, *qu'ri* pour quérir ou chercher. *Frigousse* désigne un mets comme en Champagne ; *catalogne*, une sorte de tapis comme en Auvergne. [...]

Par ailleurs, la longue séparation entre la vieille et la nouvelle France, qui a suivi la conquête anglaise, nous a isolés de l'évolution que subissait la langue française, là-bas. Voilà pourquoi, notre parler comporte tant d'archaïsmes. Nous disons *aveindre* (prendre), *boucane* (fumée), *accoutumance* (habitude), *doutance* (doute), *quand et* (en même temps), *hucher* (appeler), *mais que* (dès que). (Daviault, 1948 : 104-105)

Il est conscient que le français parlé au Canada n'est pas resté figé dans le temps ; il a su évoluer et s'adapter aux nouvelles réalités. Il identifie trois éléments qui ont façonné principalement le lexique du français parlé au Canada : les survivances dialectales et les archaïsmes, abordés dans la citation précédente, mais aussi les canadianismes, qui, pour leur part, relèvent de l'innovation :

Repliés sur eux-mêmes, en un pays si différent de la contrée d'origine, — pays où avaient pris naissance des coutumes et des institutions nouvelles, — les Canadiens ont créé des mots ou détourné de leur sens des mots existants au point d'en faire des vocables nouveaux. Le terroir a ainsi donné naissance à des vocables gonflés de la sève française. Ce vocabulaire canadien est fort abondant.

Cette néologie est le plus ferme soutien de notre langue. Une langue n'est vivante que si la création l'alimente ; les mots s'usent vite. Se produisant dans les couches profondes de la population et en exprimant ce qu'elles ont de plus particularisé, cette création doit forcément, au Canada, différer de celle qui surgit en France.

Signalons ici, certains canadianismes particulièrement expressifs comme *poudrerie* (de neige), *sucrierie* (d'érable), *tuque*, *chantier* (de bûcherons), *de valeur*, *jarnigoine*, *achalant*, *magasiner*, *bataclan*, *brunante*, *trouvaille*, *clair d'étoiles*, *délâbre*. (Daviault, 1951b : 30)

Enfin, il aborde également les particularités du français canadien sur le plan de « l'accent et la prononciation » :

Il y a un accent canadien qui tient aux causes historiques que nous avons examinées. Campagnards, les colons de la Nouvelle-France avaient un accent de la campagne. Cet accent qui rappelle celui de certaines provinces de France, n'est cependant d'aucune en particulier. [...] Il faudrait également noter l'effet du climat. Le parler canadien a un ton monocorde, lourd et nasalisé qui le différencie des accents de France. La prononciation est gutturale, l'articulation insuffisante, l'intonation monotone et sans couleur. Les mêmes particularités distinguent l'accent anglo-canadien ou américain de l'accent anglais.

Quant à la prononciation, notons-en très brièvement les particularités les plus saillantes. D'abord, l'affaiblissement de *t* et *d* surtout dans les groupes *ti* et *di*, qui donne presque *tz* et

dz. Ensuite, l'ouverture exagérée du groupe *ai*, dont la prononciation, au lieu de se rapprocher de *é* comme en France, est très voisine de *ê*. Notre *a* aboutit presque à *o*. Les nasales sont très fermées : *maman* se prononce à peu près *mamain*. (Daviault, 1951b : 31)

Tout en reconnaissant la légitimité de la variété de français parlée au Canada, Daviault insiste sur le fait que le français canadien ne doit être qu'une variété du français, et non pas une langue distincte, surtout lorsqu'il est question de langue écrite : « l'idée d'une grammaire canadienne, distincte d'une grammaire française me paraît inadmissible. Il n'y a pas deux langues françaises ! » (1955a : 23). Cette variété est non seulement légitime, selon lui, mais les Canadiens français devraient en être fiers. Il fait ainsi appel à la variété diaphasique en affirmant qu'ils devraient tirer profit de leur variété en la mettant de l'avant, car elle est beaucoup plus « française » que la langue française parlée dans les villes (voir section 2.2), mais en l'utilisant seulement dans certains contextes :

Il existe une variété « canadienne » du français. Au lieu de nous aveugler sur cette réalité, voyons-la nettement, afin d'en tirer le parti qu'elle offre. C'est ce « canadien » qui pourrait sauver le parler populaire des villes. Encore faudrait-il en répandre la connaissance exacte. Pourquoi ne l'enseigneraient-on pas, à côté du français, pour permettre de l'éviter ou de l'employer, selon les circonstances ? (Daviault, 1951c : 13)

Cette citation met en lumière la distinction qu'il fait entre la « langue canadienne » et le « français » qui est, selon lui, la langue de culture qui doit servir aux échanges intellectuels (voir section 2.3). Par « tirer le parti qu'elle offre », il entend que cette langue sert à répondre aux besoins de la vie quotidienne, sans avoir recours à des emprunts comme le fait le « parler populaire des villes » :

Le « canadien » est excellent, cantonné dans sa sphère. Admirable pour faciliter les rapports dans une société très simple, pour exprimer des idées sans complication ou des sentiments élémentaires. (Daviault, 1951c : 13)

Le regard nationaliste sur la langue française parlée au Canada, qui veut que les Canadiens devraient être fiers de leur langue, car elle est légitime, rejoint celui d'Adjutor Rivard selon qui reconnaître la légitimité de cette langue correspond de reconnaître la légitimité du peuple canadien-français (Verreault, 2006 : 47).

Daviault voudrait mettre de l'avant une approche descriptive du français parlé au Canada : il considère que cette langue n'est pas suffisamment bien connue et qu'elle n'a pas encore été étudiée, surtout en ce qui a trait aux « parlers populaires » (Daviault, 1951b : 25 ; 1951c : 4) :

Même si nous voulions serrer le sujet de plus près, par exemple examiner les régionalismes, nous ne pourrions donner que des indications assez vagues, vu l'absence de matériaux dignes de foi. En effet, on n'a jamais organisé, au Canada, l'étude méthodique des parlers populaires. [...] On a fait couler beaucoup d'encre à propos du « curieux français du Canada ». À vrai dire, ce français, peu de gens le connaissent à peu près ; personne ne le connaît à fond. (Daviault, 1951b : 25)

Le *français du Canada* engendre l'ire ou l'enthousiasme. À vrai dire, bien peu le connaissent. Nos parlers populaires, par exemple, n'ont jamais fait l'objet d'enquêtes méthodiques et personne, peut-être, n'a la préparation voulue pour entreprendre ces études. (Daviault, 1951c : 4)

Bien que ces affirmations rappellent les objectifs de la SPFC, dont les travaux contribuent à une meilleure connaissance des particularités du français parlé au Canada, Daviault a des réserves quant à la pertinence du *Glossaire du parler français au Canada* :

L'ouvrage le plus considérable en ce domaine, c'est-à-dire le *Glossaire du parler français au Canada*, pour utile qu'il soit, ne répond pas aux exigences de l'investigation scientifique. Répertoire alphabétique où se mêlent les faits de grammaire et de prononciation parmi un lexique abondant, mais combien incomplet encore ! il pêche surtout par manque de méthode. Composé au hasard de leurs souvenirs par les membres et les correspondants de la Société du parler français au Canada, il n'a rien de systématique¹⁷. Son plus grave défaut vient de ce qu'il envisage le français du Canada comme un bloc, sans tenir compte des différences régionales ; un fait de langue localisé y apparaît sur le même plan qu'un fait généralisé. (Daviault, 1951c : 4).

L'extrait cité montre une autre dimension jugée importante par Daviault dans sa réflexion sur le français canadien : la variation diatopique à l'intérieur même du Canada (voir section 2). Dans ce même article, il poursuit sa réflexion sur la difficulté qu'il observe dans la tâche de description du français parlé au Canada : « un parler populaire reste flou ; la substance en est mal définie et les frontières, mal délimitées. Impossible d'en retracer les diverses étapes, puisqu'il ne possède aucune littérature » (Daviault, 1951c : 10). D'ailleurs,

¹⁷ Pour une description détaillée de la méthode adoptée par les auteurs du *Glossaire*, voir Mercier (2002a).

Remysen a aussi soulevé la volonté de Daviault, présente dans ses chroniques, de décrire le français canadien qui mériterait d'être plus étudié (Remysen, 2009 : 377).

Daviault n'est pas le seul à mettre de l'avant cette conception du français canadien. Cette vision du français canadien, qui le considère comme une langue légitime, mais avant tout rurale et populaire, composée d'un mélange d'archaïsmes, de survivances dialectales et de canadianismes, qui s'oppose au patois, mais qui n'est pas suffisamment développée pour s'élever au rang de français académique, rappelle la catégorisation proposée par Remysen (2009), qui situe Daviault dans les chroniqueurs qu'il appelle « régionalistes », s'opposant aux « puristes » et aux « autonomistes ». Remysen (2009) attribue cette même vision à d'autres chroniqueurs comme Louis-Philippe Geoffrion, Narcisse Degagné, la SPFC et, quelques années plus tard, Philippe Barbaud, entre autres. Selon Remysen (2009), les chroniqueurs régionalistes acceptent que le français du Canada soit différent de celui de la France, car ils considèrent la variation géographique comme un phénomène normal ; ils voient même les différences entre ces deux variétés comme une richesse (Remysen, 2009 : 366). Pour eux, le français canadien s'oppose au français littéraire ou académique (voir section 2.3), tout comme c'est le cas pour les parlers régionaux de la France (Remysen, 2009 : 367). D'ailleurs, tout comme cela a été observé par Remysen chez les chroniqueurs régionalistes, Daviault considère qu'une des conditions pour que cette langue soit légitime est qu'elle demeure compréhensible pour tous les francophones (Daviault, 1957a : 15). Cette légitimation de la variation linguistique et de la variété canadienne, dans une certaine mesure, se présente comme un élément clé à analyser dans son discours afin de cerner son profil puriste.

2 Variation linguistique

La variation linguistique définit d'une certaine façon la conception de Daviault de la langue française parlée au Canada, mais comme mentionné plus haut (voir section 1), il considère que le « canadien » est avant tout une langue rurale. Remysen affirme qu'il semble y avoir souvent une confusion entre la variation diatopique et la variation diaphasique parmi les chroniqueurs qu'il appelle *régionalistes* (2009 : 392) :

Les chroniqueurs régionalistes associent par ailleurs le français des Canadiens à sa dimension essentiellement populaire, rurale ou parlée, ce qui rend compte d'une confusion de deux types de variation pourtant bien distincts, la variation géographique et la variation sociostylistique. (Remysen, 2009 : 392)

Nous pouvons observer cette association entre langue parlée et langue régionale dans les citations suivantes :

Dans son état actuel, ce langage [le parler populaire des villes], hybride, garde l'armature du « français canadien » pour les rapports courants de la vie, sauf parmi les groupes français de certaines régions à majorité anglaise : on y parle, dans les couches les moins cultivées, un mélange de français et d'anglais qui mérite souvent le nom de jargon.

Le parler prolétarien des villes se distingue du « français canadien » d'une autre façon. Parmi cette partie de la population, ce langage s'est encanaillé. La prononciation est déformée, dans le sens de la vulgarité ; la sobriété archaïque se transforme souvent en magma sans consistance, dont on a des exemples déplorables dans certaines émissions radiophoniques qui, sous prétexte de reproduire le langage populaire, s'inspirent de la déformation de ce langage. (Daviault, 1951b : 34)

Tel est notre français traditionnel, qui nous rattache à la patrie linguistique française. Français authentique, français savoureux, mais, il faut y insister, français populaire et français parlé. (Daviault, 1951b : 29)

Cette dernière citation illustre parfaitement la confusion entre les deux types de variation. Dans un autre article, publié dans *La Nouvelle Revue canadienne*, Daviault affirme que le canadien est un langage rural et légitime :

Archaïsmes, canadianismes, survivances dialectales, voilà les particularités du français qui s'est implanté au Canada. Qu'on donne à cet idiome le nom de *canadien*, rien de plus légitime, à condition de tenir le *canadien*, non pas pour une langue à part entière, mais pour une variété de français, tout comme, à Paris, on appelle *américain* la variété d'anglais employée aux États-Unis. Ce *canadien*, nous aurions raison d'en être fiers. Parmi les langages ruraux qui se parlent dans le monde français, il est sans doute le plus homogène, le plus près de la source française. Au surplus, il reste intact dans les campagnes où ne se font pas sentir les influences étrangères. (Daviault, 1951c : 12)

Nous voyons ici encore l'association entre langue rurale et langue parlée, mais ce qui ressort surtout de ce passage est le fait que Daviault emploie le terme « variété » de français pour faire référence au français parlé au Canada. Pourtant, le terme « variété » et les réflexions sur la variation linguistique se développent davantage dans le monde francophone à partir des années 1960 seulement, avec la montée de l'approche

variationniste en sociolinguistique, entre autres. Ainsi, comme les autres chroniqueurs régionalistes, Daviault considère que le français au Canada n'est pas homogène. Il affirme, à plusieurs reprises, qu'il existe différents types de langues au Canada et qu'il est important de bien faire la différence entre ceux-ci afin de bien comprendre la situation linguistique au Canada français (1951b). Lorsqu'il parle de ces différents types de français parlés au Canada, il spécifie qu'il s'agit, pour lui, de différents *aspects* d'une même langue :

Nous sommes en *présence* : du parler populaire traditionnel (celui des campagnes), du langage populaire des villes ; de la langue de la bourgeoisie ; de la langue communément écrite au Canada. De toute évidence, il ne s'agit pas de quatre idiomes différents ; ce sont des aspects divers d'une même langue. Cette langue, c'est le français, le *français canadien* : précision nécessaire, car il y a là une réalité qu'il serait vain de vouloir ou nier ou démontrer. Nous n'avons pas à nous en excuser. Aucune langue n'est identique parmi tous les groupes qui la parlent et le français n'échappe pas à cette règle. (Daviault, 1951c : 6)

Cette affirmation montre une certaine compréhension de la variation linguistique telle qu'elle est considérée aujourd'hui par la sociolinguistique. Cette façon de concevoir la variation linguistique, parlars de la ville versus de la campagne, n'est pas sans rappeler la vision d'Adjutor Rivard : « Au Canada, comme en d'autres pays, il y a trois espèces de langage : celui des gens instruits, celui du peuple des villes, et celui de la population rurale, des paysans » (Rivard, 1906 : 43). En effet, Remysen et de La Fontaine (2015) constatent que Daviault fait fréquemment référence au *Glossaire* en tant que référence, ou parfois comme point de départ d'une réflexion, dans sa chronique « Propos sur notre parler » (Remysen et de La Fontaine, 2015 : 166). Il est donc fort possible que les idées de Daviault aient été influencées par celles de Rivard, membre actif de la SPFC et co-auteur du *Glossaire*. Remysen et de La Fontaine (2015) affirment que les propos de la Société semblent influencer de façon générale les chroniqueurs que Remysen catégorise de régionalistes (Remysen, 2009 ; Remysen et de La Fontaine, 2015). Nous pouvons constater que Daviault a développé une véritable réflexion sur la variation linguistique et les différentes variétés de langues parlées au Canada au début des années 1950.

Nous passons maintenant à l'analyse de la façon dont les différents types de variations à l'intérieur du français canadien se manifestent dans la conception de Daviault. Il y a plusieurs aspects de son discours qui montrent clairement une conscience de la variation

diastratique en cours au Canada français. En effet, il reconnaît qu'il y a différents types de français en cours au Canada selon la partie de la population qui l'emploie :

Le *canadien* de Mme Germaine Guèvremont n'est pas celui de Mme Gabrielle Roy ni celui de M. Roger Lemelin ; pour un avocat de Québec ou un industriel des Cantons de l'Est, il ne serait pas celui de ces trois romanciers ; il en existerait une autre variété à l'usage des reporters. (Daviault, 1951c : 6)¹⁸

Encore une fois, nous observons l'emploi du terme *variété*. Dans cette citation, nous pouvons constater un rapprochement entre la variation diastratique et la variation diatopique, car l'avocat se trouve à Québec, alors que l'industriel se trouve dans les Cantons de l'Est. Nous analysons dans les prochaines sous-sections les différents « parlars » ou « langues » que Daviault distingue au Canada : le parler des villes et le parler des campagnes, ainsi que la conception qu'il a de ce qui devrait être une langue de culture.

2.1 *Langue en usage à la campagne*

Bouchard signale que jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la langue parlée par les paysans était idéalisée et celle parlée dans les villes était stigmatisée, entre autres, à cause de son anglicisation (2002 : 191). La valorisation de la langue de la campagne partait aussi de préoccupations sociales : il était nécessaire de revaloriser le mode de vie rural afin de contrer la migration vers les villes, considérée comme néfaste dans certains milieux. Le même phénomène se manifeste dans la littérature québécoise avec la naissance du courant régionaliste :

C'est rarement la vie concrète de la terre qui est représentée dans ce type de roman, lequel cherche plutôt à mettre en garde contre les charmes factices de la ville. Le roman régionaliste plaide pour le « retour à la terre », selon un mot d'ordre qui circule également dans le discours politique et dans la prose d'idées de l'époque. Retour aux figures héroïques du passé (cultivateur, défricheur, colonisateur, etc.), au mode de vie traditionnel d'un « nous » ethnique défini d'abord et avant tout par la langue française et la religion catholique. (Biron, Dumont et Nardout-Lafarge, 2010 : 194)

¹⁸ En faisant référence à des auteurs et autrices d'ici, Daviault renvoie au français qu'il appelle académique dont il sera question dans la section 2.3.

Après la guerre, il y a un changement dans le discours : les Canadiens habitant la campagne ne représentent plus le Canadien français modèle, on leur accorde moins d'attention (Bouchard, 2002 : 191-192). Ceci amène un déclin des efforts qui sont mis dans la valorisation de la langue parlée dans les régions rurales, qui perd tranquillement de son prestige. On se concentre, inversement, sur la critique de la langue parlée dans les villes et, spécifiquement, de son anglicisation (Bouchard, 2002 : 191). Daviault publie quelques-uns de ses travaux avant, mais la plupart après cette période charnière.

Daviault observe lui-même que la langue parlée à la campagne et dans les villes comporte son lot de différences et il s'affaire à les commenter. Selon lui, la langue parlée dans les campagnes serait une langue qui est quelque peu figée dans le temps par l'isolement et le manque d'interactions avec les personnes des villes :

Ce *canadien*, nous aurions raison d'en être fiers. Parmi les langages ruraux qui se parlent dans le monde français, il est sans doute le plus homogène, le plus près de la source française. Au surplus il reste intact, dans les campagnes où ne se font pas sentir les influences étrangères. (Daviault, 1951c : 12)

Cette langue simple, qui conserve les vestiges de la langue parlée par les premiers français arrivés au Canada, serait, d'une certaine façon, une langue à idéaliser selon Daviault, car on y trouve encore très peu de traces de l'anglais (Daviault, 1955a : 182-183). Ce premier constat relève de la variation diatopique : c'est la distance entre la ville et la campagne qui a permis de conserver la langue de la campagne « près de la source française », à l'abri d'autres influences. D'ailleurs, si elle présente peu de traces de l'anglais, c'est parce qu'elle est peu touchée par la traduction et la présence des Anglais :

Seulement, et voilà l'essentiel, le Canadien restait rural. Replié sur lui-même dans ses villages, ses « Seigneuries » et ses « rangs » du Saint-Laurent et du Richelieu, il continuait sa vie d'autrefois, ne se rendant guère compte des bouleversements politiques. Les nouveaux venus, les Anglais, ne pénétraient pas chez lui. Cet isolement demeure, du reste, à peu près entier en bien des coins de la province de Québec, où la venue d'un « Anglais » reste un événement et l'Anglais lui-même, un phénomène. Aucune influence extérieure ne pouvait s'exercer sur le parler que le Canadien s'était constitué. Voilà, nous semble-t-il, la véritable explication de la survivance du français au Canada. (Daviault, 1952b : 102)

[Posons cet axiome :] au Canada, si l'on excepte le parler populaire traditionnel, les questions de langue sont avant tout des questions de traduction. (Daviault, 1951b : 38)

Toutefois, elle présente de nombreuses caractéristiques qui démontrent son figement dans le temps et qui ne la rendent pas propice aux échanges de tous les. En effet, elle contient plusieurs archaïsmes et, encore plus important, ne contient pas de nombreux mots nécessaires pour décrire la réalité propre aux villes et au développement industriel (nous verrons dans la section 2.2 comment la différence entre la ville et la campagne est sujette à la variation diastratique). Cette langue n'est pas non plus propice à être une langue d'enseignement ou de culture, car elle serait trop simple. Elle suffit aux échanges quotidiens des gens qui habitent à la campagne :

Notre français populaire – dont les particularités tiennent à l'archaïsme, à la création de canadianismes et aux survivances dialectales – est, parmi les langages ruraux qui se parlent dans le monde français, l'un des plus homogènes, l'un des plus près de la source française. S'ensuit-il que nous puissions l'adopter comme langue de culture ? Admirable pour faciliter les rapports dans une société très simple, pour exprimer des idées sans complication ou des sentiments élémentaires, il ne possède ni la structure ni le vocabulaire nécessaires dans un domaine d'idées ou de sentiments plus subtils. (Davault, 1954b : 441)

Si, comme mentionné plus haut, la valorisation de la langue de la campagne rappelle le courant littéraire régionaliste, les propos de Davault concernant la langue de la campagne rappellent aussi le grand courant de la *survivance canadienne-française*, prôné par Lionel Groulx, dont les trois piliers étaient la langue française, la foi catholique et la vocation agricole (Bélanger, 2002). Cependant, Davault continue à s'intéresser à la langue parlée dans les campagnes pendant plus d'une décennie après la « date charnière » proposée par Bouchard.

2.2 Langue en usage à la ville

La langue parlée dans les villes s'oppose principalement à celle parlée dans la campagne par le fait qu'elle est plus touchée par l'anglicisme, selon Davault (1951b : 33 ; 1952b). Il s'agit d'une langue qui a été façonnée par les phénomènes de l'industrialisation et de l'urbanisation. Au contact des nouvelles technologies et des patrons anglais, les Canadiens français adoptent une nouvelle terminologie spécialisée qui, à l'origine, n'existe qu'en anglais ; ainsi, ils anglicisent la langue française (Bouchard, 1999). Davault observe ce phénomène et s'intéresse aux répercussions que celui-ci a sur la langue. Il considère que la

prolétarianisation des Canadiens français a grandement affecté la langue qu'ils parlent, influencée par l'anglais parlé sur les lieux de travail :

Les ruraux français devinrent en grand nombre prolétaires citadins, employés dans des usines appartenant à des anglophones, travaillant selon des techniques apprises d'anglophones, se servant d'outils et de machines fabriqués et nommés par des anglophones. Procédés, techniques, méthodes, outils, machines, tout portait des appellations anglaises. Personne ne songeait à les désigner en français. Cela atteignit le paroxysme avec la diffusion de l'auto. La langue professionnelle des ouvriers est anglaise (sauf les métiers traditionnels peu mécanisés). La vogue des sports exerça une influence analogue. Ce fut la naissance du parler populaire des villes.

Dans son état actuel, ce langage, hybride, garde l'armature du « français canadien » pour les rapports courants de la vie, sauf parmi les groupes français de certaines régions à majorité anglaise : on y parle, dans les couches moins cultivées, un mélange de français et d'anglais qui mérite souvent le nom de jargon. (Daviault, 1951b : 33-34)

Ici, les différences entre la langue parlée à la ville et celle parlée à la campagne relèvent davantage de la variation diastratique : il est question de la langue des ouvriers, donc d'un milieu social spécifique. Or Daviault qualifie le parler des villes de parler « larvaire, inconsistant, dénué de tout pouvoir de création ou d'adaptation dans le sens d'une tradition quelconque » (Daviault, 1951c : 12 ; voir aussi Daviault, 1954b : 441) ou encore « dégénéré, avili, jargonnant, vidé en grande partie de sa force d'expression » (Daviault, 1955a : 182). La variation diatopique reste présente, dans cette conception : c'est parce qu'elles se trouvent à la ville que ces personnes deviennent prolétaires et adoptent ce langage. En effet, comme nous l'avons vu, Daviault valorise davantage le parler des campagnes, qu'il associe au *canadien*, et observe comment celui-ci s'anglicise dans les villes :

Par malheur, depuis les débuts de l'industrialisation et de l'exode vers les villes, depuis la prolétarianisation d'une forte partie des nôtres, il se perd dans les villes, à tel point que nous y sommes en présence d'une nouvelle variété de langage. À la langue fruste mais robuste des campagnes, se substitue dans les villes, à des degrés divers, une sorte de parler larvaire, inconsistant [...]. Ne disposant que d'un vocabulaire envahi par l'anglais déformé, d'une prononciation encanaillée, d'une syntaxe en pleine anarchie, ce parler ne se rattache plus, quand il atteint le fond de la décomposition à aucun système linguistique connu [...]. (Daviault, 1951c : 12)

Daviault emploie encore ici le terme *variété* pour faire référence au parler populaire des villes et laisse bien claire sa prise de position par rapport à celui-ci. Ainsi, bien qu'il

considère que la qualité de la langue parlée dans les villes soit plutôt faible, en raison de l'anglicisation, il considère aussi que le fait de l'employer constitue un choix chez une certaine partie de la société, proposant ainsi une réflexion sur les motivations sociales à adopter une variété de langue plutôt qu'une autre :

Ces faiblesses du parler de la classe moyenne tiennent d'abord à l'ignorance. Une autre chose dont on ne doit pas mésestimer l'importance est la crainte de s'attirer l'accusation de snobisme, ou, inversement, le snobisme de mauvais aloi. Dans une grande partie de notre population, il est de mauvais ton de parler correctement en français : on passe alors pour intellectuel pédant, pour « francisson », pour détraqué. Ce travers existe chez les hommes politiques, les commerçants, les gens des professions libérales. Tout à l'opposé, il y a les personnes qu'une culture assez poussée mais déséquilibrée porte à imiter à outrance le « français de France » dans leur prononciation et dans leur vocabulaire. (Daviault, 1952b : 109)

Mais au-delà de la classe sociale ou du secteur de la société (habitants de la ville ou de la campagne) qui emploie la langue, Daviault considère que la langue soignée, qui sert aux productions culturelles, doit en être une autre, idéalement, alignée sur celle de la France pour faciliter l'intercompréhension. C'est ce que Daviault appelle une « langue de culture ».

2.3 *Langue de culture*

Daviault reconnaît qu'il est normal d'avoir une langue parlée et une langue écrite qui sont différentes, c'est-à-dire il qu'il souscrit au principe de la variation diamésique. Il introduit ainsi implicitement l'idée que la langue varie d'une situation de communication à l'autre, signe que Daviault intègre aussi la variation diaphasique dans son discours. Il affirme que c'est normal qu'une langue vivante évolue, que « la langue parlée évolue en marge de la langue écrite ; [et] que la langue écrite [ne doit pas puiser] dans la langue parlée les éléments de son renouvellement » (Daviault, 1951c : 5). Contrairement au français canadien qui est acceptable pour les échanges quotidiens et qui doit se restreindre à répondre à certains besoins spécifiques (voir section 1) et, surtout, à la langue parlée, la langue écrite doit avoir un aspect international afin de favoriser l'intercompréhension entre francophones. Cette réflexion rappelle les discours sur la double norme au Québec,

persistants à la fin du 20^e siècle chez des chroniqueurs comme Barbaud et Béguin, une norme locale et une norme internationale (Remysen, 2009 : 369).

Daviault considère que la langue écrite, qui sert aux productions culturelles, à la diffusion du savoir et à l'éducation, ne doit pas s'éloigner de celle qui a cours en France et qui sert déjà aux manifestations culturelles : « l'idéal de la langue écrite est donc le français le plus littéraire et le plus récent » (Daviault, 1951b : 36 ; voir aussi Daviault, 1952b : 110 et Daviault, 1955b : 123) et « dans l'idéal, notre langue écrite, et, donc, de culture, est le français académique »¹⁹ (Daviault, 1954b : 442). En même temps, il se désole du fait que « la langue parlée tend à envahir la langue écrite » (Daviault, 1954b : 442), créant ainsi un écart entre notre langue de culture et celle des Français, ce qui se traduit également en un écart culturel important (Daviault, 1954b : 442) : « l'emploi exclusif d'un langage confiné dans un groupe de quatre ou cinq millions de personnes nous retrancherait de la collectivité culturelle » (Daviault, 1951c : 14). Daviault considère que la langue utilisée dans la littérature et autres formes d'expressions culturelles doit être la même pour toutes les régions francophones afin de faciliter les échanges internationaux, et comme de fait, cette variété doit être celle de la France, qui est le plus grand diffuseur culturel : « en matière de langue, la logique doit le céder à l'usage, et l'usage, pour qui prétend parler français, ce doit être l'usage de France, quand il n'existe pas de bonnes raisons de s'en écarter » (Daviault, 1951a : 55-56 ; voir aussi Daviault, 1955a : 188). On comprend que les bonnes raisons de s'en écarter sont celles déjà évoquées concernant la langue des Canadiens, c'est-à-dire le besoin de nommer de nouvelles réalités (voir section 1). D'ailleurs, Daviault est d'accord avec l'affirmation du linguiste Marcel Cohen selon lequel « il ne s'est jamais constitué de français canadien cultivé : c'est le français de France qui sert de langue de culture » (Cohen cité par Daviault, 1955b : 122). Daviault considère toutefois que cette langue littéraire idéale est de moins en moins connue au Canada, même par les écrivains les plus réputés : « Quant à la langue couramment écrite (je ne parle pas de celle de

¹⁹ Notons ici, au passage, l'emploi de *français académique*, expression que Remysen (2009) attribue aux chroniqueurs régionalistes.

quelques bons écrivains ou journalistes), elle subit les mêmes influences [que le parler populaire des villes], surtout par l'intermédiaire de la traduction » (Daviault, 1951c : 12).

C'est ce constat qui l'amène à faire la déclaration qui veut que le français soit devenu une langue morte au Canada ; le français, et non le *canadien*, n'est selon lui plus connu au Canada. C'est du moins ce qu'il affirme lors du Congrès de la langue française de 1952 dans sa communication intitulée « L'apport anglais à la langue canadienne » :

Il faut reconnaître que, en un certain sens, on a raison de s'en tenir au *canadien*, plutôt qu'au français. La langue doit être moyen de communication. Or, c'est où je voulais en venir, le français n'est plus entièrement compris d'une foule de gens au Canada. Ceux qui le défendent le font par sentimentalisme ou intransigeance intellectuelle. [...] La conclusion s'impose maintenant et c'est pour la réclamer publiquement que je suis venu ici : le français est traité souvent comme une langue morte au Canada. (Daviault, 1952b : 114)

Comme nous l'avons déjà souligné dans le chapitre d'introduction (voir section 2), cette déclaration a été publiée sans l'autorisation de Daviault (voir Godbout, 2004). Quelques années plus tard, il révisé cet article et le publie sous un nouveau titre : « Anglicisme et emprunts à l'anglais ». Il déclare alors :

André Thérive a publié à Paris, il y a de nombreuses années déjà, un livre intitulé : *le Français* [sic], *langue morte* ?... Il entendait, par *langue morte*, le français correct et littéraire, qui ne se trouve plus guère dans la conversation du Français moyen. Une langue morte est une langue dont l'emploi n'est plus spontané dans le peuple, une langue dont la connaissance est surtout livresque. On n'entend pas par là, une langue qui a cessé d'exister. [...] C'est en ce sens qu'on peut se poser, au sujet du français du Canada, la question qu'André Thérive se posait à propos du français de France, puisque la langue spontanée dans l'usage courant, au Canada, est le français métissé d'anglais. (Daviault, 1955a : 191)

Déjà lorsque le programme de ce deuxième Congrès de la langue française sort, Daviault publie un article où il remet en question la qualité de la langue employée dans le programme : « Congrès de la langue française ou congrès de la langue canadienne ? » (Daviault, 1952a). Le titre est assez évocateur en lui-même : Daviault considère que le programme est écrit en « canadien » et non en français, ce qu'il trouve ironique considérant que le sujet central du congrès est la langue française (Daviault, 1952a). Ce qu'il souhaite faire ressortir dans cet article est le fait que la langue française au Canada n'est plus du français, sinon du « canadien » comme il l'appelle, en partie en raison de l'influence de l'anglais. Lorsqu'il s'agit de la langue qu'il appelle « de culture », dont il devrait être

question dans le cadre d'un congrès sur la langue française, il est important de se limiter à l'usage de la France. Or il considère que même dans la langue écrite chez certains écrivains canadiens, on trouve une influence de l'anglais :

Il est édifiant d'étudier, de ce point de vue, le dernier succès de la littérature canadienne, c'est-à-dire *Le poids du jour* de Ringuet. Roman d'un grand intérêt, écrit en une langue généralement ferme. Nous n'abordons cet examen qu'avec une certaine hésitation, d'ailleurs, car nous ne voudrions pas créer l'impression que cet ouvrage est un modèle de la façon dont il ne faut pas écrire. Nous nous y arrêtons pour la raison tout opposée, c'est-à-dire pour démontrer que même un bon écrivain canadien (qu'on ne doit pas, cependant, ranger dans le [sic] catégorie de ceux qui, chez nous, écrivent le mieux leur français) n'est pas prémuni contre les infiltrations étrangères.

Ringuet emploie *vétéran* (p. 141) pour « ancien combattant » ; *directorat de compagnie* (p. 201) pour « conseil d'administration d'une société » [...].

Voilà, insistons-y, des faiblesses d'un bon écrivain, qui révèlent l'ambiance où l'on écrit au Canada. (Daviault, 1952b : 110-111)

Daviault nuance quand même ses propos en apportant un ton optimiste à sa réflexion :

Une mise en garde s'impose. Il ne faudrait pas conclure de cette accumulation de fautes (du reste, authentiques), réalisée aux fins du raisonnement, que la majorité des textes publiés au Canada sont écrits uniformément en une langue aussi incorrecte. D'autre part, loin de dégénérer, le français écrit au Canada s'améliore sans cesse, bien que de façon insuffisante. La langue écrite bénéficie de la généralisation et de l'approfondissement de la culture qui se manifestent dans tous les domaines de la vie intellectuelle au Canada français depuis quelques années. (Daviault, 1951b : 37)

Ainsi, Daviault observe une différence entre la langue parlée, dans laquelle il peut y avoir des fautes, des canadianismes et certains anglicismes, et la langue écrite qui doit davantage s'aligner sur celle de la France.

3 Purisme

Le discours des chroniqueurs linguistiques au Canada français, particulièrement en ce qui a trait à l'anglicisme, est considéré comme étant un discours normatif qui condamne tout écart à la norme linguistique établie en France. Ce type de discours condamne, entre autres, les anglicismes sous prétexte qu'ils constituent une « menace pour la langue », une « corruption » du langage. Paveau et Rosier, qui s'intéressent au discours puriste envers la

langue française, affirment qu'afin de déterminer lorsqu'on est en présence d'un puriste, il faut se rappeler que « le savoir du puriste réside essentiellement dans son intuition sociologique (le langage est marqué socialement) et sa conséquence, son discours hyper-normatif, plus que dans son savoir linguistique » (Paveau et Rosier, 2011 : 51). Elles considèrent que

la position puriste [se] caractérise par une forte prégnance de valeurs esthétiques (*beau/laid*), politiques (*langue de la liberté*), pseudo-linguistiques (*clarté de la langue*) et métaphoriques (*langue en bonne santé* ou *malade*). Le puriste évalue celui qui parle selon sa maîtrise de la langue, sous l'angle de la *richesse* lexicale et de la *correction* grammaticale. Il cultive la nostalgie par l'idéalisation de pratiques antérieures érigées en modèles devenus inaccessibles. Il juge et condamne souvent, et ses positions relèvent parfois de la conservation exclusive du passé et d'un protectionnisme qui peut aller jusqu'au nationalisme. (Paveau et Rosier, 2011 : 12)

Le discours des chroniqueurs linguistiques répond souvent à cette liste de caractéristiques (pour l'analyse du discours de certains chroniqueurs, voir Bouchard, 1989 ; Prévost, 1995 ; Gagné, 2004 ; Rheault, 2004 ; Pellerin, 2007 ; Remysen, 2009). Mais à cette définition de purisme, nous ajoutons celle que propose Remysen (2009) pour le purisme spécifiquement chez les chroniqueurs de langue au Canada français :

Les chroniqueurs puristes conçoivent le français comme une langue invariable et homogène, qui appartient aux seuls Français, considérés comme les seuls propriétaires de cette langue. C'est pourquoi ils exhortent leurs compatriotes à aligner inconditionnellement leurs usages sur ceux qui ont cours en France, considérée comme le centre de la francophonie. Une telle vision monolithique et centralisatrice du français entraîne inévitablement la stigmatisation des emplois canadiens, généralement considérés comme des écarts inacceptables par rapport à une seule norme valable. (Remysen, 2009 : 392)

Une caractéristique principale à retenir pour la suite de ce mémoire est donc l'alignement inconditionnel sur la France que prônent ces chroniqueurs puristes, rejetant en général la variation linguistique. Ainsi, les plus puristes de ces chroniqueurs rejettent non seulement les anglicismes, comme la plupart des puristes, mais aussi les canadianismes²⁰.

Une analyse approfondie du discours de certains de ces chroniqueurs a permis à Remysen (2009) de mettre en évidence le fait que leurs discours étaient bien complexes et ils se

²⁰ Nous entendons par *canadianisme* tout particularisme du français employé au Canada. C'est donc dire qu'un mot peut être à la fois un canadianisme (variation géographique) et un anglicisme (origine du mot).

constituaient de plusieurs éléments diversifiés, sans être toujours réduits à une volonté de tout condamner ce qui s'écarte de la norme française. De la même façon que les discours de ceux qu'on appelait « puristes » pouvaient être plus diversifiés, ceux qui tenaient des discours puristes n'étaient pas toujours des puristes à part entière, mais certains éléments de leur discours pouvaient l'être. C'est le cas qui s'applique selon nous au discours de Pierre Daviault. Nous regarderons maintenant les propos que Daviault entretient à propos du purisme, des puristes et de la pureté de la langue. Nous regarderons aussi les comportements propres au purisme qu'il présente généralement dans son discours métalinguistique²¹.

3.1 Propos adhérent au purisme

D'une part, Daviault tient un discours, qui revient d'année en année, à propos de la « pureté » du français qu'il faut préserver. En effet, il met en garde contre le « danger » (Daviault, 1952b : 108 ; voir aussi Daviault, 1955b : 121) des faux amis qui « menacent la pureté du français au Canada, ils en corrodent la structure même et chambardent l'édifice sémantique » (Daviault, 1952b : 108). Ici, Daviault évoque la pureté de la langue comme étant une caractéristique à protéger ou à préserver et il emploie une métaphore dans laquelle la langue est une construction dont la solidité est en danger pour illustrer ses propos. Sans se retrouver parmi la liste de métaphores soulevées par Bouchard (1989) dans les discours des chroniqueurs au 19^e siècle, elle relève du même genre d'attitude et on peut certainement la retrouver dans d'autres discours puristes. Il emploie également d'autres métaphores pour illustrer les dangers que court la langue française devant l'anglicisme : la langue écrite au Canada « souffre, à des degrés divers, des maux qui affligent la langue parlée » (Daviault, 1952b : 110) ; ainsi la langue devient un être vivant qui souffre. Encore dans le domaine des anglicismes, il insiste sur l'utilité de la connaissance de l'anglais afin d'« assurer la pureté du français » (Daviault, 1952b : 110) tout en qualifiant certains emprunts d'« infiltrations étrangères » (Daviault, 1952b : 111) :

C'est le lieu de noter, pour éviter tout malentendu, que l'auteur de ces lignes n'est pas de ceux qui, pour défendre le français, condamnent le « bilinguisme » et dénoncent

²¹ Les prochains chapitres s'attarderont davantage à son traitement des anglicismes et sa vision de l'anglicisation de la langue française au Canada.

l'enseignement de l'anglais. Il croit, au contraire, que l'enseignement de l'anglais est nécessaire pour diverses raisons et, de son point de vue particulier, précisément pour assurer la pureté du français, parce que la connaissance suffisante de l'anglais met en garde contre les mots déguisés, les « faux amis » et les traductions littérales. (Daviault, 1952b : 110)

En parlant toujours d'anglicismes, il fait référence à la pureté du français :

Calques encore, les « faux amis », c'est-à-dire ces vocables qui, empruntés par l'anglais au français, nous reviennent avec des acceptions purement anglaises. L'orthographe de ces mots, leur physionomie, leur consonance française trompent même des gens très cultivés et il faut posséder une longue pratique de la langue anglaise, – plus précisément de la traduction – pour éventer le traquenard. Ce sont ces infiltrations sourdes qui menacent le plus la pureté du français au Canada. (Daviault, 1951a : 54 ; voir aussi Daviault, 1955a : 186)

Dans un article qui porte sur l'importance de la traduction au Canada, il met en garde : « Si la co-existence de deux langues est toujours fatale à la pureté des deux, elle l'est surtout à celle de la minorité » (Daviault, 1944a : 24). Il observe que cette pureté s'est préservée dans la langue parlée dans les campagnes (voir section 2.1) :

Par conséquent, à l'heure actuelle, il y a coupure entre le parler populaire des villes et celui de la campagne ; le premier, dégénéré, avili, jargonnant, vidé en grande partie de sa force d'expression ; le second, dynamique, linguistiquement pur ou à peu près, resté dans la ligne de son évolution. (Daviault, 1951b : 34 ; voir aussi Daviault, 1952b : 104 et Daviault, 1955a : 182)

Toujours sur le même sujet, il affirme que dans le « parler populaire des villes », fortement influencé par l'anglais, « la pureté archaïque se transforme trop souvent en un magma sans consistance » (Daviault, 1952b : 104). Il évoque ainsi dans ces extraits le concept de pureté de la langue comme étant quelque chose à protéger et à valoriser, tous ces extraits ayant comme dénominateur commun une référence à l'influence de l'anglais. Ceci nous encourage donc à poursuivre dans notre voie d'analyse du traitement des anglicismes dans le discours de Daviault.

3.2 Critique envers le purisme

D'autre part, un autre aspect du discours de Daviault présente des commentaires s'opposant au purisme linguistique ou voulant s'en détacher. Dans l'introduction à un des ouvrages qu'il publie traitant sur des questions de traduction, il déclare :

Notre objet n'est pas d'exposer des théories linguistiques, ni d'épurer la langue. Pas davantage de faire la chasse à l'anglicisme, sauf dans la mesure où il le faut pour signaler des traquenards de la traduction. (Daviault, 1933b : 8)

En même temps, il critique les auteurs des ouvrages prescriptifs du type « dites... ne dites pas... » :

Nous ne prétendons pas rendre des arrêts sans appel [dans cet ouvrage sur les expressions difficiles à traduire]. Nous apportons notre contribution à l'étude de certains mots. D'autres trouveront peut-être de meilleures solutions. Nous nous en réjouissons : laissons les décisions catégoriques et l'assurance béate aux auteurs de Dites... Ne dites pas... qui, sans rien expliquer, tranchent les questions le plus complexes de façon sommaire et définitive. (Daviault, 1933b : 9)

Dans un autre article, il se permet aussi de critiquer certains ouvrages publiés dans le cadre de la lutte contre l'anglicisme :

La plupart des ouvrages à prétentions linguistiques publiés [au Canada] n'avaient autre but que de pourchasser l'anglicisme. [...] Inspirés par un purisme étroit et primaire, ces travaux sont en général superficiels, mal documentés, dénotant une complète incompréhension du problème. (Daviault, 1952b : 106)

Comme le montrent ces citations, Daviault voit un certain lien entre « purisme » et « amateurisme » ; autrement dit, il est d'avis que les prises de position puristes manquent souvent de fondement. C'est également ce que Geoffrion reprochait aux puristes et aux « surpuristes », comme il les appelait (Pellerin, 2007 : 35 et 78). Lorsque Daviault expose son point de vue sur l'emprunt linguistique en tant que processus légitime de renouvellement de la langue, il critique que

[l]es puristes aux connaissances limitées et dénuées du sens linguistique ont fait des efforts inouïs mais vains pour inventer des vocabulaires qui ne seraient pas compris en France plus que chez nous. N'est-il pas puéril de vouloir appeler *paume au filet* le tennis, ou *gouret* le hockey ? (Daviault, 1952b : 107)

Encore, il condamne les puristes et leurs méthodes de refrancisation :

On a l'habitude de terminer les études du genre de celle-ci [intitulée « Anglicismes et emprunts à l'anglais »] en proposant un bon petit remède peu amer qu'on présente pour une panacée, et il s'agit d'ordinaire d'une dose de ce qu'on appelle *refrancisation*. On entend généralement, par là, une petite série de petits articles dans lesquels on offre l'équivalent, plus ou moins admissible, de quelques termes anglais. Ces « campagnes de refrancisation » ne font pas de mal, bien sûr, mais, si l'on considère l'étendue du mal, le remède fait sourire. Nous l'avons dit, c'est une transformation profonde d'un état d'esprit dans toute une population qu'il faudrait. (Daviault, 1955a : 191)

Cet aspect simpliste de la démarche puriste critiqué par Daviault est, selon Paveau et Rosier, en quelque sorte la démarche dont se réclament les puristes :

Cette pratique-là, il est vrai que le puriste s'en glorifie souvent : il est celui qui, loin des amphithéâtres universitaires et des explications trop revêches, serait à la fois plus près de la réalité sociolinguistique et capable de produire un discours compréhensible et éclairé sur les usages et manières de parler. (Paveau et Rosier, 2011 : 49)

Ces commentaires démontrent une certaine dépréciation du purisme de la part de Daviault, ce qui permet de mieux comprendre pourquoi il cherche à tenir un discours relativement différent des discours dominants de son époque au sujet du français canadien et de l'anglicisme. Nous savons que Daviault a fini par être catégorisé de puriste, même s'il semble critiquer ce courant. Cette attitude de détachement du mouvement puriste est plutôt courante selon Paveau et Rosier (2011) qui affirment qu'alors que dans certains milieux l'étiquette de puriste est valorisée et peut marquer un certain prestige, lorsqu'il s'agit de langue, elle est généralement péjorative (Paveau et Rosier, 2011 : 74) et on ne voudrait donc pas s'y associer :

[Q]ualifier un discours de « puriste » a un sens négatif, cela signifie généralement que ce discours est conservateur, voire obsolète.

Mais il y a plus. Le purisme est considéré comme un discours faux, non scientifique : « Le purisme linguistique, la volonté de conserver à la langue une forme immuable – identifiable en fait à une élite de lettrés – alors que tout l'appelle à changer, est une attitude à la fois irrationnelle et irréaliste » (Yaguello 1988, p. 95-96).

Le purisme est « non fondé » parce qu'il relève du discours affectif, parce qu'il exprime un sentiment (une norme subjective) par rapport à l'usage de la langue : les spécialistes ne diront pas qu'ils sont amoureux de leur objet d'étude, alors que les puristes se disent volontiers « amoureux » de l'idiome. (Paveau et Rosier, 2011 : 47)

Selon ces propos, il semble donc logique que Daviault veuille s'éloigner un peu de cette étiquette, qu'elle soit appropriée ou non, et cela pourrait également expliquer qu'il tienne à la fois un discours sur la pureté de la langue et qu'il critique les puristes.

4 Synthèse

Dans ce chapitre, nous avons vu la prise de position plutôt ouverte que Daviault adopte devant la variation linguistique et la façon dont il accepte et reconnaît l'existence d'un français canadien, considéré comme une variété de français légitime dans sa composante rurale et parlée. La variation linguistique est traditionnellement rejetée par les discours puristes ; plus spécifiquement, la tradition puriste au Canada français rejette l'existence d'une variété de français canadien et prône un alignement inconditionnel sur la France, même si les chroniqueurs puristes pouvaient parfois reconnaître l'existence de la variation géographique, tout en la dénonçant (Remysen, 2009 : 355). Une divergence de ce point de vue semble placer Daviault partiellement à l'écart des discours puristes de son époque, car nous avons vu qu'il reconnaît la légitimité d'un français canadien au-delà de quelques particularismes spécifiques. Toutefois, cette légitimité se limite à la langue parlée ; lorsqu'il s'agit de langue écrite, la France doit servir de modèle. Nous avons aussi vu qu'il reconnaît l'existence des variations diatopique, diaphasique, diastratique et diamésique lorsqu'elles sont nécessaires.

Nous avons constaté que la position de Daviault par rapport au purisme linguistique est floue et il se trouve partagé entre un attachement envers cette pureté de la langue si prisée, qui dans son discours semble être directement liée à l'absence de l'influence de l'anglais, et un rejet du discours puriste et des puristes qu'il considère parfois détachés de la réalité dans leur démarche. Après analyse, nous pouvons voir que Daviault semble plutôt rejeter le purisme trop strict et dépourvu de démarche scientifique, qui arrive trop rapidement à des conclusions hâtives et non fondées. Ce point de vue fait ressortir les conclusions de Paveau et Rosier, selon qui le profil du puriste par excellence est quelqu'un dont « [le savoir] réside essentiellement dans son intuition sociologique (le langage est marqué socialement) et sa conséquence, son discours hyper-normatif, plus que dans son savoir

linguistique » (Paveau et Rosier, 2011 : 51). Le puriste tenterait ainsi de se tailler une place dans les discours métalinguistiques en se différenciant des travaux des linguistes, qu'il qualifie d'éloignés de la réalité, en mettant l'accent sur sa façon plus accessible de transmettre un discours sur la langue (Paveau et Rosier, 2011 : 49). C'est exactement cette simplicité que Daviault remet en question lorsqu'il critique, par exemple, les listes de *Dites... Ne dites pas*.

CHAPITRE 2 – ANGLICISATION ET TRADUCTION

Dans ce chapitre, nous nous intéressons à la responsabilité que Daviault attribue à la traduction et aux traducteurs dans le processus d'anglicisation de la langue à travers l'analyse du lien qu'il établit entre la langue et la pensée. Pour ce faire, nous analysons différents articles qu'il a publiés sur le sujet au cours de sa carrière. Ce chapitre répond au deuxième objectif spécifique de ce mémoire, c'est-à-dire à celui d'étudier le rôle que Daviault attribue à la traduction et aux traducteurs dans l'anglicisation de la langue et la solution qu'il propose pour la combattre : instaurer une formation pour les traducteurs. Nous commençons le chapitre par l'analyse du lien qu'il établit entre langue et pensée, et de la façon dont il agit dans un contexte bilingue, puis nous analysons la façon dont les mauvaises traductions contribuent à angliciser la langue selon Daviault. Nous regardons enfin la conception positive que Daviault a du rôle du traducteur et comment il propose de mettre celui-ci de l'avant afin de contrer l'anglicisation de la langue.

1 Anglicisation de la langue et de la pensée

Daviault n'est pas le premier à s'intéresser aux liens qui existent entre la langue et la pensée : cette question a été grandement étudiée par des linguistes et philosophes bien avant lui et l'interprétation de ce lien varie, parfois considérablement, d'un auteur à l'autre : la pensée façonne-t-elle la langue ou, au contraire, la langue façonne-t-elle la pensée, ou encore s'influencent-elles mutuellement ? Cette réflexion est présente dans les articles publiés par Daviault depuis les débuts de sa carrière, mais il la développe davantage pendant les années 1950 ; il glisse notamment des réflexions sur le sujet dans ses articles qui portent sur la traduction ou sur l'anglicisation de la langue :

Le travail intellectuel le plus sérieux n'aura que des résultats médiocres si l'on néglige l'outil essentiel, la langue, instrument d'expression mais instrument de pensée d'abord : instrument de culture. On ne saurait bâtir que sur des fondements dits solides. L'édifice culturel ne fait pas exception, et le fondement de la culture est le langage. Que les philosophes se demandent si le mot précède la pensée ou la pensée le mot, ou bien si l'un et l'autre naissent à la fois dans le subconscient, il reste que *nous pensons en mots*. (Daviault, 1951c : 3)

Dans plusieurs articles où la question est abordée, Daviault ne va pas jusqu'au bout de sa réflexion qui, selon nous, est un élément clé pour comprendre sa vision de l'anglicisation de la langue. Nous nous penchons spécifiquement sur l'article « Langue et pensée », publié dans *La Nouvelle Revue canadienne* en 1953, mais nous faisons aussi des liens vers d'autres articles où il aborde le sujet.

Pour étayer sa réflexion, dans cet article, Daviault s'appuie sur les idées mises de l'avant par plusieurs auteurs qui se sont penchés sur le lien entre la langue et la culture avant lui (philosophes, psychologues, linguistes...), la plupart actifs entre la fin du XIX^e siècle et la première moitié du XX^e, tels Henri Delacroix, Gustave Guillaume, Louis Lavelle, Albert Dauzat, Joseph Vendryès, Jean Paulhan et Brice Parain :

Afin de situer tout de suite notre pensée, citons un passage emprunté à l'ouvrage du psychologue Delacroix, *le Langage et la pensée* : « Le langage est la première science, étant le premier instrument dont notre esprit se sert pour constituer des choses, pour construire l'univers mental. Toute langue est un des instruments spirituels qui transforment le monde chaotique des sensations en monde des objets et des représentations ». Il ressort de là que le langage n'est pas simplement un moyen de communication entre les humains. Ainsi que l'écrit le linguiste Gustave Guillaume : « il faut quitter l'idée traditionnelle, simpliste et fausse, que la langue n'est qu'une banale convention d'utilité intervenue entre les humains ». La langue est plus que cela. Si elle sert à communiquer les pensées, elle sert d'abord à former ces pensées. Voilà l'idée que nous voulons mettre en lumière.

La pensée pure, pourrait-on dire, est un mythe. Tant qu'elle n'est pas arrivée à se solidifier dans le langage, elle reste à l'état de nébuleuse, de mouvement incohérent de l'esprit ou de l'âme, subconscient qui ne peut informer le conscient que si le langage lui donne une forme. (Daviault, 1953b : 205)

Ainsi, la langue est un outil nécessaire à l'expression adéquate de la pensée et donc plus nous disposons d'une langue complexe, plus nous pourrions exprimer les nuances et subtilités de la pensée. Toutefois, cette complexité de la langue peut se développer conjointement à celle de la pensée (voir note 23). Daviault considère donc que la langue est un élément essentiel afin d'exprimer et de façonner notre pensée, mais pas seulement :

Toutefois, on ne saurait trop y insister, il faut bien prendre garde que le langage n'est pas simplement expression de la pensée. Il est la pensée même, à partir du moment où la pensée sort des limbes confus où elle n'est que sensation non organisée. Bien plus, le langage n'est pas seulement appelé par cette sensation confuse ; de son côté, il appelle la pensée. (Daviault, 1953b : 207)

Si le langage « est la pensée même », il doit remplir plusieurs fonctions en lien avec la pensée :

Attribuons [...] au langage une triple fonction : solidification de la pensée, création de la pensée, communication de la pensée. Mais il est bien évident qu'aucune de ces fonctions ne s'exerce tout à fait indépendamment des autres ; toutes trois chevauchent. Dans la communication, il n'y a pas seulement désir d'échanger des idées. En parlant avec une autre personne, on précise sa pensée, a-t-on coutume de dire. Cela signifie qu'on saisit sa pensée et qu'on la crée en parlant. La conversation fait naître des idées, et chez celui qui parle et chez son interlocuteur. Il en est de même, et à un degré plus élevé encore, quand on écrit à l'intention de lecteurs. (Daviault, 1953b : 208)

La langue doit donc permettre d'exprimer sa pensée de façon juste, mais tout en restant un outil maniable qui s'adapte aux différents types de pensées :

Nous avons dit que le langage n'est qu'approximation²². Ne voyons pas là simple défaillance. Si le langage ne *colle* pas à la pensée, s'il n'est pas un moule rigide où se coule invariablement la pensée, on doit s'en réjouir. Il n'existe pas deux pensées dignes de ce nom qui soient exactement pareilles ; disons plutôt qu'il n'existe pas deux esprits qui fonctionnent exactement de la même façon. Il faut donc que le langage laisse un certain jeu, qu'il reste assez maniable pour se prêter au fonctionnement de chaque esprit. (Daviault, 1953b : 208)

La langue doit, cependant, rester dans un certain cadre pour que les locuteurs puissent exprimer une pensée logique ; il ne faut pas permettre trop de flexibilité à la langue :

Toutefois, évitons de tomber dans l'excès contraire. Ne pensons pas qu'une trop grande liberté devient une vertu. En d'autres termes, il ne faut pas penser qu'une langue est adéquate à son objet quand elle arrive à communiquer à peu près la pensée, sans se plier à aucune règle. Si la langue ne possède pas une armature assez solide, elle ne saurait communiquer la pensée que fort imparfaitement, parce que, d'abord, elle ne peut saisir suffisamment la pensée ni faire naître une pensée vigoureuse. (Daviault, 1953b : 208-209)

Selon lui, le français est une langue digne d'exprimer la pensée de différents esprits en nuances, car il possède l'armature solide dont il est question dans la citation précédente. Il

²² Daviault arrive à cette conclusion lorsqu'il compare le potentiel du langage à exprimer la pensée et les sensations à celui de l'art : « Remarquons d'ailleurs que, ainsi que le note Albert Dauzat dans la *Philosophie du langage*, le mot est un signe qui reste inadéquat et qu'il n'a, à proprement parler, que valeur de symbole ; on pourrait dire qu'il n'est qu'une approximation. Comment, en effet, un mot, phénomène concret, pourrait-il saisir avec exactitude ce phénomène ineffable qu'est l'éveil de la sensation ou de la pensée ? Seul l'art, répétons-le, peut communiquer directement la sensation. Il reste que le mot seul, que le langage seul peut faire sortir la pensée de ce domaine du rêve ; que, seul, il peut lui donner une forme précise et en assurer le progrès. » (Daviault, 1953b : 206)

ne spécifie pas ce qu'il entend par « armature ». Comme d'autres intellectuels bien avant lui, Daviault considère que le français a déjà passé à travers un processus de perfectionnement qui l'a rendu suffisamment complexe pour permettre de concevoir une pensée de façon claire :

Il faudrait considérer, de ce point de vue, notre langue, le français, qui, partie de déformations inconscientes du latin populaire, s'embarrassant d'abord de formes lourdes et assez incohérentes, s'est peu à peu purifiée pour arriver, à l'époque du français classique, à constituer l'instrument le plus sûr pour créer et exprimer la pensée avec une efficacité, une netteté, une clarté hors de pair. (Daviault, 1953b : 209)

Toutefois, il finit par une mise en garde, car une langue qui poursuit son évolution d'une façon qui n'est pas souhaitable peut perdre ce statut :

Or une langue qui se corrompt, qui se défait, retourne à l'état primitif, à l'état de langage grossièrement expressif. Une langue qui se décompose détruit en grande partie les rapports entre création et communication de la pensée qu'elle avait établis lorsqu'elle était à son état de langue bien organisée. D'autre part, une langue décomposée perd le contact avec les grandes langues de culture ; elle ne bénéficie plus de la communion avec ces langues. (Daviault, 1953b : 210)

C'est ici que le lien avec l'anglicisation de la langue se fait voir de façon évidente : une langue anglicisée peut entrer dans la catégorie de langue « corrompue » qui ne permettrait pas d'exprimer la pensée correctement et elle s'approcherait ainsi de l'« approximation ».

Si l'anglicisation est vue par Daviault comme une évolution susceptible de compromettre la qualité du français comme langue de pensée, il faut d'abord comprendre la vision de Daviault du contexte dans lequel se produit cette évolution et auprès de qui. Le locuteur est responsable de la qualité de sa langue, selon Daviault. Il condamne la « paresse intellectuelle » des Canadiens français car elle peut nuire à la langue et à l'expression de la pensée :

Le mal vient surtout de notre paresse intellectuelle : on ne se donne pas la peine de vérifier la correction de son vocabulaire ou de sa syntaxe. Combien peu sont capables d'un effort pour consulter le dictionnaire ou le manuel de grammaire ! Il en résulte cette seconde conséquence, plaie de notre parler et aussi de notre pensée : la pauvreté et l'imprécision du vocabulaire. (Daviault, 1931 : 9)

Le lien entre langue et pensée est ici bien clair : la paresse qui fait qu'on ne se soucie pas de sa langue se reflète dans la pensée par un vocabulaire imprécis. Selon lui, c'est en grande partie cette paresse et cette ignorance qu'il faut combattre, car c'est de cette façon que la langue devient anglicisée au sein d'un pays bilingue comme le Canada :

Et l'on songe au mot terrible de Remy de Gourmont : « La connaissance d'une langue étrangère est en général un danger grave pour la pureté de l'élocution et peut-être aussi pour la pureté de la pensée. Les peuples bilingues sont presque toujours des peuples inférieurs ». Gourmont exagère. Peut-on dire que les Suisses et les Belges sont des peuples inférieurs ? Quant au reste, le passage s'inspire de la plus stricte réalité. Connaître deux langues, on l'a répété à satiété, est un avantage précieux. Mais on a moins insisté sur les dangers de la cohabitation dans un même cerveau de deux moyens d'expression. L'esprit est naturellement paresseux. Il ne consent pas souvent à monter la garde à la frontière qui doit séparer les deux groupes linguistiques. Il y a empiètement sur le territoire de l'un et de l'autre ; les vocabulaires se confondent et aussi les idées. D'où imprécision dans le langage et, conséquemment, dans la pensée. Ne l'oublions pas : nous pensons avec des mots et la clarté de la pensée peut seule entraîner l'action efficace. (Daviault, 1938 : 433)

Dans ce passage, nous pouvons observer un point de vue partagé : tout en se portant à la défense des peuples bilingues, il met en garde contre les dangers de ce même bilinguisme qui peut facilement devenir un facteur d'anglicisation de la langue. En même temps, il prône aussi l'importance du bilinguisme, celui-ci permettant de démêler les deux vocabulaires, c'est-à-dire de maintenir distinctes les deux langues, et permettant de combattre cette ignorance de la langue française dont il accuse une partie de la population :

C'est le lieu de noter, pour éviter tout malentendu, que l'auteur de ces lignes n'est pas de ceux qui, pour défendre le français, condamnent le « bilinguisme » et dénoncent l'enseignement de l'anglais. Il croit, au contraire, que l'enseignement de l'anglais est nécessaire pour diverses raisons et, de son point de vue particulier, précisément pour assurer la pureté du français, parce que la connaissance suffisante de l'anglais met en garde contre les mots déguisés, les « faux amis » et les traductions littérales. (Daviault, 1952b : 110)

Cette vision du bilinguisme en tant qu'outil pour protéger la langue vient s'opposer à l'idéologie de l'unilinguisme français, prônée initialement en France pendant la période d'unification de la langue qui a suivi la Révolution française, puis encore à ce jour. À la base, l'unilinguisme était un outil servant le nationalisme français qui voulait unifier la France (linguistiquement, socialement et politiquement) en soutenant l'idée qu'une nation doit avoir une seule langue. Au Québec, où l'idéal de l'unilinguisme existe aussi, il se développe vers la fin des années cinquante avec la vague nationaliste qui prépare la

Révolution tranquille (Larose, 2004b : 180). Cet unilinguisme a pour but principal de renforcer l'identité québécoise et de protéger le français du bilinguisme prôné jusque-là par les instances fédérales, et parfois présent au sein du gouvernement du Québec, qui n'avantageait pas réellement le français. Larose affirme que l'unilinguisme au Québec se construit « pour affirmer l'unité et la différence d'une langue par rapport à une autre. » (Larose, 2004b : 179, note 6). Larose soutient que pendant des décennies, le Canada français a voulu respecter le bilinguisme proposé dans le projet initial du Canada, mais ce bilinguisme « véritable » n'a jamais vraiment été mis en action (Larose, 2004b : 182). Nous croyons que Daviault fait partie de l'élite intellectuelle à laquelle fait référence Larose, qui réclamait ce bilinguisme, dans son cas, pour des motivations plutôt linguistiques que sociales : si les personnes qui sont en contact avec les deux langues les maîtrisent bien, il y aura moins d'influence de l'une sur l'autre. Ainsi, dans cette position de Daviault devant le bilinguisme, on peut plutôt déceler deux attitudes différentes envers deux formes de bilinguisme différentes : il prône l'importance du bilinguisme individuel, de qualité, afin de protéger la langue du bilinguisme collectif. Donc si les locuteurs possèdent une bonne maîtrise de chacune des langues, ils peuvent se prémunir contre les anglicismes, dont plusieurs sont le résultat des traductions de mauvaise qualité qui circulent au pays.

Tout en gardant en tête que dans l'article « Langue et pensée » (1953b) Daviault ne fait pas de référence concrète à l'influence de l'anglais sur le français, ni à l'anglicisation de la langue française au Canada, il y a plusieurs liens qui peuvent être faits entre sa vision du lien entre la langue et la pensée, puis l'anglicisation de la langue française au Canada. Dans le contexte bilingue d'Ottawa dans lequel évolue Daviault au cours de sa carrière, cette réflexion sur les liens entre langue et pensée est essentielle, car elle lui permet de mesurer les effets que peut avoir l'anglais sur le français au Canada, et donc sur la culture canadienne-française, et ainsi pouvoir établir des limites et proposer des remèdes. Nous avons vu que pour Daviault l'anglicisme ne doit pas se retrouver dans la « langue de culture » : c'est à partir de sa réflexion sur la pensée qu'il arrive à cette conclusion. En effet, Daviault voit une importance encore plus grande dans ce lien entre langue et pensée

lorsqu'il s'agit de langue écrite, car il considère que l'écriture joue un rôle clé dans l'expression de la pensée et dans le rapport au monde en général :

Ne sait-on pas qu'il [le langage] a souvent pour but, non pas d'établir un rapport avec les êtres extérieurs, mais de permettre à celui qui parle de saisir sa propre pensée ? Il en est ainsi, surtout, du langage écrit. C'est ce que cherche avant tout un écrivain digne de ce nom. (Daviault, 1953b : 207)

C'est pourquoi la langue de culture, celle qui devrait être employée dans la littérature, peut se permettre moins de flexibilité que la langue parlée : une moins grande précision dans la langue mène à moins de précision dans l'expression de la pensée et donc dans le propos de celui qui écrit. Donc, si un auteur emploie des anglicismes, ces derniers se refléteront dans sa pensée et dans celle de ses lecteurs qui assimilent ces anglicismes à leur vocabulaire. Nous avons vu que Daviault conclut l'article en disant qu'une évolution d'une langue dans une direction non souhaitée peut enlever à cette langue le statut de langue « complète » et de culture qui permet d'exprimer les nuances aisément. L'influence délétère de l'anglais peut assurément être considérée comme un élément qui modifie la langue de façon non souhaitable. L'influence de l'anglais n'a pas sa place dans le français langue de culture. Mais encore, dans la langue employée au quotidien, une trop grande présence de l'anglais en raison d'une société anglicisée se traduirait par une présence de l'anglais dans la pensée même des Canadiens français. Or les idées exposées dans l'article « Langue et pensée » (1953b), que nous venons de citer, permettent de mieux comprendre le raisonnement derrière l'affirmation que fait Daviault dans l'article « Le “canadien-français” » (1948), où il dit que si la langue est anglicisée, la pensée le sera aussi :

Le langage qui se parle en certains milieux fortement touchés par l'influence de l'anglais, – et qui s'écrit parfois, – ce langage ne saurait invoquer aucune circonstance atténuante. Il est laid, il est horrible. Mais il ne blesse pas seulement le sens esthétique. Magma informe où se confondent deux langues également maltraitées l'une et l'autre, il détruit toute précision dans l'expression et aussi dans la pensée, parce que, – n'en déplaise à certains philosophes, – on pense par des mots. Comment aurait-on une pensée nette, quand le vocabulaire et la syntaxe, à la fois forme et instrument de cette pensée, n'ont aucune netteté, ne correspondent à aucune règle, ne se rattachent à aucune langue connue ? Le mal atteint un tel point, qu'on songe parfois à la nécessité de tout abandonner, de passer corps et biens de l'autre « bord ». (Daviault, 1948 : 105)

Nous comprenons donc que ses préoccupations dépassent ainsi les simples questions esthétiques, comme cela pourrait sembler à la simple lecture de cet extrait. L'« autre bord », c'est la langue anglaise et donc, pour Daviault, les Canadiens français songeraient parfois à parler tout simplement en anglais, tellement le français en est influencé. Mais ce choix en serait un collectif qui voudrait dire que les francophones, fortement minoritaires dans le Canada (en 1941, 29 % de la population du Canada était de langue maternelle française, et il s'agit du plus haut pourcentage entre 1901 et 2016²³), auraient cédé sous la pression de l'anglais.

Pour conclure cette section sur les liens entre langue et pensée, nous mettons en évidence un article postérieur à « Langue et pensée » dans lequel Daviault aborde brièvement cette question. Dans ce texte, il considère que la pensée peut devenir « traduction » lorsque la langue que l'on utilise est trop influencée par une autre langue :

On n'emploie pas habituellement un mode de parler ou d'écrire sans que le mode de penser s'en ressente. Nous en sommes au point que nous ne pensons plus français ni anglais, nous pensons traduction. (Daviault, 1957d : 19)

Nous examinerons maintenant la façon dont la traduction est une voie d'anglicisation de la langue selon Daviault.

2 Rôle de la traduction dans l'anglicisation du français au Canada

Comme nous l'avons présenté dans la problématique de ce mémoire, Daviault considère qu'au Canada, les questions de langue se réfèrent avant tout à la traduction :

Il suit de là, du point de vue linguistique, que le français au Canada évolue moins par le jeu de forces internes que par suite de pressions s'exerçant de l'extérieur. En conséquence, si l'on excepte le parler populaire traditionnel, les faits de langue sont avant tout, au Canada français, des questions de traduction. (Daviault, 1957d : 19)

²³ <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-630-x/11-630-x2018001-fra.htm>

Il reconnaît qu'au Canada, la traduction est devenue un mal nécessaire en raison du bilinguisme « officiel »²⁴, qui impose que de nombreux documents officiels soient traduits, mais aussi du bilinguisme social. Celui-ci fait qu'on emploie les deux langues officielles dans tous les aspects de la vie au Canada français, pas seulement dans la vie professionnelle, politique ou économique, mais aussi dans la vie quotidienne :

Dans toutes les sphères de l'activité canadienne, il est devenu nécessaire de recourir à la traduction, même pour alimenter la conversation courante, puisque les deux langues officielles de notre pays s'emploient partout. (Daviault, 1931 : 8)

Ce constat l'amène à considérer le lieu qu'occupe la traduction dans la société canadienne-française : son étendue et la façon dont elle influence la langue française. Ainsi, au Canada français, les Canadiens français seraient plongés continuellement dans la traduction :

Les manifestations de l'esprit au Canada se produisent à l'ordinaire dans l'ambiance de la traduction. La pâture intellectuelle du Canadien moyen est faite, pour une très large part, de traduction. Nos journaux reçoivent les dépêches d'agences en anglais ; en anglais aussi, le texte des annonces. Nos postes de T. S. F. [postes récepteurs de radio, abréviation de télégraphie sans fil] nous serinent de la traduction à la journée. Orateurs politiques ou sacrés, professeurs, érudits, chercheurs, commerçants ou industriels, avocats ou ouvriers spécialisés, médecins ou ingénieurs, tous, partout et toujours, nous nous servons de textes anglais que nous traduisons ou qu'on traduit à notre intention. La traduction s'infiltré partout, commande chaque geste de notre vie. Il n'est pas jusqu'à la ménagère qui ne commande une boîte de conserve dont elle a lu la description dans une réclame traduite ; il n'est pas jusqu'au moribond qui ne prononce dans un souffle le nom de remèdes que lui apprend une traduction. Voilà la grande influence qui agit sur notre langage, combien plus efficace que celle du livre ou de la revue en un pays où le livre ne se vend pas, où les revues dignes d'être lues atteignent rarement le millier de lecteurs. La langue sera par conséquent, dans une large mesure, ce que sera la traduction. (Daviault, 1944b : 67)

Daviault observe ainsi que la traduction se trouve partout dans le quotidien des Canadiens français. Prenons le temps de signaler que même s'il parle du « Canada » dans la citation précédente, c'est bien du Canada français qu'il s'agit. Or le problème pour Daviault ne se trouve pas dans le recours obligatoire à la traduction en tant que tel – il est après tout lui-même traducteur – mais plutôt dans le fait que la plupart des traductions publiées au

²⁴ Daviault parle en effet de *langues officielles*, comme nous le voyons dans la citation qui suit. Si la Loi sur les langues officielles n'est adoptée qu'après la mort de Daviault, en 1969, la plupart des documents issus du gouvernement fédéral ainsi que les débats parlementaires étaient traduits à ce moment-là (Delisle et Otis, 2016 : 178 et suiv.) et Daviault travaillait pour les services de traduction du gouvernement, on comprend alors pourquoi il se permet de parler de langues « officielles ».

Canada sont de mauvaise qualité. Ces traductions, effectuées rarement par des professionnels, contribuent en grande partie à l'anglicisation de la langue française. S'il est d'avis que la traduction est omniprésente au Canada français, Daviault signale avant tout deux sphères de la société canadienne-française où elle joue un rôle particulièrement important, la langue employée dans les médias et celle utilisée dans l'éducation.

2.1 Conséquences de la traduction dans la langue des médias

Dans « Sommes-nous asservis par la traduction ? » (Daviault, 1957d : 19), Daviault affirme : « Un fait s'impose dès l'abord. Au Canada français, la plus grande partie des textes lus sont des traductions » (Daviault, 1957d : 19). Il s'agit d'une affirmation très forte. Toutefois, il poursuit :

Il faut entendre par là que le lecteur moyen – celui qui borne ses préoccupations intellectuelles à la lecture du journal quotidien et des revues de délassement ou aux émissions de la radio sonore et visuelle, – ne lit guère que des textes traduits. (Daviault, 1957d : 19)

Ainsi, Daviault constate surtout l'influence qu'a la traduction sur la langue écrite utilisée dans les médias. En effet, la présence de l'anglais se fait particulièrement sentir dans les articles journalistiques et les publicités :

Le mal vient de la traduction, qui joue un rôle capital en notre pays ; car ce ne sont pas seulement tous les documents officiels qui sont traduits, mais encore les dépêches des agences de presse, les textes publicitaires, des documents de toutes sortes. (Daviault, 1955b : 123)

Il considère qu'une grande partie des textes diffusés dans les médias sont des traductions de mauvaise qualité qui contiennent des anglicismes :

Nos journaux reçoivent les dépêches d'agences en anglais ou traduites de l'anglais : en anglais aussi ou en traduction les communiqués officiels et les textes publicitaires. Les revues spécialisées n'offrent guère que de la traduction, non moins que les « magazines » ou les revues de pseudo culture. La publicité qui s'étale sur nos rues ou sur nos écrans de télévision, qui encombre nos boîtes à lettres, qui glapit à la radio, traduction encore dans une très large proportion. À la télévision, on donne même aux annonces un nom baroque, calqué sur l'anglais : « les commerciaux ».

[...]

La traduction a saboté le vocabulaire. Nous devons tenir compte des emprunts indispensables que nécessitaient nos institutions politiques et notre code pénal, qui sont britanniques, ou, encore, des circonstances particulières de notre vie en Amérique²⁵. Mais il y a les emprunts qui déplacent inutilement des vocables indigènes. Or ce sont les traducteurs²⁶ qui créent la plupart des anglicismes dont notre langue est infestée. (Daviault, 1957d : 19)

Le principal problème de l'anglicisation de la langue des médias est qu'il s'agit d'un vecteur de diffusion rapide des anglicismes. En effet, la plupart de la population consomme ce genre de production écrite plutôt que des œuvres littéraires, ou même, certaines sections moins bien rédigées plutôt que des sections plus sérieuses dans ces mêmes médias :

Je prends ces extraits [des textes dans lesquels il vient de critiquer des faux amis] dans un journal dont la page de rédaction est écrite avec soin. Or, la masse ne lit pas la page de rédaction, mais seulement les nouvelles et les annonces. (Daviault, 1938 : 432)

Il faut reconnaître ici que cette conclusion entretient un préjugé envers la « masse » : la population canadienne-française adopte rapidement les anglicismes qu'elle lit dans les nouvelles et annonces traduites. Nous voyons ici comment se répercute dans sa vision la « paresse intellectuelle » qu'il dénonce chez les Canadiens français. D'ailleurs, tout en considérant que la traduction est une grande porte d'entrée des anglicismes dans la langue, Daviault observe aussi d'autres moyens d'anglicisation qui sont, la plupart, des conséquences de la traduction. Dans la langue des médias, il attribue l'origine des emprunts à la mauvaise traduction, mais il considère qu'une partie importante de leur diffusion est la faute des présentateurs francophones et journalistes qui emploient ces emprunts dans des contextes de français non traduit :

Des anglicismes s'implantent chez nous, qu'il est pour ainsi dire impossible de déraciner parce que la masse les croit à jamais consacrés par ceux qui font profession de l'éclairer. Journalistes ou rédacteurs de publicité, orateurs politiques ou sacrés négligent de surveiller la transposition des termes anglais qui leur viennent à l'esprit. Ils émaillent leurs textes de mots anglais à peine francisés, qui prennent ensuite racine dans notre langue. C'est ainsi que le parler canadien-français souffre moins de l'incorrection du langage populaire que du pédantisme des demi-lettrés (ou demi-

²⁵ Nous voyons ici que l'emprunt à l'anglais n'est pas toujours condamné par Daviault. Cet aspect sera développé dans le troisième chapitre.

²⁶ Au sujet de la responsabilité des traducteurs dans le processus d'anglicisation, voir la section 3 de ce chapitre.

illettrés) qui tiennent à calquer leur phrase sur l'anglais mal compris et mal digéré.
(Daviault, 1931 : 8)

Cette accusation apporte une nuance importante dans la vision de Daviault : outre les traductions et l'ignorance de la « masse » qui écoute ou lit les nouvelles sans se poser de questions, il soulève ici un autre facteur d'anglicisation, soit la paresse et le pédantisme de ceux qui sont supposés faire figure d'autorité en termes de langue. Ainsi, il ne s'agit pas d'une influence directe de la traduction dans la langue, mais plutôt d'une conséquence des mauvaises traductions qui se répandent. Il considère que cette conséquence de la traduction est tellement répandue qu'on trouve des anglicismes même chez ceux qui ne parlent pas anglais :

La langue de la majorité de nos écrivains ou de nos journalistes est pauvre, incolore, souvent incorrecte. Elle souffre, à des degrés divers, des maux qui affligent la langue parlée. L'ambiance est telle que, même chez ceux qui ignorent l'anglais, la déformation dans le sens de l'anglicisme se fait sentir. La langue écrite, il faudrait l'étudier dans les journaux ou à la radio.

On relèverait des phrases de cette farine :

« On suivra la même procédure que l'an dernier à *une exception*... *Le champ* du commerce extérieur... [...] » (Daviault, 1951b : 36)

Comme pour plusieurs de ses réflexions, Daviault amène aussi un point positif :

Une mise en garde s'impose. Il ne faudrait pas conclure de cette accumulation de fautes (du reste, authentiques), réalisée aux fins du raisonnement, que la majorité des textes publiés au Canada sont écrits uniformément en une langue aussi incorrecte. D'autre part, loin de dégénérer, le français écrit au Canada s'améliore sans cesse, bien que de façon insuffisante.
(Daviault, 1951b : 37)

2.2 Conséquences de la traduction dans l'enseignement

Daviault considère que pour garder bien distincts l'anglais et le français, dans le contexte canadien, et éviter l'influence de l'anglais sur le français, il faut d'abord avoir une bonne éducation en français. Or il observe que l'anglicisation de la langue et de la pensée passe de plus en plus par l'enseignement. En effet, selon lui, la langue employée dans l'enseignement est anglicisée, car on enseigne à l'aide de manuels traduits de l'anglais vers le français ou carrément rédigés en anglais :

Au point de vue de la langue, le mal est d'autant plus grand que la spécialisation, on la puise dans les manuels américains surtout depuis la guerre, qui a tari la source française, et, la grande spécialisation, aux États-Unis ou en Angleterre. Non seulement les manuels de langue anglaise forment le fondement de l'enseignement, mais les professeurs ne dirigent guère les élèves que vers la documentation de langue anglaise. (Daviault, 1957a : 19)

Cette citation laisse entendre que non seulement la langue qu'on enseigne est anglicisée ou s'anglicise pendant le processus d'apprentissage en raison des lectures en anglais, mais aussi qu'on transmet et perpétue une culture anglicisée et américanisée à travers l'enseignement. Elle est alors adoptée par défaut par les jeunes élèves à qui on ne présente pas d'autre option. Comme on adopte les manuels américains et la méthode d'enseignement américaine (à propos de laquelle il ne donne pas de précision), l'enseignement ne se fait plus selon la méthode française classique. Cette anglicisation de la méthode d'enseignement a atteint l'enseignement même de la langue française selon lui, et ce, dès les débuts de l'apprentissage :

Trop de manuels scolaires mis entre les mains des enfants sont écrits en une langue qui est un pastiche de l'anglais, quand il ne s'agit pas purement et simplement de traductions littérales. [...] Le plus inquiétant, c'est que les manuels de grammaire française, – de grammaire française ! – n'échappent pas à la contagion. [...] Par une étrange aberration, les auteurs de certaines de nos « grammaires » ont résolu de se détacher de la souche d'origine. Finis les textes de bons auteurs français à analyser ; finies les citations des grands écrivains de France. On ne donne plus en pâture aux écoliers que des phrases composées pour la circonstance par les auteurs des manuels et quelles phrases innommables ! (Daviault, 1957a : 22)

La traduction envahit de plus en plus le domaine de l'enseignement primaire où, non seulement on adopte les méthodes américaines même pour enseigner la grammaire française, mais où l'on se borne souvent à traduire ou adapter plus ou moins les manuels américains. (Daviault, 1957d : 19)

Le fait que Daviault considère qu'on enseigne la grammaire française par des méthodes anglaises provoque assurément des inquiétudes pour l'avenir du français. C'est, en effet, une méthode qu'on peut qualifier pour le moins de contre-productive si le but est d'éviter l'influence de l'anglais dans la langue. Selon lui, cette tendance à traduire des manuels américains plutôt que d'utiliser des manuels français est une conséquence de la Seconde Guerre mondiale ; le Canada étant coupé de la France durant les années de guerre, les écoles se sont tournées vers les ressources américaines :

L'emprise de la traduction (de l'anglais, devrait-on peut-être écrire avec plus de justesse) s'accroît fortement depuis la seconde Grande Guerre. Elle règne maintenant dans le domaine de l'enseignement. Il s'est produit ce phénomène que, coupées de la source française, nos grandes écoles ont adopté, au cours de la guerre, des manuels américains. (Daviault, 1957d : 19)

Daviault rappelle, dans cette citation, que l'élément nuisible n'est pas la traduction en tant que tel, mais l'anglais qui se glisse à travers celle-ci. L'anglicisation de la langue se fait aussi à travers les études supérieures. Au-delà de la langue, Daviault déplore la perte d'intérêt au Canada français pour les études dans le domaine du français et des sciences sociales en général :

Les études de langue ont, de façon générale, régressé au Canada français. À la suite surtout des prédications d'Édouard Montpetit, — qui ne prévoyait pas un tel résultat quand il clamait à tout vent : — « Spécialisez-vous », — nos institutions d'enseignement ont accentué le côté scientifique de leurs programmes aux dépens des lettres. Nous, qui dirigeons les services de traductions à Ottawa, le savons bien : notre recrutement devient à peu près impossible : chaque année, sur deux cents candidats qui se présentent au concours (tous au moins bacheliers), c'est à peine si une couple réussissent à franchir le cap. (Daviault, 1952b : 113-114)

En effet, il constate que ceux qui souhaitent se spécialiser dans les domaines des sciences sociales le font surtout dans des universités étrangères de langue anglaise :

Les jeunes gens qui veulent pousser leurs études sociales, économiques ou politiques, au-delà de la licence [*sic*] ès sciences sociales ou en droit, dans la proportion de sept sur huit puis-je dire, demandent à poursuivre ces études à la London School of Economics. [...] À cause de quelle influence je n'ai pas à me le demander. Auparavant, on songeait plutôt à Harvard. (Daviault, 1957a : 19)

On comprend que ce sont ces mêmes spécialistes-là, formés en anglais, qui reviennent ensuite enseigner au Canada en français. Daviault considère que tous ces éléments mènent vers une façon de réfléchir qui est anglicisée et américanisée :

Mais ne voit-on pas que cette formation américaine ou anglaise, — de langue anglaise en tout cas, — ne prédispose guère nos grands spécialistes de ces matières, d'abord à penser en français, puis à s'exprimer en bon français. Pétri de pensée anglaise, comment ne chercherait-on à retrouver, en français, le vocabulaire auquel on est habitué ? ! (Daviault, 1957a : 20)

L'entièreté de la façon de penser des Canadiens français serait donc en train de s'angliciser dès le début de l'apprentissage de la langue. C'est ici qu'on voit comment la réflexion que Daviault pose sur les liens étroits qui existent entre la langue et la pensée façonne sa conception de l'anglicisation de la langue française au Canada. Ce n'est pas simplement une question de qualité de la langue ou de valeurs plutôt esthétiques associées à la langue, il serait inquiet pour l'avenir de la culture des Canadiens français.

Nonobstant, Daviault entrevoit la possibilité d'un avenir positif pour la langue écrite et parlée au Canada français :

Quant à la langue couramment écrite (je ne parle pas de celle de quelques bons écrivains ou journalistes), elle subit les mêmes influences, surtout par l'intermédiaire de la traduction. Question très grave que celle de l'anglicisation de la langue canadienne, mais elle n'est pas notre propos, ici. Notons seulement, quitte à y revenir, que cette langue anglicisée et d'origine assez récente ne représente qu'un état transitoire. À moins que notre nationalité n'ait perdu toute vitalité, elle ne se contentera pas toujours de ce moyen d'expression si peu organisé. Il y aura réaction dans le sens du français, ou bien nous nous fondrons dans le grand tout anglo-saxon de l'Amérique du Nord. Voilà l'alternative. (Daviault, 1951c : 13)

Il y a donc des façons de travailler pour redresser l'état de la langue française au Canada et ainsi diminuer l'influence de l'anglais. Nous savons maintenant que Daviault avait vu juste, car un peu plus d'une dizaine d'années plus tard, il y a eu une « réaction dans le sens du français » : nous pouvons penser à la mise sur pied de l'Office de la lanfue française et ses campagnes de francisation ainsi que les différentes politiques linguistiques adoptées par le gouvernement. Daviault a lui-même proposé des solutions en ce sens, qui seront abordées dans la dernière partie de ce chapitre, mais d'abord nous étudierons le rôle que les traducteurs ont à jouer dans cet enjeu et dans ces solutions. Il est cependant intéressant ici de remarquer que la tendance de Daviault, observée dans cette section, à faire peser sur les traducteurs la responsabilité de l'anglicisation de la langue ne lui est pas propre. Il s'agit de sa façon de perpétuer une vision très négative de la traduction qui exsiste dans le monde occidental depuis la Renaissance. Ce type de discours génère une fausse image du traducteur qui est dépeint comme un traître et la traduction comme une copie, forcément de moins qualité, de l'original (Mangerel, 2013). Nous verrons dans la prochaine section que tout en entretenant cette vision négative de la traduction, Daviault voit aussi en eux une partie de la solution à l'anglicisation de la langue.

3 Rôle du traducteur dans l'anglicisation et dans la lutte contre celle-ci

3.1 Rôle du traducteur dans la qualité des traductions

Nous avons jusqu'à maintenant dépeint un portrait plutôt négatif de la vision que Daviault a de la traduction au Canada. Nous apportons ici une nuance très importante, qui vient compléter ce portrait-là. Il s'agit du rôle que joue le traducteur dans le processus de traduction, bien sûr, mais aussi d'anglicisation de la langue : comme la traduction est présente partout au Canada français, il faut s'assurer qu'elle soit de bonne qualité pour limiter ses effets pervers. Daviault attribue un rôle bien particulier aux traducteurs du Canada. Il les tient responsables, comme nous l'avons dit, de l'intégration de nombreux anglicismes dans la langue :

Le résultat ultime de la mauvaise traduction peut être extrêmement grave, parce que son résultat immédiat est de corrompre la langue. Ce sont les traducteurs, professionnels ou d'occasion, qui créent la plupart des anglicismes dont notre langue est infestée. (Daviault, 1938 : 431)

Il leur attribue aussi un rôle de gardiens de la langue et de diffuseurs du savoir. C'est grâce à eux si le peuple canadien-français a accès à de nombreux contenus culturels qui ne se produisent pas en français, en plus des nombreuses publications nécessaires au quotidien. La traduction est utile et nécessaire au fonctionnement de la société :

La traduction, peut-on conclure, est l'un des instruments les plus utiles au service de la civilisation et du progrès. N'exagérons rien. Traduction n'est pas création. On ne saurait égaler le rôle du traducteur à celui du novateur, pas plus qu'en musique on ne compare l'effort de l'interprète à celui du compositeur. Toutefois, intermédiaire ou véhicule nécessaire, la traduction suscite des œuvres, excite le génie créateur. (Daviault, 1944a : 22)

Il met aussi l'accent sur le rôle essentiel qu'a joué la traduction à travers l'histoire, que ce soit dans l'évolution des civilisations ou encore dans la diffusion de la religion, de la littérature, de la philosophie, et même dans l'enseignement de façon globale :

[C]haque grand mouvement de pensée a employé la traduction comme l'une de ses armes les plus efficaces, quand il n'a pas eu la traduction pour cause déterminante. [...]

La traduction a une utilité aussi grande du point de vue individuel, constituant un excellent moyen de formation personnelle. Elle entre dans toute éducation un peu complète. Qu'est-ce en effet que la méthode de la version ou du thème, sinon de la traduction ? On n'a jamais trouvé de meilleur mode d'enseignement des humanités. Qu'est-ce à dire ? L'enseignement

des langues, surtout des langues mortes, est tenu dans les écoles surtout pour un moyen de formation. C'est une gymnastique qui assouplit l'esprit et le prépare, d'abord à s'appliquer avec facilité à d'autres études, puis à penser avec clarté. Toute traduction est un exercice d'assouplissement. (Daviault, 1944a : 23)

L'importance du rôle des traducteurs revient souvent dans le discours de Daviault. Sa vision de ce rôle constitue un élément central de sa réflexion sur la langue, la pensée et l'anglicisme : « Il faut comprendre quelle responsabilité retombe sur les traducteurs : ils enseignent à toute une nationalité à désigner les notions nouvelles et même les autres » (Daviault, 1951b : 39).

Lorsqu'on observe cette vision très positive de la traduction, il y a lieu de se demander pourquoi Daviault a écrit autant d'articles où il condamne fortement la traduction et les traducteurs. Il s'agit en fait d'une tension : il considère que la traduction a un rôle important, tant qu'elle est bien effectuée et qu'elle reste dans ses fonctions de transmission de connaissances d'une langue à une autre. Ce qu'il condamne, c'est plutôt le peu d'importance qu'on accorde à la traduction et la façon dont celle-ci est pauvrement exécutée la plupart du temps. En effet, comme il considère que la traduction est un mal nécessaire au Canada, il déplore que la traduction n'y soit pas prise au sérieux :

La plus grande mésaventure qui soit arrivée à la langue française au Canada, c'est qu'on n'y a jamais distingué nettement le rôle de la traduction, qu'on n'en a pas compris les difficultés, qu'on ne s'est pas pénétré de la nécessité d'en confier l'exécution à des gens vraiment préparés. On pensait, on pense encore, que la traduction est un exercice très simple demandant tout au plus l'aide d'un dictionnaire. (Daviault, 1938 : 434 ; voir aussi Daviault, 1951b : 38)

Ainsi, selon Daviault, la plupart des traductions au Canada sont faites par des traducteurs sans expérience ou par des gens qui s'improvisent professionnels dans le domaine, alors qu'ils ne le sont pas :

Parce qu'ils savaient deux mots d'anglais en plus de leur mauvais français, des gens s'instituaient traducteurs. C'est de là que sont venues les fausses traditions de notre parler. (Daviault, 1938 : 434 ; voir aussi Daviault, 1951b : 38)

Il observe, néanmoins, une certaine évolution au cours de sa carrière en ce qui a trait à la qualité des traductions. En effet, en 1957, dans un article publié dans *Le Devoir*, il reconnaît qu'il y a plus de traducteurs de qualité qu'auparavant, probablement en raison de la formation qui existe à ce moment-là depuis vingt ans, mais il continue à croire que la plupart ne possèdent pas les compétences nécessaires :

Convenons également que nous comptons parmi nous des traducteurs plus avertis que ceux d'autrefois. Par malheur, ils ne produisent qu'une assez faible partie de nos traductions, officielles ou commerciales. À Ottawa, [...] des gens absolument incompetents (voire des dactylos ou des garçons de bureau), sous prétexte qu'ils sont « bilingues », se voient confier de nombreux textes à traduire. Le public n'en sait rien, la réputation des bons traducteurs en souffre et la langue française en subit des accrocs. (Daviault, 1957d : 19)

Toutefois, il ne responsabilise pas seulement les traducteurs pour leur manque de compétences ou de formation, mais aussi les personnes responsables d'engager des traducteurs, qui ne se donnent pas la peine de recruter des gens compétents pour la tâche :

Est-il nécessaire de signaler que la traduction n'est pas toujours confiée à des experts ? Confondant vocabulaires et syntaxes, les traducteurs peu préparés à ce travail créent une langue très spéciale, la « langue de traduction ». (Daviault, 1955b : 123)

Nous savons qu'il avait en effet raison sur ce point. L'enjeu des employés de bureau ou sténographes peu formés qui devaient effectuer des tâches de traduction, qu'il situe ici à Ottawa, en était aussi un à Montréal. La Société des traducteurs de Montréal a été créée initialement dans le but de venir en aide aux gens qui ont des postes qui les amènent à traduire sans avoir de formation ni de ressources (Delisle, 1990). Delisle explique que jusqu'en 1940, la traduction est une profession inexistante dans la métropole (Delisle, 1990 : 8). Nous verrons dans la prochaine section que, grâce à Daviault, la profession de traducteur a commencé à s'organiser un peu plus tôt dans la capitale fédérale qu'à Montréal.

En outre, Daviault met la faute sur les patrons parce qu'ils imposent aux traducteurs, selon lui, certains anglicismes. Ces emprunts ont parfois déjà été adoptés dans le vocabulaire courant du milieu concerné et les traducteurs n'ont donc pas le choix de les utiliser :

D'autre part, puis-je me permettre de révéler que, s'il se glisse bien des anglicismes dans les traductions sorties des services officiels d'Ottawa, la faute n'en doit pas toujours être

imputée aux traducteurs. Au contraire, ces anglicismes leur sont, bien souvent, imposés, non pas par des gens de langue anglaise, mais par des fonctionnaires de langue française. (Daviault, 1952b :113)

Il pense également que parfois les bons traducteurs choisiraient volontairement d'employer des emprunts :

Revenons aux exemples que je vous ai cités : aviseur légal, sous-officier rapporteur, les mérites d'une cause. Ces termes fautifs sont si bien ancrés dans nos mœurs que les traducteurs consciencieux n'osent parfois employer les expressions justes, crainte [sic] de n'être pas compris. (Daviault, 1938 : 434)

Il s'agit d'un exemple éclairant de la tension qu'il peut y avoir entre différentes normes : les traducteurs choisiraient de prioriser la compréhension du message, par l'utilisation de certains anglicismes bien connus du lecteur, plutôt que de respecter les règles du français écrit qui refusent ces anglicismes. Dans une perspective linguistique, nous savons que lorsqu'un milieu professionnel adopte un anglicisme dans son vocabulaire courant, au point où même les traducteurs et réviseurs acceptent de tels mots dans leurs textes, ce n'est plus une erreur, mais bien un signe du fait que l'emprunt a été intégré dans l'usage du français, ou du moins, dans ce domaine de spécialisation. Toutefois, Daviault avait une autre vision des choses et considérait que ce genre de phénomène faisait seulement contribuer à l'anglicisation de la langue des lecteurs.

Enfin, même si Daviault considère que la traduction et les traducteurs sont les responsables de la présence de nombreux anglicismes dans la langue et de l'anglicisation de la langue et de la pensée des Canadiens français, il reconnaît aussi le rôle important qu'ils ont à jouer dans la protection de la langue française parlée et écrite au Canada. C'est justement en raison de leur rôle qu'il est aussi sévère à leur endroit et c'est pourquoi il dédie une partie importante de sa carrière à la valorisation de la profession de traducteur au Canada, ce sur quoi porte la prochaine section.

3.2 *Solution proposée : une formation pour les traducteurs*

Nous avons vu plus tôt que Daviault n'a pas perdu tout espoir quant à l'avenir de la langue française au Canada, mais qu'il entrevoit aussi la possibilité d'un avenir tout anglophone pour le Canada. Il considère que l'état d'anglicisation qu'il constate n'est que transitoire : soit la qualité des traductions s'améliorera et la qualité du français ira de mieux en mieux, soit, les Canadiens français adopteront l'anglais comme langue définitive. Pour lui, le Canada français est en quelque sorte à la croisée des chemins :

Reconnaissons l'importance de la traduction, du point de vue linguistique. Voyons-y la source du plus grand danger que court notre langue ; mais songeons qu'elle pourrait servir à enseigner cette langue. Quand nous en serons convaincus, nous trouverons les moyens de l'améliorer. (Daviault, 1938 : 438)

Cet extrait résume très bien sa position ambivalente envers la traduction, qui rappelle sa vision sur le bilinguisme : il s'agit à la fois d'un danger ou d'une solution selon la façon dont on l'envisage (voir section 1). Daviault critique à plusieurs reprises les différentes initiatives mises en place pour éviter, ou contrer, l'anglicisation de la langue, dont les campagnes de re francisation, et critique les raccourcis qui sont pris concernant la traduction au Canada. Toutes ces critiques ne sont pas en vain : Daviault propose à son tour des moyens et des pistes de réflexion pour contrer l'anglicisation de la langue.

D'abord, il veut s'attaquer à la pensée anglicisée. Rappelons qu'il considère que la langue est anglicisée à un point tel que la pensée en écope et que ce processus d'anglicisation se déclenche tôt dans l'apprentissage de la langue. Il considère que pour contrer cette anglicisation, les campagnes de re francisation en cours au milieu du 20^e siècle ne suffisent pas, car selon lui elles ne se concentrent que sur le vocabulaire :

Il ne s'agit pas simplement de changer des mots. Il importe de transformer un mode de penser. Voilà un domaine où s'impose la re francisation. Le choix du vocabulaire, comme la tournure de la phrase, découle du fonctionnement de l'esprit. Cessons de penser à l'anglaise, pensons français et nous voudrions un vocabulaire français, une syntaxe française. Nous devons avoir cette volonté, non pas pour des raisons sentimentales, mais parce qu'il nous faut une grande langue de culture, et non pas une « petite langue », incomprise en dehors de notre petit groupe, à quoi finirait par tomber notre langage si nous continuions à multiplier les emprunts inconsidérés de mots et de tournures syntaxiques. Il nous faut une langue qui nous fasse participer à la pensée universelle et qui soit rompue aux jeux les plus subtils de l'esprit. (Daviault, 1957a : 25)

Il faut plutôt s'attaquer à la source même du problème, c'est-à-dire à la pensée elle-même et, plus spécifiquement, à l'enseignement et la traduction. Dans un article publié en prévision du troisième congrès de la langue française (1952), Daviault met l'accent sur cette idée de s'attaquer à l'anglicisation à un niveau plus profond et se désole de l'état de la langue au Canada, mais surtout du fait qu'on n'ait pas écouté ses recommandations lors du précédent congrès. D'ailleurs, il dit qu'il ne proposera pas de mesures concrètes lors du prochain congrès, car ce n'est pas cela qui est nécessaire :

La réforme du français au Canada exigerait un chambardement de fond en comble dans plusieurs domaines et, d'abord, dans celui de l'enseignement. Ce n'est pas le Congrès qui déclencherait ce mouvement. Le souvenir qu'a laissé le Congrès de 1937 n'est guère encourageant. Un exemple le démontrera. J'y avais proposé (soit dit s'il m'est permis de me mettre en cause) certaines mesures inspirées par une longue expérience : on n'y a prêté aucune attention. Continuant à me mettre en cause, j'avoue que, de nouveau cette année, j'ai accepté, mais après beaucoup d'hésitation, de participer au congrès. Je n'y vais pas pour formuler des propositions d'ordre pratique, qui seraient inutiles. Les organisateurs du Congrès ont annoncé qu'ils veulent créer un courant d'enthousiasme et de ferveur « patriotiques ». En matière linguistique, il faudrait moins de cet enthousiasme et de cette ferveur qui étendent un voile opaque sur les réalités refroidissantes ; mieux vaudrait un peu plus de science, de conscience de la situation de fait, de volonté d'agir effectivement.
(Daviault, 1952a : 47)

La principale recommandation qu'il avait faite lors du congrès de 1937 touche à l'enseignement de la traduction²⁷. Il ne s'est pas attardé à l'enseignement en général, comme il le suggère dans la citation précédente. L'article publié après le congrès de 1937, « Langue et traduction » (1938), est un article qui porte majoritairement sur l'influence de la traduction sur la langue et sur l'importance de la qualité des traductions et, par conséquent, de la formation des traducteurs :

La réponse est assez simple, en théorie. Quand on se sera bien mis dans la tête l'importance et la difficulté de la traduction, on comprendra qu'elle exige une formation spéciale et qu'il importe d'organiser cette formation. (Daviault, 1938 : 436)

²⁷ Mesure qui avait déjà été mise en place en 1936, avant le congrès, et qui continuera à exister par la suite. Il est donc difficile de comprendre à quoi exactement fait référence Daviault lorsqu'il dit qu'il n'a pas été écouté.

C'est lors de ce deuxième Congrès de la langue française, en 1937, que Daviault soulève un point important en comparant la formation pour les traducteurs à n'importe quelle autre formation universitaire :

Pourquoi ne formerait-on pas des traducteurs, comme on forme des avocats, des médecins, des ingénieurs ? Il serait puéril d'attacher de l'importance à un diplôme, et dans le domaine de la traduction plus qu'ailleurs. En tout cas, le diplôme est au moins une présomption de culture. Il ne dispensera jamais de la pratique ; mais il est une indication qui permet d'orienter le choix dans l'embauchage. Ce que je veux mettre en lumière, c'est qu'il importe d'organiser la profession de traducteur. (Daviault, 1938 : 436)

Il en profite par le fait même pour spécifier ce qu'il entend par une formation en traduction et mettre de l'avant le programme de formation en traduction dont il est responsable à l'Université d'Ottawa depuis 1936 :

La traduction s'enseigne-t-elle ? Une certaine forme d'enseignement n'est pas sans bénéfices. Le sujet est neuf ; il n'y existe ni tradition, ni méthode éprouvée. Par ailleurs, seuls [sic] peuvent en profiter les personnes qui possèdent déjà une certaine formation. Il ne s'agit pas de l'enseignement des langues, mais d'une technique, ou des règles propres à la traduction, règles qui ne sont, comme toutes les règles du langage, que la constatation ou la codification de l'usage, de particularités constatées dans l'exercice de la traduction. C'est enseigner à dissocier, à transposer les vocabulaires et les syntaxes. (Daviault, 1938 : 436-437)

En effet, dès 1936 (Delisle et Otis, 2016 : 304), Daviault met sur pied une formation universitaire pour les traducteurs à l'Université d'Ottawa :

Je songe plutôt à un enseignement méthodique. Qu'il me soit permis de citer l'exemple de l'Université d'Ottawa qui a fondé une chaire de traduction au début de la présente année académique. (Daviault, 1938 : 437)

Il est responsable de ce programme jusqu'en 1964, année de son décès. Cette formation en traduction est la toute première au Canada : Daviault a réellement fait preuve d'innovation dans ce projet visionnaire. Quelques années plus tard, en 1940, la Société des traducteurs de Montréal (STM) est fondée et elle met sur pied une formation semblable qui s'adresse uniquement à ses membres, secrétaires, sténographes, dactylos ou autres, dont le métier les amène à traduire (Delisle, 1990 : 27). Daviault était déjà conscient de ce besoin :

[L]e nombre des traducteurs qu'on peut appeler professionnels est très considérable au Canada. Sans parler de ceux de l'État, songeons à tout le monde qu'il faut employer à la traduction de la publicité, dans les journaux, les postes de T.S.F., les agences de publicité. Pensons aussi que les employés de certains bureaux, surtout les dactylos, sont souvent appelés à faire de la traduction. D'autre part, on peut poser en principe qu'un journaliste canadien-français est un traducteur. Voilà déjà une armée de traducteurs. Que valent-ils ? Comment sont-ils préparés à leur besogne, qui, nous l'avons vu, a une influence énorme sur la transformation de la langue ? (Daviault, 1938 : 435)

Il avait d'ailleurs déjà envisagé l'agrandissement de cette formation vers Québec et Montréal :

Ottawa est dans une situation exceptionnelle [pour l'enseignement de la traduction], car on y est forcément bilingue. Mais ce bilinguisme présente un danger. Si nous en avons le temps, je vous démontrerais qu'un bon traducteur doit connaître mieux la langue dans laquelle il traduit que celle de l'original. À Montréal et Québec, on compenserait les faiblesses par d'autres avantages. (Daviault, 1938 : 437).

La formation de la STM finit par se rendre à l'Université McGill, puis à l'Université de Montréal en 1943 et 1944 respectivement, plus de six ans après que l'Université d'Ottawa ait lancé sa formation universitaire en traduction (Delisle, 1990 : 52).

Nous pouvons dire que Daviault avait un regard quelque peu visionnaire dans ce domaine, mais ce besoin pressant d'avoir une formation en traduction à Ottawa s'explique aussi par la situation particulière dans laquelle se retrouvent les francophones dans la capitale du Canada ; le bilinguisme y est omniprésent et, surtout, la traduction et les services de traduction y occupent une place beaucoup plus importante qu'à Montréal à ce moment-là, entre autres, en raison du service de traduction du gouvernement fédéral. Rappelons que Daviault est traducteur pour la Chambre des communes depuis 1925 (Rivard, 2003 : 11). Daviault explique que c'est à Ottawa qu'il y a eu les premières initiatives pour protéger et perfectionner la profession de traducteur au Canada ; nommons entre autres l'Association technologique de langue française d'Ottawa, dont il a été président (Godbout, 2004 : 130). C'est donc logique pour lui que ce soit là que se donne cette formation :

Du point de vue de l'enseignement de la traduction, Ottawa se trouve dans une situation à part. Il existe en effet, dans la capitale, un groupe considérable et homogène de traducteurs professionnels : ceux de l'État. C'est à Ottawa que se sont formées les premières associations de traducteurs, ayant pour objectif moins l'intérêt matériel de leurs membres que leur perfectionnement d'ordre technique. On peut vraiment dire qu'au Canada les premiers travaux méthodiques sur des questions de traduction ont eu lieu à Ottawa, plus

précisément à l'Association technique de langue française. Il existe donc dans la capitale, et depuis longtemps, une ambiance favorable à la formation des traducteurs. (Davialt, 1957c : 152)

La formation mise sur pied par Davialt s'adresse principalement à des gens qui possèdent déjà une excellente maîtrise des deux langues, et plus spécifiquement aux candidats au poste de traducteur pour la fonction publique. Elle s'échelonne sur deux ans, se donne seulement le soir et ne mène pas à un diplôme universitaire :

Il s'agit d'un cours du soir ouvert très librement et qui ne conduit pas à un grade universitaire. Toutefois, les aspirants au baccalauréat [...] peuvent choisir la traduction à titre de sujet facultatif.

Par ailleurs, les élèves se recrutent parmi les personnes qui aspirent à un emploi de l'État ou, très souvent, parmi les jeunes traducteurs de l'État qui se préparent à subir un examen de compétence ou d'avancement. (Davialt, 1957c : 152)

Initialement, lorsque ce programme a été lancé, il portait sur la traduction de l'anglais vers le français. Au moment où l'article où Davialt en parle est publié²⁸, deux formations différentes s'offrent à Ottawa : une en anglais et une en français, selon la langue cible vers laquelle on désire traduire, comme il se fait encore aujourd'hui dans les formations universitaires en traduction :

À vrai dire, il existe deux cours bien distincts, celui de *traduction anglaise*, c'est-à-dire du français à l'anglais, et celui de *traduction française*, soit de l'anglais au français. (Davialt, 1957c : 152)

Cette formation est donnée par des traducteurs professionnels :

Ces cours ont toujours été confiés à des traducteurs d'expérience, car ils visent avant tout à procurer une formation qu'on pourrait dire pratique. On insiste donc assez peu sur la théorie de la traduction, sans toutefois la négliger entièrement. (Davialt, 1957c : 152)

Le programme est donc surtout axé sur la pratique de la traduction, mais il contient aussi un volet théorique :

La première année est consacrée à la théorie proprement dite et aux « règles » générales de la traduction. Pendant la seconde année, le professeur particularise davantage, s'attachant

²⁸ En 1957, donc plus de 20 ans après la fondation du programme de formation.

à l'examen de ce qu'on pourrait appeler, un peu arbitrairement, la syntaxe comparée du français et de l'anglais. (Davialt, 1957c : 153)

Rivard (2003) explique que le cours que donnait Davialt mettait beaucoup l'accent sur la qualité de la traduction : plusieurs leçons portaient des titres comme « Qualités d'une bonne traduction » ou « Pour obtenir une traduction parfaite » (Rivard, 2003 : 72). Cela semble bien cohérent avec l'objectif que Davialt s'était donné de former les traducteurs pour qu'il n'y ait plus d'erreurs dans les textes traduits. Dans notre corpus, nous avons seulement trouvé un extrait qui parle de traductions « efficaces » dans le cadre du cours :

[C]ette doctrine se centre sur la nécessité de produire une traduction vraiment « efficace », c'est-à-dire une transposition qui communique, au lecteur ignorant la langue de l'original, une connaissance aussi parfaite que possible d'un texte écrit en langue étrangère, dans toutes ses nuances de pensée, de ton et de style, en une rédaction qu'on pourrait croire spontanée. De cette définition, [*sic*] découlent toutes les « règles » de la traduction : fidélité absolue quant au fond, mais liberté relative quant à la forme ; respect du génie et des lois de la langue de traduction, etc. (Davialt, 1957c : 153)

Lorsqu'il présente pour la première fois ce cours, Davialt propose une réflexion plus générale sur la pratique de la traduction :

Que se propose le traducteur ? Communiquer à des lecteurs qui ignorent une certaine langue la connaissance de textes écrits en cette langue. Par conséquent, comme quiconque tient une plume, le traducteur doit écrire de façon à exposer clairement une pensée. [...]

Pour atteindre son but, la traduction doit se plier à deux règles :

1. Rendre la pensée de l'auteur avec toutes ses nuances ; 2. Avoir l'aisance d'une composition originale. La seconde découle de la première, car le lecteur ne comprendra bien le texte que si la traduction se conforme à ses habitudes de pensée.

Le respect de ces deux règles exige qu'on s'écarte de deux écueils : la liberté excessive et la littéralité. La première trahit l'auteur, la seconde le lecteur. (Davialt, 1938 : 434)

Tout comme ses ouvrages de traduction, cette formation montre comment éviter les pièges de la traduction afin de réduire le nombre d'anglicismes qui se glissent dans les traductions. Ainsi, Davialt propose de travailler à enrayer les anglicismes en amont : s'il n'y en a pas dans les traductions, il ne sera pas nécessaire de les combattre après, car ils se rendront en moins grande quantité aux lecteurs.

En plus de proposer une formation adaptée pour les traducteurs, Daviault met de l'avant le projet proposé pendant le Congrès de la langue française de 1952, celui de créer un Institut de linguistique, qui aurait pour but de franciser des termes techniques, comme il y en a en France :

[Après la guerre], les techniciens français ont eu trop tendance à adopter tel quel le vocabulaire américain [...]. Seulement, on s'est ressaisi en France. On y a formé des groupes très sérieux et très actifs pour réagir contre cette invasion : le Comité du vocabulaire scientifique, que préside le prince de Broglie à l'Académie des sciences ; le Comité d'étude des termes techniques français et le Cercle de presse Richelieu. Ces groupements nous montrent la voie du salut ; ne repoussons pas leurs invites. Par malheur, nous n'avons rien de tel chez nous ; rien d'aussi sérieux ni d'aussi agissant en tout cas. Il faudrait nous y mettre... nous mettre au travail, sans phrases et sans éloquence. À quand l'Institut de linguistique dont il avait été question en 1952, au Congrès de la langue française ? (Daviault, 1957a : 24)

Daviault devra attendre encore neuf ans avant de voir naître l'OLF qui s'attaquera à de grands chantiers terminologiques. Il avait donc le désir de combattre l'anglicisation de la langue française sur plusieurs fronts.

En ce qui a trait à l'insatisfaction de Daviault quant aux mesures proposées pour enrayer l'anglicisation, qu'il manifeste à plusieurs reprises au courant de sa carrière²⁹, elle ne s'arrête pas au fait de ne pas être écouté. Godbout met en évidence qu'à la fin de sa carrière, Daviault avait l'impression que son travail pour l'enseignement de la traduction n'avait pas été reconnu à sa juste valeur (Godbout, 2004 : 162). Ce constat s'observe aussi dans les réactions de ses collègues dans les médias au décès de Daviault (Godbout, 2004 : 162). Ces commentaires mettent en valeur la contribution de Daviault à l'étude de la langue française et de la traduction au Canada, sa carrière de traducteur et de fondateur de revue, de créateur d'ouvrages de référence, ainsi que son rôle essentiel dans l'organisation de la profession de traducteur au Canada, mais pas ses efforts déployés pour faire de l'enseignement de la traduction une discipline universitaire (Godbout, 2004 : 162). Même si Daviault semble déçu un an avant sa mort du peu de reconnaissance qu'il a reçue pour ses efforts dans cet aspect-là de sa carrière (voir Godbout, 2004 : 162), nous savons aujourd'hui que son

²⁹ Pensons au congrès de 1952 où il se plaint qu'on ne l'ait pas écouté lors du congrès précédent ou au Congrès de la refrancisation de 1957 où il déplore que l'Institut de linguistique qu'il avait proposé lors du congrès précédent, n'ait pas encore été mis sur pied, en plus de ses nombreuses critiques envers les campagnes de refrancisation.

initiative a eu des répercussions importantes. Déjà en 1960, on propose la mise sur pied d'une École de journalisme et de traduction (Delisle et Otis, 2016 : 308), mais ce projet devra attendre. En 1965, les deux universités à Ottawa (Université d'Ottawa et Carleton University) travaillent sur le projet d'une école professionnelle de traduction et d'interprétation (Delisle et Otis, 2016 : 309). Enfin, comme l'affirment Delisle et Otis :

La traduction occupe désormais une place enviable au sein des sciences humaines. On peut même affirmer qu'il existe une « école canadienne » en matière de formation de traducteurs. (Delisle et Otis, 2016 : 319)

4 Synthèse

Dans ce chapitre nous avons exploré la vision particulière de l'anglicisation de la langue au Canada qu'avait Daviault et les solutions qu'il a proposées pour contrer celle-ci. Nous avons d'abord mis en lumière la façon dont Daviault conçoit le lien entre la langue et la pensée et la façon dont celui-ci façonne sa vision de l'anglicisation. Toute transformation dans la langue se reflète dans la pensée de ses locuteurs : si la langue est anglicisée, la pensée le sera aussi. Daviault voit donc un danger pour la culture canadienne-française dans l'anglicisation de la langue.

Nous avons également vu le rôle que Daviault attribue à la traduction dans le processus d'anglicisation de la langue. Il considère qu'une grande partie des anglicismes qui se trouvent dans la langue française utilisée au Canada sont la conséquence des mauvaises traductions. Il observe particulièrement l'effet pervers de la mauvaise traduction dans la langue des médias et dans l'enseignement. Ainsi, la langue des Canadiens français commence à s'angliciser dès les débuts de l'apprentissage. Daviault est toutefois conscient que la plupart de ces mauvaises traductions qui répandent des anglicismes dans la langue ne sont pas effectuées par des professionnels, mais par des gens bilingues à qui on confie ces tâches, sans aucune préparation. Ainsi, Daviault déplore le fait que la traduction au Canada n'est pas prise au sérieux. Il considère que si le rôle de la traduction au Canada était pris plus au sérieux, la qualité des traductions s'améliorerait. C'est pourquoi il propose la mise sur pied d'un programme de formation pour les futurs traducteurs professionnels : il s'agit selon lui d'une méthode efficace pour combattre l'anglicisation de la langue et de

la pensée. Nous avons donc mis en lumière la complexité de sa vision par rapport à l'anglicisation à la langue. Si l'influence de l'anglais dans la langue l'interpelle autant, c'est parce qu'il semble avoir l'impression d'assister à ce phénomène de proche, étant lui-même traducteur, et qu'il y voit une occasion de faire avancer la condition de la langue française au Canada, particulièrement dans la région bilingue d'Ottawa.

CHAPITRE 3 – TRAITEMENT DES ANGLICISMES DANS LES CHRONIQUES

Dans ce chapitre, nous nous intéressons au traitement que Daviault réserve aux 203 emplois identifiés comme des anglicismes dans ses deux chroniques, « Parlons mieux » (n = 48) et « Propos » (n = 155). Nous avons retenu tous les emplois que Daviault attribue à l'anglais dont il affirme qu'ils sont utilisés par les Canadiens ou parfois par les Français (voir méthodologie dans le chapitre d'introduction, section 6.3.1). Ce chapitre répond à notre troisième objectif spécifique : analyser le traitement normatif accordé aux anglicismes que Daviault commente dans ses chroniques et comparer celui-ci aux principes généraux d'acceptation des anglicismes qu'il énonce dans ses articles. Nous classons les anglicismes qu'il commente selon leur nature linguistique et nous analysons l'évaluation normative qu'il en fait selon différents critères d'analyse. Nous finissons le chapitre par une mise en perspective de son discours sur les anglicismes avec sa pratique en tant que chroniqueur.

1 Anglicismes ou archaïsmes ?

Avant d'aborder le traitement des anglicismes, nous devons aborder la question des archaïsmes, bien présents dans les chroniques de Daviault. En effet, en plus des 203 emprunts identifiés, nous avons relevé 15 emplois pour lesquels Daviault est indécis sur le plan de leur origine : ce sont des emplois pour lesquels le chroniqueur n'est pas capable de trancher s'il s'agit d'un archaïsme ou d'un emprunt³⁰. Ces cas de figure seront présentés dans cette section, puis mis de côté pour le reste de l'analyse étant donné que l'origine anglaise demeure incertaine aux yeux de Daviault.

Nous entendons par archaïsmes des mots français qui sont restés dans l'usage du français au Canada, mais qui sont devenus vieillis en France, s'ils n'y sont pas carrément sortis de l'usage (Poirier, 1995 : 38). La particularité des archaïsmes est qu'un certain nombre d'entre eux ont été empruntés par l'anglais et demeurent utilisés dans cette langue. Comme ces mots ne sont plus dans l'usage français (de France), ils peuvent parfois être considérés,

³⁰ Des linguistes ont aussi abordé cette difficulté propre aux archaïsmes (voir Poirier, 1995) ; d'autres chroniqueurs tels Geoffrion, Chantal et Fréchette ont également analysé ce cas de figure (voir Remysen, 2009 : 208 et suiv.).

au Canada, comme des emprunts à l'anglais. Cette question des archaïsmes qui se confondent aux anglicismes en est une qui est souvent abordée par Daviault dans la chronique « Propos » et il en commente plusieurs cas. Daviault n'est d'ailleurs pas le seul chroniqueur à s'être intéressé à cette question ; Louis-Philippe Geoffrion, par exemple, dédie une partie importante de ses travaux à réfuter l'origine anglaise attribuée par certains de ses collègues à des emplois qu'il considérait comme étant des archaïsmes, comme *plombeur*, *grosserie*, *être consentant*, *fleur* (farine), etc. (Pellerin, 2007). Lamontagne (1996) signale quelques autres auteurs dans son corpus, tels Blain de Saint-Aubin, Oscar Dunn et Léon Lorrain, qui réfutaient l'origine anglaise attribuée à certains mots semblables à des mots anglais, mais qui étaient en réalité d'origine française (Lamontagne, 1996 : 78). Elle affirme d'ailleurs :

Il est certain que ce type d'approche et de réflexion [c'est-à-dire, le fait de vérifier si les prétendus anglicismes ont réellement une origine anglaise] n'est encore qu'à l'état embryonnaire à l'époque étudiée [1880-1930], mais il ne fait pas de doute qu'un nouveau courant de pensée commençait à naître, courant qui s'est consolidé peu à peu (notamment grâce à Daviault, 1944) et s'est donné des bases solides avec le développement de la recherche universitaire depuis les années 1970. (Lamontagne, 1996 : 080)

Ainsi, dans plusieurs de ses billets, Daviault commente des emplois qui, selon lui, sont considérés comme étant des emprunts à l'anglais par ses collègues, mais pour lesquels il ne serait pas impossible d'envisager une origine simplement française : faut-il alors considérer ces cas comme des anglicismes ou plutôt comme des archaïsmes ?

Car il y a chez nous comme ailleurs des **boulés** (et je veux dire des hommes forts, des fiers-à-bras). Voilà encore un terme dont on ne saura jamais vraiment s'il est un anglicisme. L'anglais a le terme **bully**, mais il l'a pris au vieux français. Il y a peut-être tout autant de raison de croire qu'il s'agit d'un archaïsme. (« Propos », 1960 : 141)

Dans le roman de Roger Lemelin intitulé **les Plouffe**, un personnage demande à son frère : « Comme ça, c'est vrai, Napoléon ? Tu es en amour tant que ça ». Outre la surabondance du démonstratif **ça**, caractéristique du langage populaire, on a là un beau canadianisme. **Être en amour**, c'est être amoureux. L'expression vient-elle de la vieille locution **être enamouré**, qui signifiait être épris d'amour ? Peut-être. Mais il faut songer qu'elle est la traduction littérale de l'expression anglaise **to be in love**. Il ne faudrait pas conclure à l'anglicisme dès l'abord. Il est souvent difficile de faire le départ entre archaïsme et anglicisme au Canada, d'autant plus que l'anglais est fait, pour une bonne part, d'archaïsmes français, héritage de Guillaume le conquérant.

D'autre part, **tomber en amour** signifie : devenir amoureux. Y a-t-il, là aussi, archaïsme ou anglicisme ? Difficile à dire. (« Propos », 1957 : 079)

Il souligne ici que ce n'est pas toujours facile de trancher afin de déterminer s'il s'agit d'un anglicisme ou d'un archaïsme. Cela soulève un problème quand vient le temps de se prononcer sur la recevabilité d'un mot puisque, comme nous l'avons vu dans le premier chapitre (voir section 1), les archaïsmes constituent pour lui une caractéristique positive du français parlé au Canada, mais pas nécessairement tous les anglicismes. Dans l'extrait qui suit, il explique ainsi que l'archaïsme a non seulement sa place dans le français parlé au Canada, mais qu'il est même parfois souhaitable que les Canadiens continuent à s'en servir dans le but de se « protéger » de l'anglicisme :

L'auteur³¹ canadien d'une « grammaire française », autrefois répandue dans nos « collèges classiques », formule un principe fort discutable et, à certains égards, très dangereux. « La plupart des fautes contre la langue commises par les gens de nos campagnes, écrit-il, consistent dans l'emploi d'archaïsmes ». Il range l'archaïsme parmi les locutions vicieuses, avec le néologisme, le barbarisme, le solécisme et l'anglicisme. En cela, bien qu'il écrive à l'intention de l'enseignement secondaire, il se montre primaire, au sens péjoratif de ce terme.

En thèse générale, comment peut-on dire qu'un archaïsme soit une locution vicieuse ? À quel moment un mot parfaitement correct deviendrait-il condamnable ? Qui déterminera qu'une expression doit sortir du bon usage ? Autant de questions que notre auteur ne se pose même pas. Il en est d'autres, tout aussi légitimes. Celle-ci, par exemple : quel usage est le bon ?

[...]

Ce que notre grammairien n'a pas vu, c'est que l'archaïsme est, chez nous, non seulement un phénomène pittoresque, mais, ce qui a bien plus d'importance, un des aspects (disons même : une des armes) linguistiques qui ont concouru et concourent à préserver la langue française au Canada. Cette préservation a été le résultat d'un attachement tenace aux coutumes, d'un entêtement si l'on veut, ce qu'est justement l'archaïsme. Si nos gens s'étaient laissés emporter par tous les courants nouveaux, ils auraient adopté l'anglais, surtout à l'époque où les relations n'existaient pour ainsi dire aucunement entre la France et le Canada. C'est l'enracinement dans le passé qui leur a conservé leur langue. Va-t-on leur en faire grief ?

Mais l'archaïsme n'a pas ce seul intérêt historique. De nos jours encore, c'est ce phénomène qui peut le mieux défendre l'homme du peuple contre l'anglicisme. En effet, si l'homme du peuple n'a pas une culture livresque suffisante pour le préserver contre les fautes les plus grossières de la langue, il pourra puiser dans le fond traditionnel qui le gardera des chutes plus graves. (« Propos », 1959 : 140)

³¹ Daviault ne nomme pas l'auteur en question.

Nous voyons ici à la fois la valorisation des archaïsmes et de la tradition et la valeur ajoutée que Daviault leur accorde en tant qu'outil pour préserver la langue française.

Nous avons relevé dans la chronique « Propos » 24 emplois qui sont à la limite entre l'anglicisme et l'archaïsme. Parmi ces 24 emplois, il y en a 15 pour lesquels Daviault n'arrive pas à décider s'il s'agit d'un anglicisme ou d'un archaïsme ; en voici un autre exemple :

Bot est le nom générique désignant toutes sortes d'embarcations, depuis la nacelle jusqu'à **steam-bot**, c'est-à-dire au paquebot. Ce mot s'emploie aussi dans la province de Québec, où, cependant, il désigne plus particulièrement une **chaloupe**. Il est probable qu'il nous vient de l'anglais **boat** dérivé du teutonique **bat** qui a donné au français **batel** (d'où, **batelier**), puis **bateau**. Cependant, le vieux français en avait d'abord tiré **bot** ; de sorte que cet anglicisme apparent n'est peut-être, comme tant d'autres, qu'un archaïsme. (« Propos », 1959 : 127)

Les neuf autres emplois sont des mots pour lesquels Daviault reconnaît bel et bien une origine française, mais tout en maintenant qu'il y a tout de même une influence anglaise en ce qui concerne un aspect en particulier du mot ; par exemple :

Drave, draveur et le verbe **draver** ont une origine mixte : française quant à l'étymologie et anglaise pour la prononciation. (« Propos », 1958 : 117)

Ces emplois ont donc été conservés dans le corpus : en effet, Daviault attribue clairement une influence anglaise ; dans le cas de *drave*, *draveur* et *draver*, il s'agit de la prononciation de ces mots. Nous avons relevé trois autres cas de figure semblables, ayant une influence de l'anglais confirmée par Daviault, dans la chronique « Parlons mieux ».

2 Classement des anglicismes selon leur nature linguistique

Dans cette section, nous nous intéressons aux différents types d'anglicismes commentés par Daviault dans ses chroniques.

Considérant que Daviault ne propose pas lui-même de classification ni de typologie des emplois attribués à l'anglais – ni dans ses articles qui abordent globalement le phénomène, ni dans ses chroniques où il en commente plusieurs –, nous les avons classés ici en fonction

de la composante linguistique que Daviault attribue à l'influence de l'anglais (un mot dans son ensemble, un sens, la prononciation, la syntaxe, etc.). Dans le Tableau 1, nous trouvons la répartition des différents types d'emprunts par chronique.

Tableau 1 : Répartition des différents types d'emprunts

<i>Type d'anglicisme</i>		<i>Parlons mieux</i>		<i>Propos</i>		<i>Total</i>	
<i>Mot ou expression</i>	Forme et sens	18	38 %	87	56 %	102	50 %
	Sens	20	42 %	41	26 %	61	30 %
	Traduction	7	15 %	12	8 %	19	9 %
	Fréquence	0	0 %	3	2 %	3	1 %
<i>Prononciation</i>		3	6 %	7	5 %	10	5 %
<i>Syntaxe</i>		0	0 %	8	5 %	8	4 %
<i>Total</i>		48	100 %	155	100 %	203	100 %

Nous présentons dans les prochaines sections chaque type d'anglicisme identifié dans le corpus.

2.1 Mots ou expressions attribués à l'anglais

Cette catégorie regroupe tous les types d'emprunts qui sont attribués à différentes composantes du lexique : les emprunts formels, les emprunts sémantiques, les calques et les emprunts de fréquence.

2.1.1 Mots globalement attribués à l'anglais

La plupart des anglicismes commentés par Daviault sont des mots repris à l'anglais dans leur ensemble, avec, la plupart du temps, au moins un de leurs sens. Ces anglicismes représentent 50 % du corpus complet (n = 102). Ce type d'anglicisme correspond à ce qu'on appelle les emprunts intégraux ou formels dans les typologies sur l'anglicisme (Poirier, 1992 : 101). Lamontagne affirme que l'anglicisme formel était le type d'anglicisme prédominant dans les sources métalinguistiques de 1850 à 1930 (Lamontagne, 1996 : 59) et l'on voit que Daviault commente abondamment ce type d'emploi. Ils sont parfois adaptés à la morphologie, à la phonétique ou à l'orthographe de la langue française, et parfois ils conservent leur forme anglaise sans adaptation. Toutefois, Daviault ne propose pas de réflexion sur cet aspect :

Or le verbe **jobber**, de l'anglais *to job*, veut dire : entreprendre un ouvrage à forfait. (« Propos » 1957 : 103)

Le personnel se partage entre les classes de travailleurs : [...] le **couque**, c'est-à-dire le cuisinier, désigné par son nom anglais à peine francisé dans la prononciation. (« Propos », 1958 : 105)

Nous traduisons souvent [*voter*] par **voteur**, ce qui n'est pas français. Il faut dire **électeur** ou, dans certains cas, **votant**. (« Parlons mieux », 1930 : 021)

En anglais, on nomme le même objet [*store*] **blind**, mot, par malheur, trop répandu dans le peuple de nos villes. (« Propos », 1959 : 132)

Il y a trois sous-catégories d'emprunt au sein de cette catégorie.

2.1.1.1 Mots dont la forme et au moins un des sens sont attribués à l'anglais

Cette catégorie est la plus courante et elle représente 68 emprunts, soit 67 % des « mots globalement attribués à l'anglais ». Il s'agit d'emprunts formels dont la forme anglaise avec au moins un de ses sens est empruntée, comme les exemples déjà présentés dans la partie introductive de cette section. En voici un autre :

Il faut souligner que, à l'imitation de l'anglais **company**, nos gens appellent **compagnie** toute société commerciale ou industrielle, le mot **société** étant inconnu chez eux dans cette acception. (« Propos », 1967 : 103)

2.1.1.2 Mots dont seulement la forme est attribuée à l'anglais

Parmi l'ensemble des mots attribués par Daviault à l'anglais, on trouve certains emplois qui, tout en étant des formes empruntées à l'anglais, sont utilisées en français dans un sens qui, lui, ne vient pas de l'anglais. Daviault commente 33 de ce type d'emprunts soit 32 % des emprunts formels du corpus. Dans bien des cas, il s'agit d'emprunts qui sont faits avant tout en France, où l'anglomanie (Bouchard, 1999) et la méconnaissance de l'anglais donnent souvent lieu à l'emprunt de mots anglais en leur donnant en français un nouveau sens qu'ils n'ont pas en anglais :

Anglomanie très répandue en France. On y affuble de noms anglais des choses qu'on désignerait beaucoup mieux par un terme français. Ainsi en est-il de « dancing », mot qui désigne, chez nos cousins d'outremer, un établissement où l'on danse. [...] « Dancing » présente un cas curieux. Il n'a qu'en France l'acception que nous venons d'indiquer. Dans les pays de langue anglaise, on désigne les « boîtes » similaires sous le nom de « dance hall ». (« Parlons mieux », 1930 : 023)

Parmi les autres exemples mentionnés par Daviault, on trouve entre autres les anglicismes *footing*, *speaker* (annonceur radio), *camping*. Les typologies actuelles de l'anglicisme catégorisent parfois ce type d'emprunt de *faux emprunt* (OQLF, 2017 et 2019).

Daviault trouve aussi de ces emprunts faits au Canada ; en voici un exemple :

Il existe dans ce domaine, un curieux fait linguistique. Le goûter, le repas léger, la collation sur le pouce, se dit, en anglais, **snack**. Or donc, la plupart des Canadiens de langue française, qui connaissent ce mot anglais sans savoir l'anglais, donnent à **snack** le sens de repas considérable, de gueuleton mémorable. On entendra dire : « Quel repas ! Un vrai snack ! ». Contresens absolu, par conséquent, et bien amusant. (« Propos », 1957 : 076)

2.1.1.3 Mot dont seulement une partie est attribuée à l'anglais (hybride)

Dans un seul cas, dans « Parlons mieux » Daviault attribue exceptionnellement une partie du mot seulement à l'influence de l'anglais :

Il existe, d'ailleurs, un verbe français qui est l'équivalent exact de « black-ball ». Ce cas est rare. C'est le composé hybride blackbouler, formé de l'anglais « black » et du français « boule ». Il a la même signification que « black-ball ». On lit, en effet, dans Hatzfeld et Darmesteter : « Famil. Refuser, en lui donnant une boule noire, une personne qui demande à faire partie d'un cercle, d'un club ». [...] Par extension, « black-ball » et blackbouler s'emploient dans toutes sortes de circonstances, pour indiquer qu'on cherche à évincer quelqu'un, à lui nuire. (« Parlons mieux », 1930 : 008)

Ce type d'emprunt est attesté dans les sources contemporaines sous le nom d'emprunt hybride (OQLF, 2017 et 2019).

2.1.2 Mots dont un des sens est attribué à l'anglais

La deuxième catégorie d'anglicismes en importance est celle qui comprend les emprunts de sens. Daviault commente en effet en très grande partie (soit 61 emprunts dans le corpus, 30 %) des emplois auxquels il attribue l'emprunt au sens du mot seulement. En d'autres mots, un mot existant en français est enrichi d'un sens que prend un mot de forme similaire en anglais :

Un mot que les gens soucieux de la pureté de leur français hésitent à employer chez nous, c'est-à-dire **partisan**, à cause de l'abus qu'on en fait en anglais. Il est vrai que l'on commet un anglicisme, dans la langue des hommes politiques, quand on lui donne le sens de membre d'un parti, à l'instar de l'anglais. (« Propos », 1959 : 132)

Daviault commente le fait qu'on donne au mot français *partisan* le sens de *partisan* « membre d'un parti » en anglais, sens que le mot français n'a pas à l'origine. Cette catégorie correspond à ce qu'on appelle couramment l'emprunt sémantique (Poirier, 1992 : 105). Comme le signale Lamontagne (1996 : 60), il s'agit d'une autre catégorie d'emprunt très fréquemment commentée par les observateurs de la langue au Canada français.

2.1.3 Mots ou expressions traduits de façon littérale

Daviault commente aussi des mots ou expressions littéralement traduits de l'anglais en français. Ce type d'emprunt, moins couramment commenté que les autres emprunts lexicaux (formels ou sémantiques), représente 9 % du corpus, soit 19 emplois commentés :

Quant à **station wagon**, c'est le nom d'une voiture à la carrosserie de bois affectant la rusticité, bien que le **station wagon** soit un véhicule plutôt fashionable. On traduit, peut-être un peu servilement, par **voiture de gare**. Et il faut savoir que cette voiture est censée servir, à la campagne, pour aller chercher les invités à la gare. (« Propos », 1953 : 025)

Il n'y a guère, un correspondant occasionnel d'un quotidien terminait une communication par ces mots : « Le gouvernement rapportera progrès ». C'était le décalque de cette phrase anglaise : « the government will report progress ». Mais la traduction n'avait rien de français. [...] En français, nous indiquons avec précision en quoi consiste la formalité à

laquelle s'attache l'expression « to report progress » et nous disons : « **Le comité fait rapport de l'état de la question** », ou « **il est fait rapport de l'état de la question** ».
(« Parlons mieux », 1930 : 010)

Cette forme d'anglicisme correspond à ce que les linguistes appellent actuellement les calques (Poirier, 1992 : 106). Dans le corpus, on trouve autant des calques morphologiques (ex : *mitaine* pour *meeting*, *chambreur* pour *roomer*) que des calques sémantiques (*coutchouc* pour *rubber*, « claque »), les calques phraséologiques, pour leur part, sont absents du corpus. Daviault appelle parfois cette forme « décalque ».

2.1.4 Mot ou expression dont la fréquence est attribuée à l'anglais

Daviault commente aussi quelques rares mots qui tout en étant d'origine française subissent l'influence de l'anglais. Dans ces cas, le chroniqueur attribue la généralisation ou le maintien de ces mots dans l'usage français du Canada à la ressemblance avec le mot anglais (3 emplois commentés dans « Propos », 2 %). Il s'agit en d'autres mots d'archaïsmes dont l'usage est beaucoup plus fréquent au Canada qu'en France, en raison de l'influence de l'anglais (qui a emprunté ces mots au français) :

Nos gens donnent aussi au gravier le nom de **gravelle**, surtout quand ce gravier sert au revêtement des routes. Or, l'anglais emploie alors le mot **gravel**. Ce qui fait dire aux gens peu au courant que **gravelle** est un anglicisme.

Voyons de plus près. **Gravelle** est également un dérivé très ancien de grève ; il avait exactement le sens de gravier, bien qu'il ait fini par signifier, au 16^e siècle, « calcul de la vessie », – révérence parler ! –. Ce sont les Anglais qui ont pris ce vocable au français. Nos gens devraient-ils, pour autant, l'abandonner ? Que la persistance et même la généralisation de ce terme aient été influencées par l'anglais, je ne jurerais pas du contraire. (« Propos », 1954 : 028)

Cet exemple correspond à un type d'anglicisme bien particulier qui est moins étudié, mais plutôt intégré dans les emprunts formels. Dès le milieu du 20^e siècle, les chercheurs se sont penchés un peu plus sur ce type d'anglicisme ; par exemple, Darbelnet (1976) l'inclut dans sa typologie : il parle d'anglicisme de fréquence ou de maintien. Claude Poirier aborde aussi ce type d'anglicisme dans sa typologie (1995) et il en parle lorsqu'il analyse la

typologie de Darbelnet. Il affirme qu'il y a lieu de distinguer les anglicismes de fréquence de ceux de maintien³² :

C'est que Darbelnet a mis ensemble, dans cette catégorie, deux types qu'il convient mieux de distinguer : les anglicismes de fréquence et les anglicismes de maintien. Le premier type devrait être réservé aux mots de forme et de sens bien français mais plus utilisés ici qu'en France (c'est sans doute le cas de *additionnel*, qui s'emploie là où un français dirait plus spontanément *supplémentaire*), le second aux archaïsmes français maintenus grâce à l'anglais (par ex. *barbier*, à la place de *coiffeur*). » (Poirier, 1992 : 99)

2.2 Prononciations attribuées à l'anglais

Quoique passablement moins fréquents, certains commentaires de Daviault relatifs à l'influence anglaise concernent la prononciation. Il s'agit toujours de la prononciation de mots individuels, jamais de traits de prononciation attestés en français du Canada. Ce type d'emprunt représente 5 % des emplois (n = 10). Daviault attribue ainsi la prononciation de *bacon* à l'anglais /'beɪ.kən/ :

Revenons aux **Argots** de Dauzat, pour y relever une remarque intéressante. « L'ancien français **bacon**, lard, lisons-nous, a passé dans le jargon, où il a vécu, avec le sens de "porc" (la bête à lard) jusqu'au début du XIX^e siècle. Il est curieux que ce terme nous soit revenu récemment, par le langage culinaire, de l'anglais qui l'a repris à l'ancien français et qui seul l'avait gardé. Le mot est d'ailleurs d'origine germanique », c'est-à-dire qu'il vient du francique **bakko**, signifiant jambon. Au Canada, nous employons **bacon** au sens de « lard salé et fumé » en lui donnant généralement la prononciation anglaise. (« Propos », 1957 : 087)

2.3 Constructions syntaxiques attribuées à l'anglais

Dans « Propos », Daviault mentionne quelques emprunts à l'anglais qu'il attribue à la syntaxe (4 % du corpus complet, 5 % de « Propos », n = 8). Cette catégorie est très peu représentée, mais signalons tout de même cet exemple, cité au début du mémoire, qui concerne l'utilisation de l'article indéfini :

La faute la plus commune consiste à employer l'article devant l'attribut ou le complément répété, ou devant une apposition. On dira : « la montre 3-X, **un** produit de la maison Simon [sic] ; « mon frère, **un** médecin à Montréal ». Cette faute se commet surtout dans nos journaux et c'est évidemment un anglicisme syntaxique, parce que l'emploi de l'article est obligatoire dans ces cas en anglais. Toutefois, on la rencontre en France. Un journal de

³² Les anglicismes de *maintien* présents dans le corpus ont été considérés comme des archaïsmes et donc mis de côté dans notre analyse.

Paris fait toujours suivre certains titres de cette indication : « **un** conte de M. X. » (« *Propos* », 1955 : 054)

L'emprunt de constructions syntaxiques est absent de l'étude de Lamontagne, qui se contente de constater qu'il est très peu abordé dans son corpus, sans en faire l'analyse (1996 : 6). De façon générale, il s'agit d'un type d'anglicisme relativement peu abordé dans les typologies, exception faite de celle proposée par Darbelnet (1976), qui parle de « calques de syntaxe », par exemple *insister à* pour *insister pour*. Poirier considère que la typologie de Darbelnet a été conçue en fonction des besoins de la traduction (Poirier, 1992 : 99) et est donc incomplète, laissant de côté les anglicismes phonétiques. Comme Daviault est lui-même traducteur, il n'est pas étonnant de retrouver dans ses chroniques des préoccupations qui rappellent celles de Darbelnet. Par exemple, dans de nombreux articles, Daviault affirme que la syntaxe est une des composantes de la langue qui ne devrait être jamais touchée par l'anglicisme (voir section 4.3). Tout comme Darbelnet, il critique par exemple, l'emploi fautif des prépositions ainsi que l'emploi omniprésent des tournures passives en français sous l'influence de l'anglais :

Parce que, sous l'influence de l'anglais et de la traduction, nous employons beaucoup la forme passive, le participe remplace le substantif dans la réclame. On écrira : **Appareils vendus, loués, réparés**, au lieu de : vente, location et réparation d'appareils. On écrira : **Sièges réservés ici**, au lieu de : Location des places. (« *Propos* », 1955 : 056)

3 Étiquettes servant à désigner les anglicismes commentés

Daviault se sert de plusieurs étiquettes pour désigner les anglicismes qu'il commente dans ses chroniques. Toutefois, la plupart des emplois commentés, qu'ils soient acceptés, condamnés, ou qu'ils demeurent sans évaluation normative, n'ont pas d'étiquette précise : les emprunts sans étiquette représentent 51 % des emplois dans les deux chroniques (n = 115). Nous avons tout de même relevé quelques étiquettes que Daviault emploie à travers ses chroniques et qui sont présentées dans cette section. Le Tableau 2 qui suit présente l'ensemble des expressions qui sont employées par Daviault. Il faut noter que certaines d'entre elles (*abus*, *jargon*, *traduction*, etc.) reviennent de façon ponctuelle, à une seule ou

à quelques reprises seulement, pour parler de quelques cas particuliers d'emprunts, mais elles ne reviennent pas assez souvent pour être étudiées en détail.

Tableau 2 : Étiquettes employées pour désigner les différents emplois

Étiquette	Parlons mieux		Propos		Total	
<i>Aucune</i>	29	59 %	86	49 %	115	51 %
<i>Anglicisme</i>	14	29 %	47	27 %	61	27 %
<i>Faux ami</i>	1	2 %	20	11 %	21	9 %
<i>Emprunt</i>	0	0 %	11	6 %	11	5 %
<i>Américanisme</i>	1	2 %	3	2 %	4	2 %
<i>Décalque</i>	1	2 %	3	2 %	4	2 %
<i>Traduction (servile, littérale)</i>	0	0 %	2	1 %	2	1 %
<i>Mot anglais / terme anglais</i>	1	2 %	2	1 %	3	1 %
<i>Jargon</i>	0	0 %	1	1 %	1	0 %
<i>Corruption /déformation de l'anglais</i>	0	0 %	2	1 %	2	1 %
<i>Petit-nègre</i>	1	2 %	0	0 %	1	0 %
<i>Abus</i>	1	2 %	0	0 %	1	0 %
Total	49	100 %	177	100 %	226	100 %

L'étiquette la plus employée est *anglicisme*, qui est utilisée pour 27 % des emplois (n = 61), suivie de *faux ami*, 9 % des emplois (n = 21) et d'*emprunt*, 5 % des emplois totaux (n = 11). Ainsi, nous nous pencherons plus en détail sur ces trois étiquettes. Certains emplois comportent parfois plus d'une étiquette : nous avons relevé, entre autres, les combinaisons *faux ami* et *anglicisme* (dans le cadre d'une énumération de 15 emprunts, dont *contrôler*, *affecter*, *appartement*, *versatile*...) ou encore *emprunt* et *anglicisme* (dans le cadre d'une énumération de 4 emplois : *dancing*, *footing*, *autocar*, *smoking*).

3.1 *Anglicisme*

L'étiquette qui est le plus souvent employée par Daviault pour faire référence aux emprunts à l'anglais est, sans aucune surprise, celle d'*anglicisme*. Nous savons que cette étiquette ne sert généralement pas seulement à désigner des emplois qui sont d'origine anglaise, mais aussi à véhiculer une connotation normative. Ainsi, Lamontagne, qui note que la première attestation du mot dans son corpus remonte à 1826 (Lamontagne, 1996 : 13), arrive à la conclusion que

de manière générale, le terme *anglicisme* renferme une connotation négative depuis les débuts de la lexicologie québécoise ; son usage est pour ainsi dire réservé aux emplois critiqués. Lorsqu'un emprunt à la langue anglaise est justifié ou toléré, on lui réserve une autre appellation [...] (Lamontagne, 1996 : 14)

Toutefois, Lamontagne signale deux auteurs dans son corpus, Oscar Dunn et Narcisse-Eutrope Dionne, qui qualifient d'*anglicismes* des emprunts qu'ils acceptent (Lamontagne, 1996 : 14). Qu'en est-il dans les chroniques de Daviault ?

Pour Daviault, l'étiquette *anglicisme* ne comporte pas nécessairement toujours une connotation négative. En effet, il l'utilise pour désigner quelques emplois, quatre en tout, qui sont attribués à l'anglais et qu'il juge tout à fait acceptables :

Un autre canadianisme a forcé la porte du dictionnaire français. C'est **indésirable** [...]. Veut-on la preuve qu'indésirable s'emploie couramment en France ? Je pourrais multiplier les citations. [...] Ce mot se trouve au **Larousse du XXe siècle** et au **Dictionnaire encyclopédique Quillet**, etc. On y note qu'il vient de l'anglais **undesirable**. Voilà un cas où l'anglicisme est utile. (« Propos », 1954 : 038)

Daviault appose aussi cette étiquette à des emplois (n = 18) sur lesquels il n'émet pas de jugement normatif explicite. À ce stade-ci, nous ne pouvons pas complètement écarter la possibilité que *anglicisme* constitue une condamnation en soi, cependant, nous observons en général un ton qui se veut descriptif dans ce genre d'emploi. Ces exemples sont particulièrement fréquents dans la chronique « Propos » :

Il importe de signaler ici que **contracteur** est un anglicisme, fait de la francisation du terme anglais **contractor**, dont le sens est justement entrepreneur, c'est-à-dire celui qui a obtenu une entreprise, un contrat (**contract** en anglais). (« Propos », 1957 : 103)

Le verbe **contester** a, dans le monde politique canadien, un autre sens qui est un anglicisme : dans ce cas, **contester une circonscription**, ou encore **contester une élection** (sens différent de l'autre), c'est faire acte de candidat. Et **contester** s'inspire alors de l'anglais **to contest**, c'est-à-dire disputer, débattre. (« Propos », 1960 :150)

En français, **batterie** désigne la réunion de plusieurs piles et alors, on dit **batterie de piles**. [...] L'emploi que nous faisons de **batterie** constitue donc un anglicisme. (« Parlons mieux », 1930 : 030)

Dans le cas de *batterie* au sens de « pile », l'étiquette accompagne tout de même un emploi qui, sans être ouvertement condamné, est opposé à l'usage du mot au sens français.

Il y a aussi, bien sûr, des cas où l'emprunt est condamné et accompagné de l'étiquette *anglicisme*. C'est le cas pour 39 emplois, ce qui représente 63 % des utilisations de l'étiquette *anglicisme* dans les billets de Daviault :

Nous pourrions en outre relever des anglicismes criants. [...] « Matériel » [*sic*] devait se rendre par **appréciable** (et non matérielle). (« Parlons mieux », 1930 : 009)

Ainsi, l'étiquette *anglicisme*, quoique pas exclusivement négative, prend le plus souvent une connotation négative pour Daviault.

Dans les exemples que nous venons de citer, il est possible d'identifier différents types d'emprunt qui sont catégorisés d'*anglicisme*. Y a-t-il un lien entre l'utilisation de l'étiquette *anglicisme* et le type d'emprunt dont il s'agit? Dans son étude, Lamontagne constate deux principales tendances : une première tendance, plus restrictive, chez certains observateurs qui l'apposent aux emprunts sémantiques et aux calques seulement, excluant ainsi les emprunts formels (Lamontagne 1996 : 21-22) et une deuxième tendance, plus près de l'utilisation qu'on en fait de nos jours, qui inclut les observateurs qui s'en servent pour désigner invariablement tous les types d'anglicismes étudiés dans son corpus (Lamontagne, 1996 : 18).

Daviault s'inscrit plutôt dans la deuxième tendance, c'est-à-dire qu'il inclut plusieurs types d'emprunts dans la catégorie *anglicisme*. En effet, dans l'ensemble du corpus (203 emprunts), l'étiquette est apposée à 31 emprunts de sens, 18 emprunts formels, neuf calques, trois emprunts de syntaxe et un de fréquence. Les emprunts de prononciation (n = 10) ne sont pas catégorisés d'*anglicisme*. Il est intéressant de constater que même si cette

étiquette est utilisée pour parler de différents types d'emprunts, il y a tout de même une surreprésentation des emprunts de sens par rapport au reste du corpus. En effet, ces emprunts constituent 30 % du corpus, mais 51 % des emprunts qui sont catégorisés d'*anglicisme*. Ainsi, Daviault semble apposer cette étiquette plus fréquemment aux emprunts de sens qu'aux autres types d'emprunts, comme certains de ses prédécesseurs, mais pas de façon exclusive.

3.2 *Faux ami*

L'étiquette *faux ami* est utilisée selon une définition que Daviault attribue à Derocquigny et qui va comme suit :

Le mot anglais **journal**, qui s'écrit exactement comme notre **journal**, puisque c'est le même mot, est un de ces **faux amis** dont parlait le professeur Derocquigny qui a donné ce titre à un de ses livres. [...] Or, donc, un **faux ami**, c'est un mot que l'anglais a emprunté au français pour lui faire subir ensuite des transformations de sens. (« Propos, 1955 : 41)

Il s'agit, d'ailleurs, de la seule étiquette pour laquelle Daviault donne explicitement une définition, un peu comme s'il avait l'impression qu'il se devait d'expliquer cette notion à ses lecteurs. Ce qu'il appelle *faux ami* s'applique uniquement aux emprunts de sens et ils sont presque toujours condamnés (18 emplois sur 20) :

Mais revenons à la question des faux amis, pour examiner un peu le mot **firme**, qu'ignorent les bons dictionnaires mais qui est entré dans l'usage avec le sens de « raison sociale », nom sous lequel est connu un établissement industriel et commercial. Mais l'anglais **firm** désigne plutôt l'établissement même. Et c'est pourquoi, chez les Canadiens qui ne surveillent pas leur langage, on donne ce sens à **firme**. Mais la faute ne nous est pas particulière, puisque Joseph Hanse écrit : « On se sert à tort de **firme** pour désigner l'établissement et l'on dit : C'est une des meilleures firmes de la place, au lieu de : C'est une des meilleures maisons »³³. (« Propos », 1957 : 057)

³³ Cet emploi a été comptabilisé comme étant en cours au Canada seulement, car Daviault atteste bien sa présence au Canada. La référence à Joseph Hanse laisse comprendre qu'il a également cours en Belgique, c'est le seul cas que nous avons rencontré dans le corpus.

Il y a un emploi qui ne comporte pas d'évaluation normative et une exception où Daviault témoigne d'un parti pris plutôt favorable, même s'il n'est pas tout à fait certain, à l'endroit d'un emploi qu'il qualifie néanmoins de *faux ami* :

Il en faut une [langue commune], pour éviter que les nouvelles communautés ne deviennent autant de Tours de Babel. (Notons, ici ce nouvel anglicisme sorti d'un « faux ami », qui n'est pas sans mérites assurément, puisque la traduction ordinaire de « community », c'est-à-dire « collectivité », ne paraissait pas rendre avec assez de justesse l'idée à exprimer. Je conserve quelques doutes à ce sujet, mais passons.) (« Propos », 1955 :45)

Dans cet exemple, Daviault s'interroge sur l'acceptabilité d'un emprunt qui lui semble nécessaire en français pour rendre la nuance qui doit être exprimée. Ce cas de figure illustre bien que plutôt que d'adopter une vision dogmatique à l'endroit des emprunts faits à l'anglais, il cherche à porter un regard nuancé sur le phénomène.

3.3 *Emprunt*

Tout comme plusieurs autres chroniqueurs et commentateurs sur la langue (Lamontagne, 1996 : 24), Daviault n'emploie le mot *emprunt* comme étiquette que rarement (plus précisément onze fois³⁴, uniquement dans « Propos », ce qui représente 7 % des emplois commentés dans la chronique). Lamontagne (1996) relevait déjà que les auteurs avant 1930 qui emploient l'étiquette *emprunt* (dont elle fait remonter la première occurrence à 1860) le font pour désigner des emprunts à l'anglais qui ne posent pas de problème sur le plan normatif, mais la dénomination reste peu utilisée dans son corpus : l'hypothèse de Lamontagne est que ce terme n'était pas suffisamment marqué négativement et que les auteurs faisant partie de son corpus l'écartent puisqu'ils jugent l'étiquette incompatible avec leur visée prescriptive.

Contrairement à ce qu'observe Lamontagne pour son corpus, Daviault n'utilise pas cette étiquette de façon strictement descriptive, sans porter de jugement, étant donné qu'il condamne six des onze emplois qu'il qualifie ainsi :

Notons tout de suite que **footing** n'a jamais eu, en anglais, le sens que lui donnent les Français : pour dire la même chose, les Anglais se servent de **hiking**. Pour qui connaît assez

³⁴ Dix de ces onze emplois se trouvent dans deux billets et désignent des emprunts au sein d'énumérations.

bien l'anglais, le sens qu'on donne à ce mot français prête même à sourire : **footing** veut dire tout le contraire de marche ; il **signifie pose des pieds, prise de position**. **To take a footing**, c'est prendre pied, s'implanter ; donc s'immobiliser fermement ! Soit dit en passant ! Il est de fait que nous n'acceptons pas ces emprunts délibérés (pas plus, d'ailleurs, que **dancing** ou **speaker**, autres mots anglais qui ont, en français, des sens que ne connaît pas l'anglais, ni **autocar**, mot anglais forgé en France et que personne ne connaît en Angleterre !). (« Propos », 1956 : 072)

Il n'y a qu'un seul emploi jugé acceptable dans la chronique qu'il qualifie d'*emprunt* :

Nous avons déjà noté que le français du Canada absorbe parfois de façon intéressante certains termes anglais. Je veux en citer aujourd'hui un bon exemple et c'est le mot **saplaine**, tiré de l'anglais **sapling**, qui désigne un bois de seconde pousse, un jeune arbre. L'*emprunt* est heureux, parce qu'il n'existe pas, que je sache, de mot français ayant ce sens. (« Propos », 1956 : 60)

Les quatre autres emplois ne comportent pas d'évaluation normative. Par ailleurs, tous les cas qui comportent l'étiquette *emprunt* sont des emprunts formels. Dans le corpus de Lamontagne (1996), quoique très rarement employée, cette étiquette sert à désigner différents types d'anglicismes.

4 Évaluation normative des anglicismes

Dans cette section, nous présentons l'évaluation normative que Daviault fait des anglicismes qu'il commente dans ses deux chroniques. Nous nous intéressons d'abord à la prise de position générale du chroniqueur. Ensuite, nous nous penchons sur deux éléments d'analyse en particulier, soit le type d'anglicisme et la variété de français à laquelle Daviault l'attribue. Puis, nous analysons les arguments employés par Daviault pour condamner ou accepter un emploi.

4.1 Évaluation normative

Le Tableau 3 présente une vue d'ensemble du traitement normatif des anglicismes dans les deux chroniques.

Tableau 3 : Évaluation normative des anglicismes dans les deux chroniques

<i>Évaluation normative</i>	<i>Parlons mieux</i>		<i>Propos</i>		<i>Total</i>	
<i>Accepté</i>	2	4 %	19	12 %	21	10 %
<i>Sans commentaire normatif</i>	4	8 %	71	46 %	75	37 %
<i>Condamné</i>	42	88 %	65	42 %	107	53 %
<i>Total</i>	48	100 %	155	100 %	203	100 %

Il ressort surtout de ce tableau que les absences de jugement occupent presque autant de place que les condamnations dans la chronique « Propos », confirmant ainsi notre hypothèse selon laquelle Daviault exprimait un point de vue partiellement descriptif devant les anglicismes, dans cette chronique, et qu'on ne pourrait pas le classer comme puriste sur la seule base de sa condamnation des anglicismes.

4.1.1 Le continuum évaluatif

Remysen souligne que le jugement normatif émis par les chroniqueurs par rapport aux canadianismes se situe sur un spectre dont l'acceptation et le rejet se trouvent aux deux extrémités (Remysen, 2009 : 54). Le même constat s'impose pour les jugements normatifs que Daviault porte sur les anglicismes dans ses chroniques : il est parfois catégorique dans ses jugements de rejet ou d'acceptation, parfois moins tranché dans ses décisions. Dans certains billets, Daviault est catégorique dans son rejet de l'emprunt commenté :

Les Anglais ont tiré du verbe « to second » le substantif « seconder », lequel désigne la personne qui appuie une motion. Il n'y a pas d'équivalent français et il est nécessaire de recourir à un tour de syntaxe. On dira donc « **celui qui appuie la motion** », le contexte peut d'ailleurs fournir un grand nombre d'expressions. [...] Il y a un nombre infini de tournures auxquelles on peut avoir recours, sans commettre l'horrible anglicisme que constitue « seconder ». (« Parlons mieux », 1930 : 007)

Acertener me fait penser à un affreux anglicisme qu'on entend trop souvent, à Ottawa et autres lieux. Même si ce propos paraît assez étranger au déroulement de ma chronique, je ne veux pas rater l'occasion de signaler ce monstre. Je veux dire : **faire sûr** (pour s'assurer, se renseigner), décalque de **to make sure**. Ainsi, un commerçant à qui l'on demande un article répondra : « Attendez, je vais faire sûr ». Désolant ! Autant nos termes archaïques ou dialectaux gardent de saveur, autant (cet exemple le démontre bien) les copies serviles de l'anglais tombent dans la vulgarité, la laideur, le charabia. (« Propos », 1956 : 064)

Ces exemples ne laissent pas de place au questionnement : les emprunts *secondeur* et *faire sûr* ne sont aucunement justifiables selon Daviault. Toutefois, dans certains autres billets dans la chronique « Propos », toujours en condamnant, il affiche une position un peu plus nuancée, moins catégorique :

D'autre part, dans le parler populaire des villes, le substantif **résident** désigne un habitant d'un lieu quelconque. « Un résident de Montréal ». Autre anglicisme, évidemment. L'ennui dans ce cas, c'est que le **résident** anglais a un sens très précis en langue juridique, s'opposant à **étranger** ou **personne de passage dans un pays**. La traduction de ce terme cause toujours bien de la tablature aux traducteurs. (« Propos », 1956 : 056)

Tout en disant que cet emploi n'est pas correct, il prend la peine de préciser qu'il y a une nuance sémantique qui le rend incorrect et il donne une courte explication ; son propos est nettement plus nuancé contrairement à l'exemple précédent où il condamne la « vulgarité » de l'emprunt sans donner d'autre explication. Cette attitude plus nuancée est moins présente dans la chronique « Parlons mieux ». Cependant, Daviault reste neutre sur une bonne partie des emprunts commentés, surtout dans la chronique « Propos », il s'en tient à décrire :

Les grandes automobiles dans lesquelles les touristes vont visiter les curiosités d'une ville et où ils paraissent si ridicules, se nomment **autocars**, en France. Mais, en Angleterre, on les appelle charabancs. En France, par conséquent, ces voitures ont un nom anglais ; en revanche, elles en ont un français, en Angleterre. (« Parlons mieux », 1930 : 023)

L'étage au ras du sol, nommé rez-de-chaussée en France, se nomme **ground floor** en Angleterre et **first floor** (c'est-à-dire premier étage) aux États-Unis. Le numérotage varie ensuite selon l'un ou l'autre système. Le premier étage se nomme de même en Angleterre, mais devient le second, aux États-Unis. Dans le peuple, au Canada français, on suit la mode américaine, de sorte que le rez-de-chaussée, mot ignoré de nos bonnes gens, y est le premier étage. (« Propos », 1960 : 142)

On ne peut pas observer de jugement normatif quant à ces emplois de la part de Daviault, qui ne fait que décrire l'usage et signaler, dans le deuxième exemple, qu'au Canada on imite plutôt l'usage de l'anglais américain.

Dans les commentaires sur les emprunts que Daviault accepte, nous trouvons moins de commentaires nuancés, mais plutôt quelques-uns qui sont hésitants :

L'autre jour, dans un village, j'entrais au **magasin général** en vue d'une emplette quelconque. Je m'arrêtai à réfléchir à cette expression si « canadienne » : le magasin général. À un étranger, il faudrait expliquer qu'il s'agit d'une boutique où l'on vend un peu de tout, depuis l'épicerie et la mercerie [passage incompréhensible] jusqu'à la quincaillerie, les meubles et que sais-je encore ? Certains prétendent que l'expression vient de l'anglais general store et c'est bien possible. Mais comment appeler la chose autrement ? (« Propos », 1957 : 092)

Ici, on sent une certaine résignation quant à l'acceptation de l'emprunt. À l'autre extrême du spectre, nous trouvons plusieurs exemples d'acceptation ferme d'un emprunt, dont le cas de *black-ball* déjà cité :

Nous arrivons à un autre emprunt, non seulement excusable mais inévitable et qui enrichit vraiment la langue. Le français a le vocable **kilométrage**. Or, pas plus que les autres pays britanniques, ni les États-Unis, nous n'avons adopté le système métrique. Notre mesure qui correspond à peu près au kilomètre est le mille, soit un kilomètre et trois cinquièmes. N'avons-nous pas raison d'en tirer **millage**, sur le modèle de kilométrage ? (« Propos », 1955 :50)

Il existe, d'ailleurs, un verbe français qui est l'équivalent exact de « black-ball ». Ce cas est rare. C'est le composé hybride blackbouler, formé de l'anglais « black » et du français « boule ». Il a la même signification que « black-ball ». On lit, en effet, dans Hatzfeld et Darmesteter : « Famil. Refuser, en lui donnant une boule noire, une personne qui demande à faire partie d'un cercle, d'un club ». [...] Par extension, « black-ball » et blackbouler s'emploient dans toutes sortes de circonstances, pour indiquer qu'on cherche à évincer quelqu'un, à lui nuire. (« Parlons mieux », 1930 : 008)

Ainsi, Daviault semble présenter une prise de position et un discours parfois nuancés quant à certains emprunts en cours au Canada, spécialement dans la chronique « Propos » publiée pendant les années 1950-1960.

4.1.2 Évaluation selon le type d'anglicisme

De nombreuses études, dont celles de Bouchard (1989, 1999, 2002) et de Lamontagne (1996), signalent que le type d'emprunt motive dans bien des cas des condamnations différentes : certains types d'emprunts passent parfois mieux que d'autres auprès des chroniqueurs, notamment les emprunts formels, car certains les considèrent comme une menace moins grande pour la langue en raison de leur origine facilement identifiable. Bouchard souligne par ailleurs que les emprunts formels sont souvent plus facilement

acceptés dans la mesure où ils peuvent être « francisés », c'est-à-dire adaptés phonétiquement et morphologiquement à la langue d'accueil :

Les chroniqueurs ou les lecteurs sont en général beaucoup plus tolérants à l'égard des emprunts intégraux qu'à celui des faux amis et des calques, surtout lorsque les formes ont subi l'assimilation phonétique. On s'accorde à reconnaître, tant au Québec qu'en France, qu'il s'agit là de l'évolution la plus souhaitable pour les emprunts, l'avantage étant qu'ils se fondent ainsi dans la langue et peuvent dès lors se conformer à sa phonétique, à sa morphologie et à son orthographe. (Bouchard, 1989 : 70)

En revanche, l'emprunt sémantique suscite souvent un plus fort jugement négatif ; Bouchard constate que l'intérêt des lettrés pour l'anglicisme change avec les années et qu'à la fin du 19^e siècle, on dénonce davantage les anglicismes sémantiques :

Dès la fin du XIX^e siècle, dans leurs campagnes contre les emprunts à l'anglais, les lettrés se sont attaqués à l'emprunt sémantique avec énergie, si bien que, malgré l'impossibilité pratique d'empêcher le phénomène de l'interférence de se produire, surtout dans une société qui compte une appréciable proportion de bilingues, on est arrivé, au Québec, au moins chez les gens qui ont dix ou douze ans de scolarité, à une certaine conscience de ce phénomène. On enseigne dans les écoles, les collèges, les universités à éviter certains emprunts sémantiques les plus courants. [...] [L]es emprunts sémantiques, au moins ceux qui sont reconnus, sont eux aussi des marqueurs stigmatisés, car ils sont la manifestation d'un défaut d'instruction. (Bouchard, 1999 : 29)

Avant même de nous interroger sur l'évaluation normative qu'il en fait, nous constatons que Daviault commente davantage d'anglicismes sémantiques (42 % des emprunts commentés) dans la première chronique, publiée au début de sa carrière, que dans la deuxième chronique (26 % des emprunts commentés). Cette différence pourrait s'expliquer par la nature des chroniques. Alors que « Propos » est une chronique à vocation plutôt descriptive, où le chroniqueur s'exprime sur différents sujets qui l'intéressent et répond parfois aux questions de ses lecteurs, « Parlons mieux » se propose d'étudier des erreurs de traduction et certaines expressions difficiles à traduire en proposant des solutions concrètes pour les traducteurs et autres professionnels de la langue. Il semble donc tout à fait logique qu'il s'intéresse surtout à des erreurs de sens, potentielles ou factuelles, dans « Parlons mieux ». Nous reconnaissons que les données présentées plus haut, dans le Tableau 3 et celles présentées dans le Tableau 4 ci-dessous auraient pu permettre une analyse de l'évolution dans le temps de la position de Daviault par rapport aux anglicismes.

Toutefois, comme mentionné, ces chroniques poursuivent des objectifs différents, ce qui rendrait difficile de différencier ce qui relève d'une évolution dans le point de vue et ce qui dépend de la mission de la chronique ; de même, l'intervalle de temps entre les deux chroniques étant assez grand, nous ne disposons pas de point intermédiaire qui aurait pu permettre de vérifier une telle évolution.

Afin d'analyser le lien entre condamnation et type d'anglicisme, nous pouvons seulement nous intéresser au traitement des anglicismes dans « Propos », étant donné que dans « Parlons mieux » la presque totalité des emprunts commentés sont condamnés (88 %, n = 42 ; voir Tableau 4) ; tout ce que nous pouvons constater à partir des données de cette chronique est que, en général, le type d'anglicisme n'influence pas la prise de position de Daviault. Le tableau 4 présente l'évaluation normative selon le type d'anglicisme pour la chronique « Parlons mieux ».

Tableau 4 : Évaluation normative selon le type d'anglicisme dans « Parlons mieux »

<i>Type d'anglicisme</i>			<i>Rejeté</i>		<i>Sans</i>		<i>Accepté</i>		<i>Total</i>	
			<i>commentaire</i>							
<i>Mot ou expression</i>	Sens		19	95 %	0	0 %	1	5 %	20	42 %
	Forme et sens		13	72 %	2	11 %	3	17 %	18	38 %
	Traduction		7	100 %	0	0 %	0	0 %	7	15 %
	Fréquence		0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
<i>Prononciation</i>			3	100 %	0	0 %	0	0 %	3	6 %
<i>Syntaxe</i>			0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
<i>Total</i>			42	88 %	2	4 %	4	8 %	48	100 %

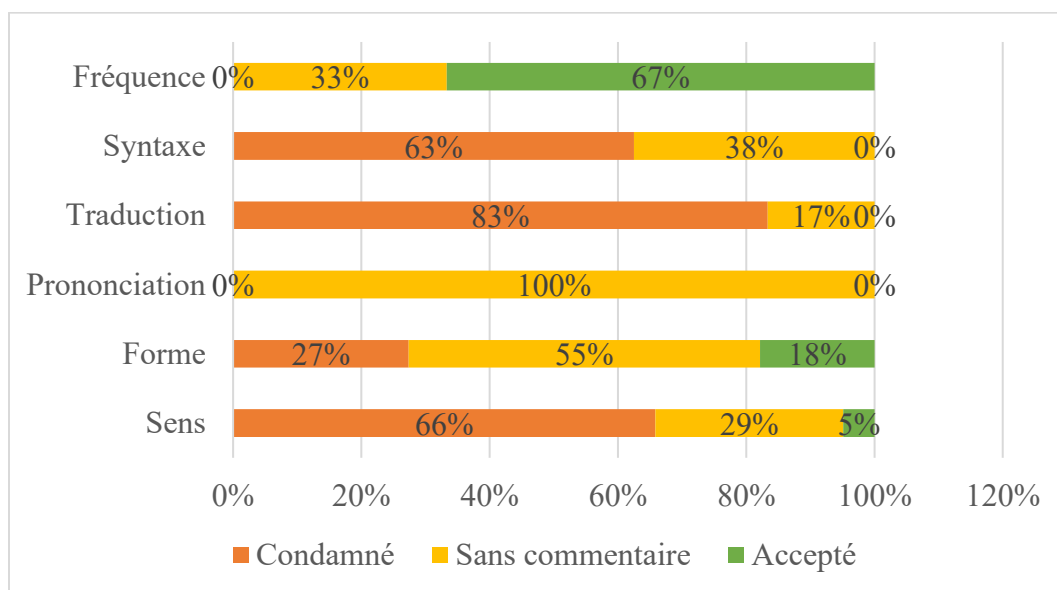
Avant d'analyser les liens entre condamnation et type d'anglicisme dans « Propos », rappelons que, au total, le nombre d'emplois qui ne comportent pas de jugement normatif (n = 71 ; 46 %) est plus grand que celui d'emprunts condamnés (n = 65 ; 42 %) ou acceptés (n = 19 ; 12 %), comme nous pouvons l'observer dans le Tableau 5 ci-dessous.

Tableau 5 : Évaluation normative selon le type d'anglicisme dans « Propos »

<i>Type d'anglicisme</i>		<i>Condamné</i>		<i>Sans</i>		<i>Accepté</i>		<i>Total</i>	
		<i>commentaire</i>							
<i>Mot ou expression</i>	Sens	27	66 %	12	29 %	2	5 %	41	26 %
	Forme et sens	23	27 %	46	55 %	15	18 %	84	54 %
	Traduction	10	83 %	2	17 %	0	0 %	12	8 %
	Fréquence	0	0 %	1	33 %	2	67 %	3	2 %
<i>Prononciation</i>		0	0 %	7	100 %	0	0 %	7	5 %
<i>Syntaxe</i>		5	63 %	3	38 %	0	0 %	8	5 %
<i>Total</i>		65	42 %	71	46 %	19	12 %	155	100 %

La Figure 1 présente, pour chaque type d'emploi que l'on retrouve dans « Propos », le pourcentage qui est condamné, accepté ou qui ne comporte pas de commentaire normatif. Par exemple, 63 % des emprunts de syntaxe commentés dans la chronique sont condamnés :

Figure 1 : Évaluation normative des différents types d'anglicisme dans « Propos »



Nous observons que le type d'emprunt le plus fortement condamné par Daviault est la traduction littérale ou calque, mais il convient de garder à l'esprit que ce type d'anglicisme représente seulement 8 % (12 cas) des emplois commentés dans cette chronique. Comme cela a été soulevé pour d'autres chroniqueurs dans certaines études (Bouchard, 1989 ; Lamontagne, 1996 ; Pellerin, 2007), Daviault a tendance à être plus sévère envers les emprunts sémantiques que les emprunts formels. Toutefois, bien que les emprunts sémantiques soient fortement condamnés, ils ne le sont pas dans leur totalité : deux emprunts sémantiques sont acceptés et 12 ne comportent pas d'évaluation normative, ce qui signifie que 34 % des emprunts sémantiques ne sont pas condamnés. Par ailleurs, nous pouvons observer une forte condamnation des emprunts de syntaxe.

4.1.3 Évaluation selon la variété de français

Tout d'abord, nous avons identifié la variété à laquelle Daviault attribue les emprunts. En tout, sur 203 emplois analysés, 165 sont en cours au Canada selon le chroniqueur, 30 en France et huit au Canada et en France (voir Tableau 6).

Tableau 6 : Distribution des anglicismes selon la variété de langue à laquelle Daviault les attribue

<i>Variété</i>	<i>Anglicismes</i>	
<i>Canada</i>	165	81 %
<i>France</i>	30	15 %
<i>Canada et France</i>	8	4 %
<i>Total</i>	203	100 %

En ce qui concerne l'évaluation de l'emprunt, de nombreux chroniqueurs et lettrés québécois ont souvent eu tendance, au cours de l'histoire, à accepter certains anglicismes plus facilement que d'autres parce qu'ils avaient cours en France. En effet, cet argument est très présent dans les discours puristes qui clament que la langue française devrait être en tout point conforme à celle parlée dans tous les pays francophones, car la France serait la seule communauté linguistique capable de « juger » de l'acceptabilité des emprunts à

l'anglais. Ce phénomène est bien mis en lumière par Bouchard (1999). Lamontagne (1996) constate aussi que certains des auteurs dans son corpus (comme Thomas Maguire et Léon Lorrain) considèrent que les Français sont « plus compétents » que les Canadiens sur le plan linguistique et ils peuvent donc juger de la convenance d'un anglicisme ; on peut à ce moment-là se fier à eux (Lamontagne, 1996 : 75). Pour ces auteurs, les anglicismes utilisés en France sont acceptables puisque l'usage en France les a intégrés (Lamontagne, 1996 : 75) alors que le phénomène serait plus « dangereux » au Canada. Toutefois, certains chroniqueurs se montrent plutôt critiques à l'égard des emprunts qui ont cours en France et reprochent aux Français leur anglomanie. Prévost (1996) souligne cette attitude chez le chroniqueur et lexicographe Étienne Blanchard ; celui-ci condamne fortement cette tendance d'« anglomanie » et de « snobisme » français (Prévost, 1996 : 23) et il note aussi que les Français utilisent parfois des mots anglais dans des sens qui n'ont jamais existé en anglais (ce que Daviault observe aussi ; voir section 2.1.1.1).

Dans le cas de Daviault, il commente aussi bien des anglicismes utilisés en France qu'il juge acceptables ou condamnables. Il propose une réflexion critique et nuancée sur le sujet dans l'un de ses billets :

Les Français, surtout depuis la dernière Grande Guerre, aiment à employer des termes anglais. Les gens soucieux de la pureté de la langue le déplorent, et, pour nous, cette particularité a des conséquences assez curieuses.

D'une part, certaines gens s'en autorisent pour motiver tous les emprunts à l'anglais ou toutes les mauvaises francisations de termes anglais que nous valent l'ignorance ou la négligence des traducteurs, des journalistes, des écrivains. D'autre part, des Canadiens l'invoquent pour affirmer que nous maintenons la langue française bien mieux que les Français de « France ».

Un journaliste de Montréal n'a-t-il pas écrit, il n'y a pas longtemps : « Notre résistance est plus forte... Grâce au Ciel nous ne faisons ni footing ni rowing ». Attardons-nous donc un peu à cette question [...].

Que les Français aient tort d'accepter des termes anglais souvent inutiles, c'est incontestable. Mais diverses réserves s'imposent. Tout d'abord, nous devons remarquer que les emprunts à l'anglais sont voulus en France. Par conséquent, ces termes étrangers ne se glissent pas subrepticement dans la langue pour s'y présenter sous de fausses couleurs. Chez nous, ils sont généralement inconscients et déformés, si bien qu'on en vient à ne plus les reconnaître pour ce qu'ils sont et qu'on les présente comme des termes français légitimes. Ensuite, l'emprunt à l'anglais tient en France à une manie ou à une mode ; la manie ou la mode une fois passée, les mots anglais sont abandonnés, bien que ce ne soit pas toujours le cas. (« Propos », 1954 : 033)

Nous retrouvons ici plusieurs des idées relevées dans le corpus de Lamontagne réunies dans le même discours. Ainsi, Daviault soutient que, bien que les répercussions des emprunts soient moins graves en France, ces emprunts ne sont souvent pas justifiés et les Canadiens français ne devraient pas s'en inspirer.

Dans le Tableau 7, nous trouvons l'évaluation normative des emplois en fonction de la variété de français à laquelle Daviault les attribue.

Tableau 7 : Évaluation normative selon la variété de français à laquelle appartient l'emprunt

<i>Variété</i>	<i>Accepté</i>		<i>Sans commentaire</i>		<i>Rejeté</i>		<i>Total</i>	
<i>Canada</i>	15	9 %	64	39 %	86	52 %	165	81 %
<i>France</i>	2	7 %	10	33 %	18	60 %	30	15 %
<i>Les deux</i>	4	50 %	1	13 %	3	38 %	8	4 %
<i>Total</i>	21	10 %	75	37 %	107	53 %	203	100 %

Nous voyons qu'il y a, au total, 33 % (n = 10) des emprunts provenant de la France qui ne comportent pas d'évaluation normative :

En France, encore, on nomme **groom** l'employé d'un hôtel qu'on pourrait désigner par le mot **chasseur**. Mais, dans les pays de langue anglaise, cet employé porte la désignation de « bell boy ». (« Parlons mieux », 1930 : 23)

Ce qui ressort, surtout, est que 60 % (n = 18) de ces emplois sont rejetés par Daviault :

Week-end n'a jamais voulu dire que fin de semaine. Les Français y ajoutent l'idée de repos ou de congé simplement parce que les Anglais ont adopté, avant les Français, le congé du samedi après-midi, et c'est pourquoi, avant de dire week-end, on a parlé en France de « la semaine anglaise ». **Encore une fois, les Français détournent de son sens une expression anglaise. Et bien inutilement : fin de semaine dit autant que week-end. Nous disons fin de semaine et nous avons raison.** (« Propos », 1954 :033)

Seulement deux emprunts (7 %) provenant de France sont acceptés :

Ne lui en voulons pas de cet emploi d'un mot anglais [shopping], un peu snob sans doute, quand on sait que les Français n'ont que des périphrases pour désigner l'action que décrit le verbe **magasiner**. (« Propos », 1956 : 064)

Ainsi, nous voyons clairement que les emprunts venant de France n'ont pas de passe-droit pour Daviault.

L'origine de l'emprunt n'est donc pas un critère suffisant pour accepter ou condamner un anglicisme. Cette vision semble cohérente avec la légitimité qu'il accorde à la variété de français canadienne. Pour condamner les emprunts provenant de l'Hexagone, il fait appel aux mêmes arguments que pour critiquer les anglicismes utilisés au Québec (voir section 4.2).

4.2 Arguments employés lors de l'évaluation normative

Nous avons dégagé dans le discours de Daviault différents arguments utilisés pour l'évaluation normative des anglicismes. Ces mêmes arguments se retrouvent dans l'analyse d'Elchacar et Salita (2019) sur les anglicismes dans le discours de quatre chroniqueurs linguistiques. Nous présenterons dans les prochaines sections les arguments en question accompagnés d'exemples.

4.2.1 Arguments utilisés pour condamner un anglicisme

En analysant les arguments employés par Daviault pour rejeter l'anglicisme, nous constatons que, dans la chronique « Parlons mieux », pour les 42 emplois rejetés, il y a cinq arguments qui sont employés par le chroniqueur pour appuyer sa prise de décision, soit : 1° l'origine anglaise de l'emprunt, 2° le fait que le mot possède déjà en français un autre sens, 3° le sens anglais original de l'emprunt qui n'est pas le même que celui qu'on donne à l'emprunt en français, 4° le caractère « non nécessaire » de l'emprunt en raison d'un équivalent français déjà existant et 5° l'usage français. À ces arguments s'ajoute, dans la chronique « Propos », l'argument de la « logique de la langue ». Ces arguments peuvent parfois être combinés. Dans son étude sur l'imaginaire linguistique des chroniqueurs canadiens français, Remysen (2009, 2011) fait ressortir que les arguments utilisés par les chroniqueurs pour justifier une prise de décision normative peuvent être situés dans un continuum qui va de l'objectivité à la subjectivité (Remysen, 2011 : 62). Ainsi, les arguments qui relèvent des normes objectives dans le modèle de l'imaginaire linguistique

tel que proposé par Remysen s'appuient sur des critères propres à la langue ; les chroniqueurs font appel à la langue en tant que système pour justifier leurs prises de décision. Les arguments qui relèvent des normes subjectives, pour leur part, ne s'appuient pas sur la langue en tant que système, mais plutôt sur une certaine image que les chroniqueurs se font de la langue ; on peut penser à des arguments comme l'origine française d'un mot (qui n'est pas toujours documentée) ou à des critères encore plus subjectifs comme le caractère esthétique d'un mot. Toutefois, les arguments qui fonctionnent selon des critères objectifs, qui font appel à la langue en tant que système, demeurent subjectifs dans le discours des chroniqueurs (Remysen, 2011 : 56). Dans le cas de Daviault, parmi tous les arguments utilisés pour rejeter un anglicisme, nous en avons relevé seulement un qui relève des normes objectives, soit celui du « caractère non nécessaire », qui fait appel au lexique du français déjà existant pour rejeter un emploi emprunté. Le Tableau 8 présente la répartition des arguments pour rejeter des anglicismes dans chaque chronique.

Tableau 8 : Distribution des arguments utilisés pour condamner un anglicisme

<i>Argument</i>	<i>Parlons mieux</i>		<i>Propos</i>		<i>Total</i>	
<i>Origine anglaise</i>	20	40 %	32	46 %	52	43 %
<i>Sens français</i>	15	30 %	12	17 %	27	23 %
<i>Sens anglais</i>	6	12 %	8	11 %	14	12 %
<i>Non nécessaire</i>	4	8 %	12	17 %	16	13 %
<i>Usage hexagonal</i>	5	10 %	1	1 %	6	5 %
<i>Logique de la langue</i>	0	0 %	5	7 %	5	4 %
<i>Total</i>	50	100 %	70	100 %	120	100 %

4.2.1.1 Origine anglaise

Tout d'abord, l'argument de l'origine anglaise est l'argument le plus employé pour condamner dans les deux chroniques : 40 % (n = 20) des condamnations dans « Parlons mieux » et 46 % dans « Propos » (n = 32). Dans ce cas de figure, le chroniqueur se contente simplement de condamner l'emploi d'un mot ou d'une expression pour la seule raison qu'il vient de l'anglais, sans donner plus d'explications ni d'autre argument :

On ne peut rendre cette expression [*in the affirmative*] par « dans l'affirmative ». Ce serait un affreux anglicisme, qu'on commet d'ailleurs avec une grande sérénité d'âme, au Canada. (« Parlons mieux », 1930 : 18)

Signalons, à propos de ce verbe [*appartenir*], une faute grossière. Dans les milieux où sévit particulièrement l'anglicisme, on emploie appartenir au transitif, à l'imitation de l'anglais to own : « J'appartiens ma maison ». (« Propos », 1959 : 135)

On voit dans ces exemples que le fait d'être un anglicisme, c'est-à-dire d'avoir une origine anglaise, suffit souvent à Daviault pour condamner un emploi.

4.2.1.2 Sens français

Dans certains cas, Daviault fait appel au sens français déjà existant d'un emploi pour rejeter un emprunt. Cet argument est employé dans 30 % des condamnations (n = 15) dans « Parlons mieux » alors qu'il représente 17 % (n = 12) dans « Propos ». Le raisonnement derrière cet argument est que les mots ont un sens qui doit demeurer immuable. Voici quelques exemples :

Dans le cas d'un ouvrage imprimé, d'un livre, d'un périodique, etc., « copy » ne doit pas se rendre par l'équivalent de COPIE, mais par plutôt **exemplaire**. Remy de Gourmont fait figurer le mot « copie » pris en ce sens dans la liste des termes que les Canadiens ont empruntés à l'anglais (« Esthétique de la Langue française », p. 112). « Copie » se dit de la reproduction manuelle d'un manuscrit ou d'une œuvre d'art, tandis qu'« **exemplaire** » signifie chacun des objets formés à l'aide d'un type unique et, spécialement des **copies imprimées** d'un ouvrage, multipliées par la presse. (« Parlons mieux », 1930 : 021).

On traduit [*official*] habituellement, au Canada, par « officier ». Or, il n'a jamais, croyons-nous, le sens d'officier. Ce dernier mot désigne, en français, la personne qui détient en propre un office, une charge. Mais « official » s'applique à un subalterne dont la tâche est d'exécuter les directives ou les ordres d'un supérieur. L'« official » est donc un « **fonctionnaire** ». (« Parlons mieux », 1930 : 003)

Parfois, cet argument est présenté sous la formule « pas français » qui permet à Daviault de mettre l'accent sur le fait que le sens dont il s'agit n'existe pas en français et ne devrait pas exister :

Le sens que nous donnons à « **patronage politique** » n'existe pas en français. C'est bel et bien un anglicisme. Ce que nous nommons de cette expression doit se dire : **faveurs politiques** (ou administratives), **favoritisme**, **pistonnage**, **clientèle politique**, etc. (« Parlons mieux », 1930 : 004)

La formulation « pas français » a d'ailleurs été étudiée par Remysen (2009) et par Gagné (2004) sur la base d'indices discursifs.

4.2.1.3 Sens anglais

Parfois, Daviault ne fait pas appel au sens français d'un emploi, mais plutôt au sens original en anglais pour condamner certains anglicismes. Daviault est d'avis que les emprunts qui ne s'utilisent pas dans un sens que le mot avait en anglais au départ ne sont pas recevables. Cet argument arrive en troisième place dans les deux chroniques (11 %, n = 8 dans « Propos » ; 12 % n = 6 dans « Parlons mieux ») et il est souvent employé pour condamner des emprunts lexicaux faits en France, nous avons vu précédemment l'exemple de *footing*, *hiking*, *dancing*, *speaker* et *autocar* :

Notons tout de suite que **footing** n'a jamais eu, en anglais, le sens que lui donnent les Français : pour dire la même chose, les Anglais se servent de **hiking**. Pour qui connaît assez bien l'anglais, le sens qu'on donne à ce mot français prête même à sourire : **footing** veut dire tout le contraire de marche ; il signifie pose des pieds, prise de position. To take a footing, c'est prendre pied, s'implanter ; donc s'immobiliser fermement ! Soit dit en passant ! Il est de fait que nous n'acceptons pas ces emprunts délibérés (pas plus, d'ailleurs, que **dancing** ou **speaker**, autres mots anglais qui ont, en français, des sens que ne connaît pas l'anglais, ni **autocar**, mot anglais forgé en France et que personne ne connaît en Angleterre !) (« Propos », 1956 : 072)

Le plus malheureux est que les traducteurs ne se donnent pas toujours la peine de traduire le texte anglais et qu'ils contribuent à implanter de nouveaux anglicismes. C'est ainsi qu'ils appellent toujours **romance**, comme en anglais, les pièces sentimentales. Or, l'anglais « romance » n'a pas du tout le sens de l'équivalent français. (« Parlons mieux », 1930 : 030)

4.2.1.4 Caractère non nécessaire

Dans « Propos », le deuxième argument le plus employé par Daviault pour condamner un emprunt, représentant 17 % des condamnations (n = 12), est le fait qu'il n'est pas nécessaire, car il existe déjà un équivalent français. Cet argument revient souvent dans le discours des chroniqueurs (Lamontagne, 1996 : 66). En effet, il s'agit de l'idée selon laquelle un emprunt ne serait utile que s'il comble une lacune lexicale, ce qui est le cas pour les emprunts qui désignent, par exemple, de nouvelles réalités qui arrivent des pays

anglophones et qui n'ont pas encore d'équivalent en français. Daviault semble adhérer à cette idée :

Certains vocables que nous transformons ainsi répondent à une nécessité. D'autres font double emploi avec des termes français et sont donc pour le moins inutiles. Tous, en tout cas, sont assez curieux.

[...]

Nous avons moins raison de forger le mot **promissoire**, dans billet **promissoire** (pour : billet à ordre), sur le modèle de **promissory note**. Ou, **order**, d'après le verbe **to order**, quand le français a **commander**. (« Propos », 1955 : 050)

Encore une fois, les Français détournent de son sens une expression anglaise [week-end]. Et bien inutilement ; **fin de semaine** dit autant que **week-end**. Nous disons fin de semaine et nous avons raison. (« Propos », 1954 : 033)

Dans « Parlons mieux », cet argument est employé dans 8 % des condamnations (n = 4) :

Anglomanie très répandue en France. On y affuble de noms anglais des choses qu'on désignerait beaucoup mieux par un terme français. Ainsi en est-il de « dancing », mot qui désigne, chez nos cousins d'outremer, un établissement où l'on danse. Autrefois on disait un « bal », comme le « bal Bullier », le « bal Tarabin », mais ce n'était plus assez « dernier bateau ». (« Parlons mieux », 1930 : 23)

Depuis que nous recevons tant de touristes américains, attirés par la beauté de notre pays, le pittoresque de nos campagnes et l'excellence des produits de la régie des boissons, on voit partout, dans nos villes et nos villages, cette affiche : « **Tourist accomodation** » et en français (?) : « Accomodation pour touristes ». Mais, non ! Vous voulez dire que vous avez des chambres à louer aux touristes ; ou que vous pouvez leur offrir le vivre aussi bien que le couvert ? Dites-le donc. Affichez : « **Chambres à louer** », [...]. Pourquoi, encore, ne pas adapter aux besoins actuels, une bonne vieille expression française, ce qui donnerait : « untel loge et nourrit les voyageurs » ? (« Parlons mieux », 1930 : 002)

4.2.1.5 Usage hexagonal

Nous avons vu que le simple fait d'être utilisé en France ne suffit pas toujours à Daviault pour accepter un emprunt. L'argument de l'usage hexagonal, c'est-à-dire le fait de rejeter un anglicisme parce que ce n'est pas le terme en cours en France, ou dans l'usage qu'il appelle « académique » (voir section 2.3 du chapitre 1), est employé dans seulement 1 % des cas (n = 1) dans « Propos », mais dans 10 % des cas (n = 5) dans « Parlons mieux » :

Claque est français puisqu'il désigne en France une sorte de socque plat que les dames mettaient par-dessus la chaussure ordinaire pour se garantir de la boue. Nous avons donc détourné ce mot, un peu, de son sens. Notre claque se dit plutôt caoutchouc. Mais beaucoup y répugnent parce qu'ils y voient la traduction littérale de l'anglais **rubber** qui désigne... la claque. On voit donc que la question n'est pas simple et qu'il y a parfois de grandes

difficultés à parler correctement en français du Canada. Si l'on veut mon sentiment, j'incline à dire **claque**, plutôt que **caoutchouc**, pour éviter l'air d'anglicisme et parce que caoutchouc n'est pas tellement accrédité en France. (« Propos », 1952 : 005)

Au Canada, nous traduisons littéralement « fountain pen » par **plume-fontaine** ou, quand on a des prétentions au beau langage, par **plume-réservoir**. Ni l'une ni l'autre de ces expressions ne serait comprise en France, où l'on dit **stylo** (abréviation de stylographe). Ce mot vaut infiniment mieux que notre anglicisme : il est plus court, plus précis, plus expressif (« Parlons mieux », 1930 : 039)

4.2.1.6 Logique de la langue

L'argument de la logique de la langue est employé par Daviault dans « Propos » pour rejeter 7 % des emprunts qu'il critique (n = 5). Selon cet argument, l'emprunt en question ne doit pas être employé en français, car il va à l'encontre de la supposée « logique de la langue », c'est-à-dire l'idée selon laquelle la langue se comporte en tant que système clos, immuable, et répond donc à une certaine logique intrinsèque. L'argument rappelle les discours sur le prétendu génie de la langue française (Dauzat, 1954). Suivant cette idée selon laquelle le français respecte une structure harmonieuse, Daviault fait appel à cet argument pour s'opposer à des emprunts syntaxiques uniquement :

C'est ainsi dire que, dans les documents traduits à l'ONU et ailleurs, la forme passive, composée avec l'auxiliaire être, remplace la plupart des autres formes du verbe. Il faut savoir que l'anglais, non seulement affectionne particulièrement cette forme, mais que sa syntaxe en exige l'emploi. L'anglais, moins analytique que le français, est d'autre part plus idiomatique. Par ailleurs, il recherche moins la précision et l'expression directe de la pensée. [...] Le passif se prête fort bien à cet aspect du génie de l'anglais. Par le fait même, l'expression directe, il est contraire au génie français qui veut la précision, l'expression directe, l'analyse de la pensée. (« Propos » 1960 : 154)

Cet argument n'est pas utilisé par Daviault dans la chronique « Parlons mieux » : il n'y a pas d'emprunt syntaxique commenté.

4.2.2 Arguments utilisés pour justifier un anglicisme

Nous avons dégagé cinq arguments utilisés par Daviault pour justifier l'emploi d'anglicismes. 1^o l'inexistence d'un équivalent français, 2^o l'usage hexagonal de cet emploi, 3^o l'origine française de l'emprunt, 4^o la précision sémantique que permet d'apporter l'emprunt et 5^o l'attestation dans le dictionnaire de l'emploi commenté. Parmi

ces arguments, les arguments du vide lexical et de la précision sémantique relèvent des normes objectives, alors que les autres relèvent des normes subjectives. Le Tableau 9 présente la répartition des arguments par chronique :

Tableau 1 : Distribution des arguments utilisés pour justifier un anglicisme

<i>Argument</i>	<i>Parlons mieux</i>		<i>Propos</i>		<i>Total</i>	
<i>Usage hexagonal</i>	1	33 %	10	45 %	11	44 %
<i>Vide lexical</i>	1	33 %	6	27 %	7	28 %
<i>Précision sémantique</i>	0	0 %	2	9 %	2	8 %
<i>Dictionnaire</i>	1	33 %	2	9 %	3	12 %
<i>Origine française</i>	0	0 %	2	9 %	2	8 %
<i>Total</i>	3	100 %	22	100 %	25	100 %

4.2.2.1 Usage français

Cet argument, présenté dans la section 4.2.1.6, peut aussi servir à accepter un anglicisme parce qu'il est en cours dans l'usage de la France. Il sert à justifier un emprunt dans « Parlons mieux », doublé de l'argument de l'attestation dans le dictionnaire (voir section 4.5.10), et 45 % des emprunts dans « Propos » (n = 10), dont huit se trouvent au sein de la même énumération. Daviault remarque qu'un certain nombre d'anglicismes sont acceptables parce qu'ils sont « passés au français académique », qui, rappelons-le, dans la vision de Daviault, ce doit être le français de France (voir section 2.3 du chapitre 1) :

Le contact avec l'anglais a fait naître, au Canada, des mots revêtus d'une forme ou d'une prononciation française. L'emprunt aux langues étrangères est légitime : c'est une des lois de l'évolution linguistique. Si l'on considère précisément l'anglais, il y a lieu de se rappeler les termes qui sont passés au français académique : allégeance, alligator, ballast, banquise, bébé, bouledogue, boulingrin, flibustier et combien d'autres. (« Propos », 1955 : 50)

Cet extrait est d'autant plus intéressant par la façon dont il déclare la légitimité de l'emprunt.

4.2.2.2 Vide lexical

L'argument du vide lexical est employé dans « Propos » pour justifier 27 % de emplois acceptés (n = 6). Il s'agit de l'argument opposé au caractère « non nécessaire » utilisé pour rejeter les emprunts. L'emprunt est justifié, car il sert à combler une lacune lexicale ; il n'existe pas de mot français pour exprimer le même concept comme dans l'exemple de *saplaine*, déjà cité pour illustrer le seul emploi jugé acceptable dans la chronique « Propos » :

Nous avons déjà noté que le français du Canada absorbe parfois de façon intéressante certains termes anglais. Je veux en citer aujourd'hui un bon exemple et c'est le mot **saplaine**, tiré de l'anglais **sapling**, qui désigne un bois de seconde pousse, un jeune arbre. L'emprunt est heureux, parce qu'il n'existe pas, que je sache, de mot français ayant ce sens. (« Parlons mieux », 1956 : 060)

UNDESIRABLE. – On se sert beaucoup de ce terme, au Canada comme aux États-Unis, pour désigner les immigrants qui sont de mauvais sujets et ne pourraient, pour une raison quelconque, devenir de bons citoyens. On le traduit, chez nous, par **INDÉSIRABLE** et l'on a bien raison. Cependant, on ne trouverait ce mot dans aucun dictionnaire français, si ce n'est à titre de néologisme. Et il s'agit bien, en effet, d'un néologisme dont nous sommes responsables. [...] Ne laissons pas ce sujet, sans noter que quelques auteurs français ont aussi risqué le néologisme **indésirable**. Il y aurait quelque présomption à croire qu'ils nous l'ont emprunté. Il convient plutôt de penser qu'ils ont agi de leur propre chef. C'est ainsi que nous trouvons dans un ouvrage de Ferri-Pisani : « Ces cent millions d'**indésirables** que le Vieux Monde allait nous envoyer au cours des siècles suivants » (« L'Amour en Amérique », p. 185). Ferri-Pisani a simplement voulu décalquer le terme anglais, comme il le fait souvent par snobisme. Dans le cas qui nous occupe, il a eu une idée heureuse. (« Parlons mieux », 1930 : 024)

Cet argument est fréquent dans le discours normatif au Québec : il s'agit même de l'argument le plus utilisé dans le corpus de Lamontagne pour justifier des emprunts à l'anglais (1996 : 64).

4.2.2.3 Origine française

Comme présenté au début de ce chapitre (voir section 1), Daviault s'intéresse souvent à la question des archaïsmes qui peuvent aussi être des anglicismes. Si parfois il n'arrive pas à trancher, parfois le caractère archaïque d'un mot est bien clair pour lui. Cette origine française sert à ce moment-là d'argument pour justifier l'acceptation des emplois qui n'ont pas été directement empruntés, mais dont la fréquence d'emploi est tout de même

influencée par l'anglais. C'est le cas pour 9 % des emplois acceptés (n = 2) dans « Propos » qui sont en fait le même emprunt qui a fait l'objet de deux billets presque identiques :

Or, l'anglais emploie alors le mot **gravel**. Ce qui fait dire aux gens peu au courant que **gravelle** est un anglicisme. [...] Ce sont les Anglais qui ont pris ce vocable au français. Nos gens devraient-ils, pour autant, l'abandonner ? Que la persistance et même la généralisation de ce terme aient été influencées par l'anglais, je ne jurerais pas du contraire. (« Propos », 1954 : 028)

4.2.2.4 Précision sémantique

Deux des emplois commentés dans « Propos » (9 %) sont acceptés par Daviault en raison de leur prétendue précision sémantique. En effet, l'emprunt servirait à apporter une nuance de sens que l'emploi français équivalent ne possède pas :

Il en faut une [langue commune], pour éviter que les nouvelles communautés ne deviennent autant de Tours de Babel. (Notons, ici ce nouvel anglicisme sorti d'un « faux ami », qui n'est pas sans mérites assurément, puisque la traduction ordinaire de « community », c'est-à-dire « collectivité », ne paraissait pas rendre avec assez de justesse l'idée à exprimer. Je conserve quelques doutes à ce sujet, mais passons.) (« Propos », 1958 : 117)

On sait que **bifteck** est la francisation de **beefsteak**. Ce qu'on sait moins c'est que le terme ainsi francisé ne désigne pas le même mets que le terme anglais d'où il vient. Un bifteck est une tranche de bœuf, tandis que le **beefsteak** est un **rôti**, un gros morceau de bœuf. La tranche de bœuf grillée se dit simplement **steak** en anglais, sans le préfixe **beef** (qui est, on le sait, le mot bœuf prononcé à l'anglaise). C'est ainsi que les mots, en passant d'une langue à l'autre, changent de sens. Mais je veux souligner que la plupart des Canadiens disent steak comme les Anglais, n'employant jamais bifteck. Il est vrai que le contact des deux langues, ici, risquerait de créer des quipropos, bien que certains Canadiens tiennent quand même à employer le terme accepté en France. (« Propos », 1954 : 040)

L'emprunt à l'anglais enrichit dans ce cas le français.

4.2.2.5 Dictionnaire

Un autre argument employé par Daviault à quelques reprises pour justifier un emprunt est le fait qu'un emploi soit attesté dans le dictionnaire. Cet argument constitue un argument d'autorité qui consiste à faire appel à une autorité dans le domaine pour justifier sa prise de position, sans avancer, en général, d'argument supplémentaire qui relèverait davantage d'une question linguistique (ex : sens, forme, etc.). Ce type d'argument revient souvent dans le discours des chroniqueurs sous différentes formes (Remysen, 2009 et suiv.). Dans

« Parlons mieux » cet argument sert à accepter un seul emploi, accompagné de l'argument de l'usage français :

Il existe, d'ailleurs, un verbe français qui est l'équivalent exact de « black-ball ». Ce cas est rare. C'est le composé hybride blackbouler, formé de l'anglais « black » et du français « boule ». Il a la même signification que « black-ball ». On lit, en effet, dans Hatzfeld et Darmesteter : « Famil. Refuser, en lui donnant une boule noire, une personne qui demande à faire partie d'un cercle, d'un club ». [...] Par extension, « black-ball » et blackbouler s'emploient dans toutes sortes de circonstances, pour indiquer qu'on cherche à évincer quelqu'un, à lui nuire. (Parlons mieux, 1930 : 008)

Dans « Propos », Daviault s'en sert comme argument de soutien à l'argument de l'équivalent inexistant pour justifier l'emploi du mot *indésirable*, abordé à deux reprises dans la chronique :

Un autre canadianisme a forcé la porte du dictionnaire français. C'est **indésirable** [...]. Veut-on la preuve qu'indésirable s'emploie couramment en France ? Je pourrais multiplier les citations. [...] Ce mot se trouve au Larousse du XX^e siècle et au Dictionnaire encyclopédique Quillet, etc. On y note qu'il vient de l'anglais **undesirable**. Voilà un cas où l'anglicisme est utile. (« Propos », 1954 : 038)

Ce mot se trouve au **Larousse du XX^e siècle**, au **Dictionnaire encyclopédique Quillet**, etc. On y note qu'il vient de l'anglais **undesirable**. Voilà un cas où l'anglicisme est utile. (« Propos », 1960 : 153)

Ici, l'attestation dans le dictionnaire est un argument secondaire qui vient appuyer le premier, au cas où le lecteur aurait encore des doutes quant à la légitimité de l'emprunt. Il y a également un troisième argument : celui de l'usage hexagonal. Cette stratégie de combiner plusieurs arguments est très peu employée par Daviault : comme le démontrent les exemples vus au travers de ce chapitre, la plupart du temps un seul argument suffit à accepter ou condamner un emprunt. Ainsi, nous pouvons difficilement nous pencher sur l'analyse d'une hiérarchie entre les arguments employés par Daviault pour accepter ou condamner un emprunt comme l'a fait Remysen (2011) dans le cas des canadianismes. Il y a des arguments qui sont employés plus souvent que d'autres, certes, mais nous ne possédons pas assez de données pour déterminer si un argument a plus de poids que les autres.

Comment pouvons-nous analyser ces arguments, utilisés pour évaluer des cas précis, à la lumière des principes généraux que Daviault expose dans certains de ces textes à propos de l'anglicisme ?

4.2.3 Critères généraux énoncés par Daviault à propos de l'évaluation normative des anglicismes

Dans les nombreux articles qui composent le corpus exploité dans les chapitres 1 et 2, où Daviault se prononce sur le sujet de l'anglicisme, il propose, à l'occasion, une réflexion sur ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas en termes d'anglicisme au Canada.

Nous pouvons dégager deux conclusions principales, l'une concernant l'acceptation des anglicismes, l'autre concernant leur rejet ; elles sont forcément toutes les deux reliées. Il y a aussi une observation générale par rapport à la place des emprunts dans la langue, y compris ceux à l'anglais, qui peut être tirée de ces textes. Le long passage qui suit permet de synthétiser les principales conclusions auxquelles nous en arrivons au terme de cette analyse³⁵ :

L'emprunt à une langue étrangère n'est pas un mal en soi, à condition qu'il réponde vraiment à un besoin. Ainsi, le vocabulaire d'une spécialité où excelle une nation devient international ; la cuisine se fait en français, la musique en italien, les sports en anglais. Nous pouvons, nous devons dire *hockey, tennis, pipe-line*. Dans ces cas comme dans bien d'autres, l'emprunt est non seulement permis mais essentiel.

L'anglicisation de nos institutions, surtout de nos institutions parlementaires, était indispensable. Dans l'ensemble, d'ailleurs, nous avons assimilé le vocabulaire anglais et, adaptant des termes archaïques du français actuel, nous avons créé un lexique bien à nous et parfaitement légitime. *Chambre des communes, conseil privé, bref, discours du trône, orateur de la chambre, sergent d'armes, gentilhomme huissier de la verge noire, greffier*, pour ne citer que quelques exemples, voilà autant de termes inconnus dans la France actuelle mais dont nous ne saurions nous passer. Le vocabulaire pénal n'est pas celui de la France actuelle non plus, parce que notre Code pénal est anglais. Dans maints domaines, en somme, il existe un noyau irréductible de termes étrangers. C'est se battre contre des moulins à vent que de vouloir les empêcher de pénétrer dans notre langue. Des puristes aux connaissances limitées et dénuées du sens linguistique ont fait des efforts inouïs mais vains pour inventer des vocabulaires qui ne seraient pas compris en France plus que chez nous. On en vient d'ailleurs à chasser un anglicisme par un autre anglicisme ; ainsi ce *plume-réservoir* qu'on substitue à *plume-fontaine*. Ou bien, on bannit des expressions françaises parce qu'elles ressemblent à l'anglais : *plaider coupable, boîte postale, je prends cela sur moi*. [...]

³⁵ Ces réflexions reviennent dans plusieurs autres articles (v. Daviault, 1951b, 1952b, 1952c, 1955a et 1957a).

L'emprunt dommageable est celui qui déplace inutilement un vocable indigène, dans le langage courant ou dans la langue technique. Qu'avons-nous besoin de *fun, game, pool, mean, pushing, prospect, roll, snack, spotter, stool, tune* ou *wise*, quand nous avons : plaisir, roublard, mesquin, billard à blouses, entregent, perspective, petit pain, goûter, mouchard, tabouret, air ou débrouillard ? » (1955a : 185).

En ce qui concerne la place de l'anglicisme dans la langue, nous observons que Daviault considère que l'emprunt est un procédé légitime, à la fois souhaitable et nécessaire. Quand il s'agit d'emprunts à l'anglais spécifiquement dans le contexte canadien-français, il juge qu'ils sont même parfois inévitables. Nous pouvons ainsi dire que sa réflexion sur le sujet est nuancée et qu'elle fait preuve d'une ouverture : il accorde une certaine place aux emprunts à l'anglais dans le français canadien.

Toutefois, cet extrait met aussi en évidence le fait que Daviault établit une condition essentielle afin d'affirmer que l'emprunt est légitime : il doit être nécessaire. Par « nécessaire », il veut dire que l'emprunt doit combler une lacune lexicale. Si nous nous fions à ce qu'il en dit dans ses articles, il s'agirait de la principale raison, sinon la seule, pour laquelle un anglicisme pourrait être acceptable. À l'inverse, son principal critère de rejet, et qui a beaucoup de poids, est la concurrence qu'un emprunt peut faire à un mot français déjà existant, rendant l'anglicisme inutile. Cet argument dévoile une certaine conception qui voit les langues comme des systèmes clos avec des frontières nettes, où le sens des mots serait immuable. Autant son critère d'acceptation principal que son critère de rejet le plus fréquemment invoqué se trouvent parmi les arguments employés par Daviault pour accepter ou condamner des anglicismes dans ses chroniques. Toutefois, comme nous l'avons vu, ces arguments ne sont pas les seuls mobilisés par Daviault. Ainsi, il fait appel à d'autres types d'arguments pour justifier des emprunts à l'anglais.

Ce critère d'acceptation très hermétique voudrait aussi dire que la forme d'emprunt la plus souvent acceptable pour Daviault serait l'emprunt formel, ou l'emprunt sémantique dans le cas où un mot s'enrichirait d'un sens pour combler un vide lexical. Ainsi, le principal critère de rejet de Daviault, le fait qu'un emprunt ne soit pas nécessaire, est cohérent avec son point de vue selon lequel la syntaxe ne devrait jamais comporter d'anglicismes. En effet, il rappelle, dans différents articles au cours de sa carrière, l'importance de conserver

une syntaxe française sans y introduire d'emprunts à l'anglais. Nous trouvons des citations vers le début et la fin de sa carrière qui en font preuve³⁶ :

L'anglicisme dangereux, c'est l'anglicisme insidieux, qu'on ne décèle pas facilement, qui se présente sous les dehors d'une expression légitime. Ce sont les expressions comme : *aviseur légal, en acompte, les mérites d'une cause, sous-officier rapporteur, chanteuse versatile* ; ce sont les tournures syntaxiques inspirées de l'anglais. Voilà le véritable danger, parce qu'il s'installe, qu'il détruit avant qu'on l'ait aperçu. Cet anglicisme ne vient pas du peuple, mais des couches supérieures. (1938 : 433)

C'est dire qu'on ne doit recourir aux termes étrangers que lorsqu'on a épuisé les ressources de la langue. Encore faut-il connaître ces ressources. Or, nos anglicismes viennent de l'ignorance de ces ressources, et plus précisément, de l'incapacité à penser en français. Incapacité qui se manifeste surtout par l'anglicisation de notre syntaxe, puisque la syntaxe reflète le mode de penser. L'anglicisme de syntaxe est autrement dangereux que l'anglicisme de vocabulaire et c'est justement celui-là qui règne surtout chez nous. L'incapacité à penser en français se manifeste encore par la recherche de toutes les excuses possibles pour écarter les termes acceptés dans le langage académique afin de les remplacer par des vocables qui se rapprochent de l'anglais. (1957a : 16)

D'ailleurs, cette aversion de l'anglicisme de syntaxe s'emboîte de façon logique avec la réflexion de Daviault sur l'anglicisation de la langue qui amène une anglicisation de la pensée, abordée dans le chapitre précédent : si la structure même de la langue est anglicisée, il ne peut qu'être difficile de structurer la pensée de façon solide. Donc, si nous nous fions à ce qui se dégage de son discours, nous pouvons conclure qu'il tolère mieux les emprunts formels que les emprunts de syntaxe, mais seulement lorsqu'ils sont nécessaires pour combler une lacune lexicale de la langue. Toutefois, même si Daviault dénonce haut et fort dans nombreux de ses écrits la présence de l'anglicisme syntaxique dans la langue, celui-ci occupe une très faible place dans sa chronique « Propos », où il représente seulement huit emplois sur les 155 commentés (4 % au total). Qui plus est, trois de ces emplois ne comportent pas d'évaluation normative. Ce type d'emprunt est totalement absent de la chronique « Parlons mieux ».

³⁶ Voir aussi 1938, 1947, 1948, 1951a, 1955a, 1957a.

5 Synthèse

Dans ce chapitre, nous avons étudié le traitement des anglicismes dans les chroniques de Daviault. Le chroniqueur n'adopte pas tout à fait la même prise de position dans les deux chroniques. Dans l'une des chroniques, il condamne la plupart des emplois qu'il commente, alors que dans l'autre, il affiche une prise de position plus descriptive : de nombreux emplois ne comportent pas d'évaluation normative. Certains emplois sont également acceptés dans les deux chroniques. Daviault commente différents types d'emprunts dans ses chroniques et il condamne plus sévèrement les calques, les emprunts sémantiques et les emprunts de syntaxe. Nous avons pu observer que Daviault se sert de l'étiquette *anglicisme* de façon large : elle sert à nommer des emplois rejetés, acceptés et à propos desquels il n'émet pas de jugement.

Nous avons également mis en lumière que la variété de français dans laquelle l'emprunt est en usage, en France ou au Canada, n'influence pas la position normative du chroniqueur, du moins pour les emplois qu'il commente. Au moment de condamner ou d'accepter un emploi, le chroniqueur fait appel à des arguments variés (10 en tout), ce qui ne va pas de pair avec ce qu'il affirme dans les articles de notre premier sous-corpus, dans lesquels il affiche une position plutôt fermée à l'égard des anglicismes, où le seul argument possible pour en justifier l'usage est le besoin de combler un vide lexical. Ainsi, il existe un certain décalage entre le discours du chroniqueur à propos de ce qui est acceptable en termes d'anglicisme et le traitement qu'il accorde aux anglicismes dans le cadre de sa pratique concrète de chroniqueur, traitement qui d'ailleurs semble suivre la lignée des autres aspects de son discours, soulevés dans les chapitres 1 et 2.

CONCLUSION

Dans ce mémoire, nous nous sommes intéressée au discours de Pierre Daviault en tant que chroniqueur et traducteur au sujet de la langue parlée et écrite au Canada en analysant en détail le regard qu'il porte sur le phénomène des langues en contact sur le territoire canadien. Nous avons étudié un double corpus composé de 24 articles et de deux chroniques de langage : « Parlons mieux : épurons notre langue » (1930-1931, 44 billets) et « Propos sur notre français » (1952-1960, 160 billets). Tout d'abord, nous avons analysé son discours sur la langue parlée et écrite au Canada et celui sur le purisme linguistique. Ensuite, nous avons abordé sa vision de l'anglicisation de la langue et les pistes de solution proposées, puis nous avons mené une analyse du traitement qu'il fait des emprunts à l'anglais dans ses chroniques. Ainsi, nous avons pu observer à la fois son discours sur la langue et sa pratique en tant que chroniqueur. À travers cette réflexion sur les langues en contact, nous avons cherché à déterminer si l'étiquette de puriste attribuée à Daviault en raison de son discours sur la langue et ses actions en matière de protection de la langue française était réellement justifiée. Les résultats de nos analyses nous permettent de conclure que cette étiquette est exagérée pour le profil de Daviault. Son discours est complexe et rempli de nuances ; l'étiquette de puriste ignore plusieurs aspects de sa vision de la langue.

Dans le premier chapitre, nous avons analysé le discours de Daviault sur la langue française parlée et écrite au Canada de façon large. Le point fort de ce chapitre – et le constat qui fait que Daviault se différencie de plusieurs des puristes contemporains – est la légitimité qu'il accorde au français parlé au Canada. Nous avons vu, toutefois, que cette légitimité est relative, car le *français canadien* est légitime dans sa composante rurale, et devrait être parlée dans certains contextes d'utilisation seulement. Selon lui, il s'agit d'une variété de langue légitime et souhaitable dont l'innovation linguistique et la capacité d'adaptation permettent de se prémunir de l'anglais. Rappelons d'ailleurs qu'il emploie bel et bien le terme *variété*, ce qui est inhabituel à l'époque. Toutefois, ce français canadien doit se limiter aux échanges quotidiens et à la langue orale. Lorsqu'il s'agit de langue littéraire, il est encore nécessaire de s'aligner sur la France. Cette vision du français canadien rejoint celle des chroniqueurs que Remysen (2009) catégorise comme *régionalistes*. Ainsi, notre

premier constat général de ce chapitre est que Daviault reconnaît l'existence de la variation linguistique et il la légitimise, sous certaines conditions, caractéristique qui n'était pas toujours présente chez ses collègues chroniqueurs puristes (que l'on pense à Alphonse Lusignan, Étienne Blanchard ou Gérard Dagenais, par exemple). Nous avons vu qu'il constate différents types de variation linguistique présents au Canada : la variation diatopique, la variation diastratique, la variation diaphasique, et la variation diamésique qui lui permettent de façonner sa conception du français en cours au Canada. Nous avons pu observer la place qu'il accorde à l'anglicisme dans le français parlé au Canada selon l'axe de variation dans lequel il se situe. Ainsi, l'anglicisme est surtout présent dans la langue parlée dans les villes en raison de l'industrialisation. L'anglicisme est peu souhaitable dans ce cas selon Daviault. Toutefois, c'est principalement dans la langue écrite servant aux productions culturelles, la *langue de culture*, que l'anglicisme n'a pas lieu d'être. Au contraire, les rares anglicismes qui se trouvent dans la langue parlée à la campagne seraient corrects en raison de leur caractère nécessaire (comme *magasin général*). Nous avons aussi étudié dans ce premier chapitre la relation de Daviault avec le purisme linguistique et comment ce dernier se manifeste dans son discours. Nous avons ainsi mis en lumière, dans le discours de Daviault, deux attitudes différentes envers le purisme linguistique : d'une part, des propos qui adhèrent au purisme et qui mettent en garde contre la perte de pureté de la langue ; d'autre part, des critiques aux puristes et un désir de se détacher de ce courant. Deux éléments ressortent de cette analyse : le purisme qu'il affiche parfois est directement lié à l'influence de l'anglais dans la langue, mais Daviault associe le purisme linguistique à un certain manque de rigueur scientifique. Ainsi, il veut se distancier d'un certain discours puriste, peu renseigné et très intransigent. Ceci fait ressortir son désir de travailler afin de combattre la mauvaise influence de l'anglais sur le français, mais avec des solutions qu'il considère concrètes, résultant d'une démarche renseignée. Cela n'est pas sans rappeler la démarche proposée par certains de ses prédécesseurs, dont les artisans de la Société du parler français au Canada.

Dans le deuxième chapitre, nous avons abordé les causes de l'anglicisation de la langue selon Daviault et les solutions qu'il propose pour la combattre. Nous avons d'abord mis en évidence que l'opposition de Daviault à la présence de l'anglais dans la langue française est motivée par sa crainte de voir la pensée des Canadiens français se corrompre. Nous

avons démontré que le lien qu'il établit entre la langue et la pensée est à la base de sa réflexion sur la langue. Il considère que si la langue est anglicisée, la pensée le sera aussi. L'anglais trouve plusieurs voies d'entrée dans la langue, mais la principale est la traduction de mauvaise qualité, qui se répercute particulièrement dans l'enseignement, qui se fait de plus en plus à partir de matériel pédagogique anglais ou traduit, et dans la langue des médias. Daviault met en grande partie la responsabilité de l'anglicisation sur les traducteurs, contribuant ainsi à maintenir une image négative de la traduction et des traducteurs dans le monde intellectuel. Toutefois, étant lui-même traducteur pour le gouvernement fédéral, Daviault se propose de combattre cette voie d'anglicisation que constitue la traduction. En effet, Daviault constate qu'une grande partie des anglicismes présents dans la langue sont le résultat des mauvaises traductions, effectuées souvent par des non spécialistes, et c'est pourquoi il considère essentiel que les traductions soient confiées à des traducteurs formés et d'expérience afin d'avoir un résultat de qualité qui permet d'éviter les anglicismes et de préserver le français. Il met également l'accent sur l'importance du bilinguisme et de l'enseignement des langues, mais il ne propose pas de solution concrète pour cet aspect. La solution qu'il propose pour contrer les méfaits de la traduction est ce qui constitue l'un des plus grands apports de Daviault à la langue française au Canada, soit de mettre sur pied une formation pour les futurs traducteurs. Cette formation débutera en 1936 à l'Université d'Ottawa. Au départ, le but était de munir les candidats à des postes gouvernementaux d'une certaine théorie de la traduction et de quelques heures de pratique encadrée avant qu'ils intègrent le marché du travail, sans en faire un programme universitaire complet. Daviault affirme même qu'il

serait puéril d'attacher de l'importance à un diplôme, et dans le domaine de la traduction plus qu'ailleurs. En tout cas, le diplôme est au moins une présomption de culture. Il ne dispensera jamais de la pratique ; mais il est une indication qui permet d'orienter le choix dans l'embauchage. (Daviault, 1938 : 436)

Finalement, cette formation a jeté les bases de la carrière universitaire en traduction tel que nous la connaissons aujourd'hui au Canada. Cette mesure a contribué à la fois à améliorer la qualité du français écrit dans les traductions, officielles et non officielles, et à valoriser la profession de traducteur, si chère à Daviault.

Dans le troisième chapitre, nous avons dépouillé les 204 billets qui composent les deux chroniques de Daviault et nous y avons repéré 203 emplois attribués à l'influence de l'anglais. Nous avons d'abord classé ces emprunts par type, en fonction de l'élément linguistique auquel Daviault attribue l'emprunt. Nous avons ensuite analysé les étiquettes que Daviault emploie pour faire référence à ces anglicismes, arrivant ainsi à la conclusion que, contrairement à ce qui a été observé chez d'autres chroniqueurs (Lamontagne, 1996), l'étiquette *anglicisme* n'est pas systématiquement associée à des emplois considérés comme fautifs. *Emprunt*, pour sa part, est très peu utilisée dans les chroniques de Daviault, mais demeure une étiquette relativement neutre, comme c'est le cas chez d'autres observateurs de la langue de l'époque (Lamontagne, 1996). La section la plus éloquente de ce chapitre est assurément la partie où nous nous sommes penchée sur l'évaluation normative des anglicismes : nous avons pu constater que, dans la chronique « Propos », Daviault adopte une démarche qui se veut descriptive et qui témoigne d'un désir de ne pas tout vouloir condamner. Il en ressort également que les emprunts qui ont cours en France ne sont pas systématiquement légitimes pour Daviault. Par ailleurs, si Daviault mentionne dans plusieurs des textes qui composent notre premier sous-corpus que c'est avant tout lorsque l'anglicisme ne comble pas un vide lexical qu'il est condamnable, l'analyse détaillée des arguments employés par Daviault dans ses chroniques montre que d'autres critères interviennent dans son discours. De plus, nous avons pu souligner que les réflexions les plus alarmistes de Daviault au sujet des anglicismes concernent l'anglicisme syntaxique, mais il n'en commente somme toute que très peu dans ses chroniques. Cette peur de l'anglicisme syntaxique témoigne d'une inquiétude constante chez Daviault qui ultimement craint l'anglicisation de la pensée : si la structure même de la langue était influencée par l'anglais, la pensée serait l'étape suivante.

* * *

À coup de grands discours aux airs alarmistes, comme celui prononcé lors du troisième Congrès de la langue française, Daviault a réussi à se bâtir une réputation de puriste qui ne concorde que partiellement avec sa pratique de chroniqueur et sa vision de la langue. En effet, son discours alarmiste ne se reflète pas toujours dans son traitement des anglicismes ni dans sa vision générale de la langue. Le fait qu'il considère légitime pour les Canadiens

français d'avoir leur propre variété de langue – même s'il considère qu'elle doit se limiter à la langue orale et aux échanges quotidiens –, qu'il voit l'évolution des langues comme un phénomène normal, qu'il accepte les archaïsmes, les néologismes et les anglicismes dans certains contextes sont toutes des caractéristiques qui détonnent de la figure typique du puriste canadien-français. De même, sa vision complexe des liens entre la langue et la pensée ainsi que la place importante qu'il accorde au bilinguisme dans le processus de valorisation d'une langue en situation de minorité sont des traits qui s'éloignent du discours puriste et qui font preuve d'une démarche renseignée et réfléchie, qui ne cherche pas à bannir l'anglais à tout coup ni à ce que le français soit toujours aligné avec celui de la France de façon inconditionnelle. Enfin, Daviault a été un vrai pionnier en ce qui a trait à l'organisation de l'enseignement de la traduction au Canada, en ayant comme motivation initiale la protection de la langue française dans un pays majoritairement anglophone et dans une ville bilingue. Bien qu'il soit difficile de mesurer concrètement les résultats des mesures entreprises par Daviault pour protéger la langue française au Canada et pour éviter que la traduction ne laisse place à un français anglicisé, nous pouvons affirmer, à la lumière de ce que nous savons aujourd'hui, qu'elles ne l'ont pas été en vain.

BIBLIOGRAPHIE

1 Corpus

DAVIAULT, Pierre (1930-1931). « Parlons mieux : épurons notre langue », *La Presse*, 44 billets. Chronique disponible dans la base *Chroqué : base de données textuelle de chroniques québécoises de langage*, sous la direction de Claude Verreault, Louis Mercier et Wim Remysen (dir.) (2011), [en ligne], <http://catfran.flsh.usherbrooke.ca/chroque>.

DAVIAULT, Pierre (1931). *L'expression juste en traduction*, Montréal, Éditions Albert Lévesque, 264 p.

DAVIAULT, Pierre (1933). *Questions de langage*, Montréal, Éditions Albert Lévesque, 183 p.

DAVIAULT, Pierre (1938). « Langue et traduction », *Deuxième congrès de la langue française au Canada : mémoires*, tome 1, Québec, p. 431-438.

DAVIAULT, Pierre (1944a). « La traduction et la vie de l'esprit », *Amérique française*, n° 11, p. 22-25.

DAVIAULT, Pierre (1944b). « Traducteurs et traduction au Canada », *Mémoires et comptes rendus de la Société royale du Canada*, série 3, t. 38, section 1, p. 67-87.

DAVIAULT, Pierre (1947). « La Grande Pitié de notre français », *Liaison*, vol. 1, septembre, p. 411-414.

DAVIAULT, Pierre (1948). « Le "canadien français" », *Liaison*, vol. 2, février, p. 103 et 107.

DAVIAULT, Pierre (1951a). « La langue : français de France ou français du Canada ? », *La Nouvelle Revue canadienne*, vol. 1 n° 3, p. 52-56.

DAVIAULT, Pierre (1951b). « La langue française au Canada », *Les arts, lettres et sciences au Canada, 1949-1951 : Recueil d'études spéciales préparées pour la Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, lettres et sciences au Canada*, Ottawa, Edmond Cloutier, Imprimeur de Sa Majesté le Roi, p. 25-40.

DAVIAULT, Pierre (1951c). « Langue et culture », *La Nouvelle Revue canadienne*, vol. 1, n° 1, p. 3-14.

DAVIAULT, Pierre (1952a). « Congrès de la langue française ou congrès de la langue canadienne ? », *La Nouvelle Revue canadienne*, vol. 2, n° 1, p. 47.

DAVIAULT, Pierre (1952b). « L'apport anglais à la langue canadienne », *Les Carnets viatoriens*, vol. 17, n° 4, p. 102-115.

- DAVIAULT, Pierre (1952c). « Les anglicismes » [conférence prononcée au troisième congrès de la langue française], *Le Devoir*, 21 juin, p. 9.
- DAVIAULT, Pierre (1952-1960). « Propos sur notre français », *La Patrie*, 160 billets. Chronique disponible dans la base *Chroqué : base de données textuelle de chroniques québécoises de langage*, sous la direction de Claude Verreault, Louis Mercier et Wim Remysen (dir.) (2011), [en ligne], <http://catfran.flsh.usherbrooke.ca/chroque>.
- DAVIAULT, Pierre (1953a). « Français, Américains, ou Canadiens ? », *La Nouvelle Revue canadienne*, vol. 3, n° 1, p. 1-7.
- DAVIAULT, Pierre (1953b). « Langue et pensée », *La Nouvelle Revue canadienne*, vol. 2, n° 4, p. 205-210.
- DAVIAULT, Pierre (1954a). « Français, Américains, ou Canadiens ? », *La Nouvelle Revue canadienne*, vol. 3, n° 2, p. 68-74.
- DAVIAULT, Pierre (1954b). « La langue, facteur capital du progrès intellectuel d'un peuple », *La Presse*, 23 juin, p. 50.
- DAVIAULT, Pierre (1955a). « Anglicisme et emprunts à l'anglais », *Études sur le parler français au Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 181-191.
- DAVIAULT, Pierre (1955b). « L'anglicisme au Canada », *Vie et langage*, n° 36, p. 120-123.
- DAVIAULT, Pierre (1957a). « Anglicismes et canadianismes » [conférence prononcée au congrès de la re francisation, aussi publiée sous le titre « Une maladie pernicieuse, l'anglicisme volontaire » dans *Le Devoir*, 26, 27 et 28 juin, p. 5], *Vie française*, vol. 12, n°s 1-2, p. 14-26.
- DAVIAULT, Pierre (1957b). « Langue canadienne ou langue française : français ou canadien ? », *Revue annuelle de la Société du Bon Parler français*, p. 13 et 163.
- DAVIAULT, Pierre (1957c). « L'enseignement de la traduction à Ottawa », *Journal des traducteurs*, vol. 2, n° 3, p. 152-153.
- DAVIAULT, Pierre (1957d). « Sommes-nous asservis par la traduction ? », *Le Devoir*, 22 juin, p. 19.
- DAVIAULT, Pierre (1959). « Notre langue française cette malmenée », *Nation nouvelle*, vol. 1, n° 1, p. 39-42.

2 Sources citées ou consultées

- BEAUJOT, Jean-Pierre (1982). « Les statues de neige ou contribution au portrait du parfait petit défenseur de la langue française », *Langue française*, n° 54 (*Langue maternelle et communauté linguistique*, sous la dir. de Émile Genouvrier et Nicole Gueunier), p. 40-55.
- BÉLANGER, Daniel-Claude (2002). « L'abbé Lionel-Groulx et la survivance franco-américaine », *Francophonies et résistance*, n° 13, p. 91-105.
- BIRON, Michel, François DUMONT et Élisabeth NARDOUT-LAFARGE (2010). *Histoire de la littérature québécoise*, Montréal, Boréal, 684 p.
- BOUCHARD, Chantal (1989). « Une obsession nationale : l'anglicisme », *Recherches sociographiques*, vol. 30, n° 1, p. 67-90.
- BOUCHARD, Chantal (1990). « Contes et légendes du Canada français : le mythe du French Canadian Patois, 1862-1970 », *Bulletin de l'ACLA*, vol. 12, n° 1, p. 35-49.
- BOUCHARD, Chantal (1999). *On n'emprunte qu'aux riches : la valeur sociolinguistique et symbolique des emprunts*, Montréal, Fides, 40 p.
- BOUCHARD, Chantal (2000). « Anglicisation et autodépréciation », dans Michel Plourde (dir.), *Le français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal/Québec, Fides/Publications du Québec, p. 197-205.
- BOUCHARD, Chantal (2002 [1998]). *La langue et le nombril : une histoire sociolinguistique du Québec*, nouvelle édition mise à jour, Montréal, Fides, 289 p.
- BOUCHARD, Chantal (2011). *Méchante langue : la légitimité linguistique du français parlé au Québec*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 171 p.
- BRANCAGLION, Cristina (2016). « Does the French-Canadian speak real French ? L'apport de la Société du parler français au Canada à la querelle sur le *French Canadian Patois/Parisian French* », dans Wim Remysen et Nadine Vincent (dir.), *La langue française au Québec et ailleurs : patrimoine linguistique, socioculture et modèles de référence*, Frankfurt am Main, Peter Lang, p. 19-39.
- BRUNEAU, Jean (1953). *Amours, délices et orgues*, Québec, Institut littéraire du Québec, 177 p.
- COURBON, Bruno et Myriam PAQUET-GAUTHIER (2014). « Faux amis/vrais ennemis : réutilisations de la notion d'anglicisme dans le discours métalinguistique au Québec », *Le discours et la langue*, tome 6.1 (*Métalangage et expression du sentiment linguistique « profane »*, sous la dir. de Michelle Lecolle), p. 143-173.

- CREVIER, Adrienne (1945). *Bio-bibliographie du major Pierre Daviault*, Montréal, [s.n.], 65 p.
- DAOUST, Paul (2008). « Les chroniques sur la langue », dans Michel Plourde (dir.), *Le français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal/Québec, Fides/Publications du Québec, p. 200.
- DARBELNET, Jean (1976). *Le français en contact avec l'anglais en Amérique du Nord*, Québec, Presses de l'Université Laval, 146 p..
- DAUZAT, Albert (1954). *Le génie de la langue française*, Paris, Payot.
- DAVIAULT, Pierre (1941). *Traduction... notes de traduction (3^e série)*, Montréal, Éditions de l'A.C.F., 241 p.
- DAVIAULT, Pierre (1962 [1979]). *Langage et traduction*, Ottawa, Bureau fédéral de la traduction/Secrétariat d'État, 397 p.
- DELISLE, Jean (1990). *Les alchimistes des langues : la Société des traducteurs du Québec (1940-1990)*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 446 p.
- DELISLE, Jean et Alain OTIS (2016). *Les douaniers des langues : grandeur et misère de la traduction à Ottawa 1867-1967*, Québec, Presses de l'Université Laval, 491 p.
- DÔLE, Robert (1992). « Quelques réflexions sur les critères de ce qui constitue un anglicisme », *Dialangue*, vol. 3, p. 59-61.
- DUROCHER, René (2000). « Les germes du changement », dans Michel Plourde (dir.), *Le français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal/Québec, Fides/Publications du Québec, p. 223-232.
- ELCHACAR, Mireille et Ada Luna SALITA (2019). « Étude diachronique du discours normatif sur les anglicismes dans les chroniques de langue au Canada francophone : d'Alphonse Lusignan à Guy Bertrand », *Circula : revue d'idéologies linguistiques*, n° 9 (*A-t-on encore peur des anglicismes ? Perception actuelle des anglicismes au Québec et dans l'espace francophone*, sous la dir. de Nadine Vincent et Mireille Elchacar), p. 4-28.
- GAGNÉ, Francine (1994). « Limites de l'analyse typologique », dans Pierre Martel, Hélène Cajoleit-Laganière, Linda Pépin, et Sabine Gauthier (dir.), *Actes du colloque sur les anglicismes et leur traitement lexicographique*, Québec, Gouvernement du Québec, p. 39-40.
- GAGNÉ, Frédérick (2004). « À travers le dictionnaire et la grammaire : corrigeons-nous » (1893-1903), *chronique de langage de Louis Fréchette : présentation et étude linguistique*, mémoire de maîtrise, Université Laval, Québec, 118 p.

- GODBOUT, Patricia (2004). *Traduction littéraire et sociabilité interculturelle au Canada, 1950-1960*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 276 p.
- HOUDEBINE, Anne-Marie (2002). « L'Imaginaire Linguistique et son analyse », *Travaux de linguistique*, n° 7, p. 11-27 et 163-179.
- HUMBLEY, John (1974). « Vers une typologie de l'emprunt linguistique », *Cahiers de lexicologie*, n° 25, p. 46-70.
- KLINKENBERG, Jean-Marie (2015). *La langue dans la cité : vivre et penser l'équité culturelle*, Bruxelles, Impressions nouvelles, p. 153-179.
- LAMONTAGNE, Linda (1996). *La conception de l'anglicisme dans les sources métalinguistiques québécoises de 1800 à 1930*, Québec, Centre international de recherche en aménagement linguistique, 192 p.
- LAROSE, Karim (2004a). « L'émergence du projet d'unilinguisme : archéologie de la question linguistique québécoise », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 7, n° 2, p. 177-194.
- LAROSE, Karim (2004b). *La langue de papier : spéculations linguistiques au Québec*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 451 p.
- LAURENCE, Jean-Marie, Marcelle BARTHE, Roger DUHAMEL, Raymond ROBICHAUD, Henriot MAYER, Gilles LEFEBVRE, René DE CHANTAL, Markland SMITH et Jean DARBELNET (1965). « Hommage à Pierre Daviault », *Journal des traducteurs*, vol. 10, n° 1, p. 14-21.
- LEDERER, Mariane (1988). « Les fausses traductions, sources de contamination du français », dans Maurice Pergnier (dir.), *Hommages à Darbelnet*, Paris, Didier Erudition, p. 119-125.
- MANGEREL, Caroline (2013). *Le traître démonté : figures du traducteur et du métis dans les sémiotiques des Amériques*, thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 361 p.
- MARESCHAL, Geneviève (1989). *Étude typologique et comparative de l'anglicisation et des anglicismes dans quatre aires de la francophonie*, thèse de doctorat, Université Laval, 676 p.
- MARTEL, Pierre et Hélène CAJOLET-LAGANIÈRE (1994). « Bibliographie sur les emprunts à l'anglais et les anglicismes en français », *Actes du colloque sur les anglicismes et leur traitement lexicographique*, Québec, Gouvernement du Québec, p. 327-382.
- MERCIER, Louis (2000). « Des différences à décrire, un parler à revaloriser », dans Michel Plourde (dir.), *Le français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal/Québec, Fides/Publications du Québec, p. 206-212.

- MERCIER, Louis (2002a). *La Société du parler français au Canada et la mise en valeur du patrimoine linguistique québécois (1902-1962)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 507 p.
- MERCIER, Louis (2002b). « Le français, une langue qui varie selon les contextes », dans Claude Verreault, Louis Mercier et Thomas Lavoie (dir.), *Le français : une langue à apprivoiser*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 41-60.
- MERCIER, Louis et Wim REMYSEN (dir.) (2011). *Chroqué : base de données textuelle de chroniques québécoises de langage*, [en ligne], <http://catfran.flsh.usherbrooke.ca/chroque>.
- MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE (1943). *Military Dictionary English-French French-English/Dictionnaire militaire anglais-français français-anglais*, Publication des états-majors généraux du Canada et des États-Unis, United States Washington/Ottawa, Government Printing Office/Edmond Cloutier, 804 p.
- NOËL, Danièle (2000). « Une langue qui ne capitule pas (la justice et les tribunaux) », dans Michel Plourde (dir.), *Le français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal/Québec, Fides/Publications du Québec, p. 72-79.
- OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE (2017). *Politique de l'emprunt linguistique*, Québec, Office québécois de la langue française, 27 p.
- OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE (2019). « Typologie des emprunts », dans *Banque de dépannage linguistique*, [en ligne], http://bdl.oqlf.gouv.qc.ca/bdl/gabarit_bdl.asp?id=5444. (Page consultée le 10 avril 2020)
- PAQUET-GAUTHIER, Myriam (2015). *Sens influencés de l'anglais en français au Québec : utilisation, perception et intégration*, mémoire de maîtrise, Université Laval, Québec, 233 p.
- PAVEAU, Marie-Anne et Laurence ROSIER (2008). *La langue française : passions et polémiques*, Paris, Vuibert, 377 p.
- PELLERIN, Josiane (2007). *Louis-Philippe Geoffrion, chroniqueur de langage : le thème de l'anglicisme dans les « Zigzags autour de nos parlers » (1923-1927)*, mémoire de maîtrise, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 148 p.
- PERGNIER, Maurice (1989). *Les anglicismes*, Paris, Presses universitaires de France, 214 p.
- POIRIER, Claude (1988). « L'anglicisme en France et au Québec », dans A. E. Shiaty, Pierre Auger, Normand Beauchemin, Claude Poirier, *Dictionnaire du français plus à l'usage des francophones d'Amérique*, Montréal, Centre Éducatif et Culturel inc., p. 1848-1851.

- POIRIER, Claude (1992a). « L'anglicisme au Québec : Phénomène linguistique, culturel et social », dans Claude Poirier (dir.), *Anglicisme et identité québécoise : résumés des conférences et notes de cours*, Québec, manuscrit, p. 6-14.
- POIRIER, Claude (1992b). « Notes pour la discussion méthodologique sur l'anglicisme », dans Claude Poirier (dir.), *Anglicisme et identité québécoise : résumés des conférences et notes de cours*, Québec, manuscrit, p. 91-107.
- POIRIER, Claude (1995). « Les variantes topolectales du lexique français : propositions de classement à partir d'exemples québécois », dans Michel Francard et Danièle Latin (dir.), *Le régionalisme lexical*, Louvain-la-Neuve/Paris, Aupelf-Uref/Duculot, p. 13-56.
- POIRIER, Claude (2000). « Une langue qui se définit dans l'adversité », dans Michel Plourde (dir.), *Le français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal/Québec, Fides/Publications du Québec, p. 111-122.
- PRÉVOST, Geneviève (1995). « Les chroniques de langage d'Étienne Blanchard (1883-1952) », dans Julie Audette, Marc-André Bélanger, André Bourcier, Isabelle Dion, Pierre Larrivée, Julie Nicole, François Pichette et Emily Rosales (dir.), *Actes des 9^e Journées de linguistique* (1995), Québec, Centre international de recherche en aménagement linguistique, p. 117-121.
- PRÉVOST, Geneviève (1996). *Le Dictionnaire de bon langage d'Étienne Blanchard : étude métalexicographique. Contribution à l'histoire de la lexicographie québécoise*, Québec, mémoire de maîtrise, Université Laval, 174 p.
- PUCCINI, Paola (2013). « Pratique traductive et construction identitaire chez Pierre Daviault », *Repères-Dorif*, n° 2 (*Voix/voies excentriques : la langue française face à l'altérité*, sous la dir. de Micaela Rossi, Caterina Falbo et Licia Reggiani), [en ligne], http://www.dorif.it/ezine/ezine_articles.php ? (Page consultée le 11 mai 2017).
- REMYSEN, Wim (2009). *Description et évaluation de l'usage canadien dans les chroniques de langage : contribution à l'étude de l'imaginaire linguistique des chroniqueurs canadiens-français*, thèse de doctorat, Québec, Université Laval, 465 p.
- REMYSEN, Wim (2011). « L'application du modèle de l'imaginaire linguistique à des corpus écrits : le cas des chroniques de langage dans la presse québécoise », *Langage et société*, n° 136, p. 47 à 65.
- REMYSEN, Wim, et Bianca DE LA FONTAINE (2015). « L'héritage du *Glossaire du parler français au Canada* (1930) dans les chroniques de langage parues dans la presse canadienne-française : un aperçu », dans Anne-Marguerite Fryba, Roberto Antonelli et Bernard Colombat (dir.), *Actes du XXVII^e Congrès international de linguistique et de philologie romanes* (Nancy, 15-20 juillet 2013), Nancy, Laboratoire ATILF, p. 157-170.

- RHEAULT, Amélie-Hélène (2004). *De la description à la prescription : analyse de la chronique « Corrigeons-nous » de la Société du parler français au Canada (1930-1945)*, Sherbrooke, mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, 139 p.
- RIVARD, Adjutor (1906). « Les dialectes français dans le parler franco-canadien », *Bulletin du parler français au Canada*, vol. 5, n° 2, p. 41-51.
- RIVARD, Isabelle (2003). *Pierre Daviault (1899-1964), traducteur, auteur, historien, pédagogue, et défenseur de la langue française*, thèse de maîtrise, Ottawa, Université d'Ottawa, 112 p.
- ROBERTS, Roda (1992). « Emprunt et traduction », dans Claude Poirier (dir.), *Anglicisme et identité québécoise : résumés des conférences et notes de cours*, Québec, manuscrit, p. 68-72.
- ST-YVES, Gabrielle (2006). « L'anglicisme ou le "mea culpa" des Québécois », *The French Review*, vol. 80, n° 2, p. 354-369.
- SOCIÉTÉ DU PARLER FRANÇAIS AU CANADA (LA) (1930 [1968]). *Glossaire du parler français au Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 709 p.
- VERREAULT, Claude (2006). « Conception du français au Canada selon Adjutor Rivard, principal artisan de la Société du parler français au Canada », dans Claude Verreault, Louis Mercier et Thomas Lavoie (dir.), *La société du parler français au Canada cent ans après sa fondation : mise en valeur d'un patrimoine culturel*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 29-54.
- VINAY, Jean-Paul, Pierre DAVIAULT et Henry ALEXANDER (1962). *Dictionnaire canadien français-anglais, anglais-français*, Toronto, McClelland, 861 p.
- VINAY, Jean-Paul et Jean DARBELNET (1984 [1958]). *Stylistique comparée du français et de l'anglais*, nouvelle édition revue et corrigée, Montréal, Beauchemin, 331 p.